

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'INDIGNITÉ

EN MATIÈRE DE SUCCESSIONS

DROIT CIVIL
DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ
LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 27 octobre 1899, à 8 heures

PAR

J. GENDREAU

Président : M. PLANIOL, professeur.
Suffragants : { MM. LÉON MICHEL, { professeurs.
 { et SALEILLES, {

Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS
OUBE ET BOYER
IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'INDIGNITÉ

DROIT CIVIL

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 27 octobre 1899, à 8 heures

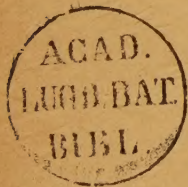
PAR

J. GENDREAU

Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants : } MM. LÉON MICHÉL, { professeurs.
et SALEILLES.

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS

JOUVE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

1899

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

ACCARIAS. — Précis de droit romain. Paris, 4^e édition, 1886.

ANTHOINE DE SAINT-JOSEPH. — Concordance entre les codes étrangers et le code Napoléon. Paris, 2^e édition, 1836, 4 vol.

ANTOINE. — De la succession légitime et testamentaire en droit international privé. Paris 1876.

ARGENTRÉ (D'). — *Commentarii in patrias Britonum leges* Paris, 3^e édition, 1621.

ARGOU. — Institution au droit français. Paris 1787, 2 vol.

ARNZ. — Cours de droit civil français. Bruxelles, 2^e édit., 1879.

ASSER. — Traité de droit international privé, traduction Rivier. Paris 1884.

AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français. Paris, 4^e édition, 1869-1883.

BACQUET. — Œuvres augmentées par Ferrière. Lyon, 1744 2 vol.

BARDE. — Théorie traditionnelle des statuts. Bordeaux, 1880.

BARDET. — Recueil d'arrêts du Parlement de Paris. Avignon, 1773.

- BASILESCO. — Du conflit des lois en matière de succession *ab intestat*. Paris 1884.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité théorique et pratique de droit civil. Des successions. Paris, 2^e éd. 1899.
- BEAUCHET. — Histoire du droit privé de la République athénienne, t. III. La Propriété, Paris 1897.
- BEAUNE. — Droit coutumier français. De la condition des biens. Paris 1886.
- BERTAULD. — Questions pratiques et doctrinales du code Napoléon. Paris 1869.
- BOERIUS. — *Decisiones*. Genève, 1690.
- BOILEUX. — Commentaires sur le Code civil. Paris, 6^e éd., 1866.
- BOITARD. — Leçons de procédure civile, 15^e édition, revue par Colmet d'Aage et Glasson. Paris 1890.
- BOUHIER. — Les coutumes du duché de Bourgogne. Dijon 1742-1746.
- BOULLENOIS. — Traité de la personnalité et de la réalité des lois et statuts. Paris 1766.
- Dissertations qui naissent de la contrariété des lois Paris 1732.
- Traité des démissions de biens. Paris 1760.
- BOURJON. — Le droit commun de la France et la coutume de Paris mis en principes. Paris, 1770.
- BOUTARIC. — Les actes du Parlement de Paris, édition 1863-1867.
- BOUTELLIER. — Somme ruralé. Edition Charondas-le-Caron. Paris 1611 et Lyon, 1621.

- BROCHER. — Nouveau traité de droit international privé.
Genève et Paris, 1876.
- BRODEAU. — Coutume de la prévôté et vicomté de Paris.
Paris 1669.
- Coutume du Maine. Paris 1675.
- CAMOUILLY. — Revue critique, t. 3.
- CARPENTIER. — Codes et lois pour la France et l'Algérie.
Paris 1897.
- CASTELLI. — I paragrafi del codice civile generale della Monarchia Austriaca. Milano, 1834.
- CHAMPCOMMUNAL. — Etude sur les successions *ab intestat* en droit international privé. Paris 1892.
- COIN-DELISLE. — Revue critique, t. 7.
- DELAPORTE. — Pandectes françaises. Paris 1803-1809.
- DELVINCOURT. — Cours de Code civil. Paris, 5^e édition, 1816.
- DEMANGEAT. — De la condition civile des étrangers en France.
Paris 1844.
- DEMANTE. — Cours analytique de Code civil continué par Colmet-de-Santerre. Paris 1873-1881.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code civil. Paris 1845-1882.
- DENIZART. — Collection de lois nouvelles, Paris, 1771.
- DENIZART (Nouveau). — Collection de décisions, Paris, 1783-1799.
- DESPAGNET. — Précis de droit international privé, Paris 1891.
- DEVILLENEUVE. — Jurisprudence de la Cour de Cassation.
- DOMAT. — Les lois civiles dans leur ordre naturel. Paris, 1777.
- DUCAURROY, BONNIER ET ROUSTAIN. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, Paris, 1851.

DUMOULIN. — Traité des peines de secondes noces, Paris, 1743.

DURANTON. — Cours de droit civil français suivant le code civil, Paris, 1844.

DUVERGIER. — Le droit civil français suivant l'ordre du code par Toullier, continué, Paris, 6^e édition.

ECK. — Indignität und Enterbung, 1894.

ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit, Paris, 3^e édition, 1898.

ESPERSON. — Il principio di nazionalita applicato alle relazioni civili internazionali, Pavia, 1868.

FAVARD DE LANGLADE. — Conférences sur le code civil, Paris, 1805-1810.

FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du civil, Paris, 1836.

FERRIÈRE. — Corps et compilations de tous les commentaires de la coutume de Paris. Paris, 1714.

FIGE. — Traité de droit international privé, traduction Antoine, Paris, 1891.

FOELIX ET DEMANGEAT. — Traité de droit international privé, Paris, 1866.

FOLLEVILLE (Daniel de). — De la vente de chose d'autrui. Revue pratique, t. 32.

FRESNE (Jean du). — Journal des principales audiences du parlement et les arrêts qui y ont été rendus. Paris, 1757-1764.

FROLAND. — Mémoires sur les statuts. Paris, 1729.

FUZIER-HERMAN. — Code civil annoté, Paris, 1885.

GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal français. Paris, 1888-1894.

GARSONNET. — Traité théorique et pratique de procédure.
Paris, 1882-1896.

— Précis de procédure. Paris, 1885.

GAVET. — Sources de l'histoire des institutions et du droit
français. Paris, 1899.

GIDE (Paul). — De la législation civile du royaume d'Italie,
Paris, 1866.

GLASSON. — Histoire du droit et des institutions de la France,
Paris, 1887.

— Les successions au moyen âge, Paris, 1893.

GIRARD. — Manuel élémentaire de droit romain, Paris,
1897.

GIRAUD. — Du droit de succession chez les Athéniens. Revue
de législation, t. XVI.

GRIOLET. — De l'autorité de la chose jugée en matière civile
et en matière criminelle, Paris, 1868.

HENRYS. — Œuvres par Bretonnier, Paris, 1772.

HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code Civil.
Paris, 1892-1894.

— Le Code Civil Italien et le code Napoléon, Paris, 1868

HUREAUX. — Traité du droit de successions, Paris, 1865-1868

JANNET. — Les institutions sociales et le droit civil à Sparte,
Paris, 1880.

KLIMRATH. — Travaux sur l'histoire du droit français, Paris
et Strasbourg, 1843.

LA FERRIÈRE. — Histoire du droit civil de Rome et du droit
français, Paris, 1847.

LA GRASSERIE (Raoul de). — Code civil du canton des Gri-
sons, Paris, 1893.

— Projet de code civil allemand, Paris, 1893.

LA GRASSERIE (Raoul de).— Les Codes Suédois de 1734, Paris, 1895.

— Code Civil Allemand et loi d'introduction, Paris, 1897.

LAINÉ. — Introduction au droit international privé, Paris, 1888-1891.

— De l'application des lois étrangères en France et en Belgique, Paris, 1896.

LAURENT. — Principes du droit civil français, Paris, 1869-1878.

— Le droit civil international. Paris 1880-1882.

— Avant-projet de révision du code civil belge, Bruxelles, 1882-1885.

LAURIÈRE. — Notes posthumes sur la coutume de Paris Paris, 1722.

LEBRUN. — Traité des successions, édition Espiard de Saux, Paris 1869-1878.

LEHR. — Eléments de droit civil Espagnol, Paris, 1880-1890.

— Eléments de droit civil anglais, Paris 1885.

— Traité élémentaire de droit civil germanique. Paris, 1892.

— Code civil du canton de Zurich, Paris, 1890.

LEPELLETIER. — Code civil Portugais, Paris, 1894.

LE SELLYER. — Commentaire historique et pratique sur le titre des successions, Paris, 1892.

LEVÉ. — Code civil espagnol, Paris, 1890.

LOCRÉ. — Législation civile commerciale et criminelle de la France, Paris, 1826-1832.

LOISEL. — Institutes coutumières, édition Paris, 1847.

LOUET. — Recueil de plusieurs arrêts notables du parlement de Paris repris des mémoires de Louet par Brodeau, édition Rousseau de Lacombe, Paris, 1742.

- LUBLINER. — Concordances entre le Code civil du royaume de Pologne et le Code civil français. Bruxelles et Paris, 1846.
- LUCCHINI. — Le droit pénal et les nouvelles théories, traduction Prudhomme, Paris, 1892.
- MAILHER DE CHASSAT. — Traité des Statuts. Paris, 1845.
- MALLEVILLE. — Analyse raisonnée du Code civil au conseil d'Etat. Paris, 1822.
- MALPEL. — Traité élémentaire des successions *ab intestat*. Paris, 1826.
- MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code civil. Paris, 1873-1891.
- MAYNZ. — Cours de droit romain. Bruxelles et Paris. 4^e édition, 1876-1877.
- MERLIN. — Répertoire universel et raisonné de la jurisprudence. Paris, 1827-1828.
- Répertoire alphabétique des questions de droit. Paris, 1827-1830.
- MEULENAERE. — Code civil allemand et loi d'introduction. Paris, 1897.
- MONTVALON. — Traité des successions. Paris, 1780.
- PIEDELIEVRE. — Successions *ab intestat* d'après les nouvelles de Justinien. Paris, 1888.
- PILLET. — De l'ordre public en droit international privé. Paris et Grenoble, 1890.
- POTHIER. — OEuvres, édition Bugnet, Paris, 1861-1862.
- POUJOL. — Traité des successions. Colmar, 1837.
- POULLAIN DUPARC. — Principes du droit français suivant la coutume de Bretagne. Rennes, 1767-1771.
- PROUDHON. — Traité du droit d'usufruit. Dijon, 1823-1827.
- PRUDHOMME. — Code civil italien. Paris, 1896.

- RENAULT. — Successions ab intestat des étrangers. Paris, 1876.
- ROLIN. — Principes du droit international privé et applications aux diverses matières du Code civil. Paris, 1897.
- ROLLAND DE VILLARGUES. — Répertoire de la jurisprudence du notariat. Paris, 1840-1845.
- ROUSSEAUD DE LACOMBE. — Commentaire sur les nouvelles ordonnances. Paris, 1753.
- SALEILLES. — Essai sur la tentative et plus particulièrement sur la tentative irréalisable. Melun, 1897.
- SCHULIN. — Lehrbuch der Geschichte der römischen Rechtes. Stuttgart, 1889.
- SEBIRE et CARTERET. — Encyclopédie du droit. Paris, 1836-1847.
- STORY. — Commentaries on the conflict of laws-Boston, 1857.
- SURVILLE et ARTHUYS. — Cours élémentaire de droit international privé. Paris, 1890.
- TAULIER. — Théorie raisonnée du Code civil. Paris, 1848.
- THIRY. — Cours de Code civil. Paris, 1892.
- TOULLIER. — Le droit civil français suivant l'ordre du Code civil. Paris, 1830-1843.
- TRIPELS. — Les Codes néerlandais. Maëstricht, 1886.
- VAZEILLE. — Résumé et conférence des commentaires du Code civil. Clermont, 1837.
- VIGIÉ. — Cours élémentaire de droit français. Paris, 1890.
- VINCENT et PÉNAUD. — Dictionnaire de droit international privé. Paris, 1888-1889.

VIOLET. — Histoire du droit civil français. Paris, 1893.

WEISS. — Traité élémentaire de droit international privé.
Paris, 1899.

ZACCHARIÉ. — Le droit civil français traduit et annoté par
Massé et Verger. Paris, 1854-1860.

ZACCHARIÉ. — Cours de droit civil français, traduction Aubry
et Rau. Strasbourg, 1839-1846.

DE L'INDIGNITÉ

EN MATIÈRE DE SUCCESSIONS

DROIT CIVIL
DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ
LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

INTRODUCTION

En abordant une matière traitée déjà par tous les commentateurs du code civil et reprise dans plusieurs monographies, nous nous sommes efforcé de noter les rapprochements que l'on se plaît d'habitude à mettre en évidence : rapprochements avec les autres parties du droit et spécialement avec le droit pénal.

Mais de toutes les branches de la science juridique, le droit romain et l'ancien droit ont exercé l'influence la plus considérable sur notre droit civil. Notre système

d'éducation nous invite à les comparer à nos institutions modernes et sans leur connaissance il semble impossible d'en bien comprendre la formation. Nous les ferons donc intervenir, mais seulement dans la mesure nécessaire pour donner une vue complète du sujet et parallèlement à son exposition ; cela nous permettra encore, de mieux saisir le développement de la théorie de l'indignité à des époques de mœurs différentes en constatant les variations des principes qui ont été son fondement et son appui. Il sera plus utile, croyons-nous, de faire une place qu'on n'a point accoutumé de leur donner, aux questions soulevées par le conflit des lois entre individus de nationalités diverses et au droit actuel des peuples civilisés.

La division de notre sujet sera donc naturellement en trois parties d'inégale étendue : la première sera consacrée à la législation française sous le code civil ; la deuxième au droit international privé et en dernier lieu nous donnerons un tableau de l'état présent des législations étrangères.

Et afin que, si par occasion on se reporte à notre travail, il soit de quelque secours, nous avons tâché à réunir soigneusement de nombreuses indications bibliographiques, persuadés que l'ancienne maxime : *qui scit ubi scientia sit, ille est proximus habenti*, est souvent d'exacte application dans les sciences juridiques.

CHAPITRE PREMIER

Nature et fondement de l'indignité.

L'indignité est une cause d'exclusion des successions basée sur le démerite du successible.

On rattache généralement les causes d'indignité à l'intention présumée du défunt. C'est la théorie fondée par Grotius, du testament présumé (1) : le législateur, quand le défunt n'a pas exprimé sa volonté, suppose qu'il a voulu ce qui est juste et honnête, ce qu'il aurait dû vouloir (2). A ce point de vue, le code a omis un

1. Grotius. *De jure belli* II p. 13.

Cf. Puffendorf : *Droit de la nature*, traduction de Barbeyrac, II, p. 344.

2. Ce n'est donc pas définitivement d'après la volonté présumée de l'homme que la loi défère les successions ab intestat, mais d'après ses devoirs.

Pour Cicéron et la doctrine stoïcienne la loi, d'une manière générale, était « la droite raison qui ordonne ce qui doit être fait et défend ce qui ne doit pas être fait ». *De legibus* I. 6. 19.

Cf. Chrysippe dans Stobée : λόγος ὁρθός προστακτικὸς μὲν τῶν ποιητῶν ἀπαγορευτικὸς δὲ τῶν οὐ ποιητῶν. *Ecl.* II, 190, 204.

grand nombre de cas, dont la gravité est suffisante pour faire supposer avec certitude l'intention du *de cujus* d'exclure l'héritier de la succession. Le fils, par exemple, qui refuse des aliments à son père après que celui-ci a dépensé toute sa fortune pour son établissement, semble bien mériter toutes les déchéances.

Mais la loi abstraite, si parfaite qu'elle soit, ne peut s'adapter avec précision à tous les événements concrets de la vie humaine. L'impossibilité de tout prévoir, l'obligeait à se limiter et elle a considéré comme susceptible d'entraîner l'indignité des actes qui tous se rattachent à l'ouverture des successions.

Le législateur est aussi intervenu dans l'intérêt public. Nous verrons en effet que le pardon du défunt formellement exprimé n'empêche pas l'indignité.

On a dit que l'intérêt public n'intervenait ici que d'une manière tout-à-fait secondaire (1) pour infliger une déchéance au coupable, sous prétexte qu'il était déjà puni. Mais outre que la volonté présumée du défunt ne suffit pas à expliquer seule la théorie de l'indignité, il y a toute une catégorie d'indignes qui n'auront subi aucune peine ; ce sont les héritiers majeurs qui instruits du meurtre du défunt ne l'auront pas dénoncé (2)

1. *Huc. Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. V. p. 67.

2. Depuis 1832 les lois pénales ne font dans aucun cas aux particuliers, une obligation juridique de dénoncer les crimes.

et pour eux l'exclusion de la succession sera le seul châtiment.

De plus c'est bien pour un motif d'ordre public, que l'indignité prive de réserve les successibles réservataires. La loi supplée à ce que n'aurait pu faire un testateur, car l'intérêt général sur lequel est fondé l'institution de la réserve, est primé par un intérêt plus important encore lorsqu'il s'agit d'indignité.

CHAPITRE II

Des causes d'indignité.

Nous n'avons aucune indication précise, relative à l'exclusion des successions pour cause d'indignité dans le droit grec ; il est constant toutefois qu'elle était admise. Les auteurs qui ont fait une étude spéciale de la législation attique, pensent que le juge avait un pouvoir d'appréciation qui devait être arbitraire (1).

Les premières dispositions légales qui se rapportent à l'indignité en droit romain datent de l'empire et probablement des lois Julia et Pappia Poppæa. Ulpien nous en parle dans les *Regulæ* et mentionne comme pouvant rentrer dans la catégorie des causes d'acquisition *lege, l'ereptorium* (2) ; il fait dans ce passage allusion aux biens : hérédités, legs, fideicommiss qui sont enlevés, *eripiuntur*, aux héritiers indignes de les re-

1. Giraud. *Du droit de succession* chez les Athéniens. *Revue de législation* t. XVI p. 108.

Cf. Jannet. *Les institutions sociales et le droit civil* à Sparte.
Beauchet. *Histoire du droit privé* de la République Athénienne. t. III *De la propriété*.

2. Ulpien : *Regulæ* XIX, § 17.

cueillir et attribués soit à d'autres personnes (1), soit plus généralement au fisc (2).

Les cas d'indignité sont très nombreux et difficiles à classer ; on peut cependant les ranger sous les quatre chefs suivants :

L'Indignité est encourue :

1° A raison de faits portant atteinte à la personne ou à l'honneur du défunt ; à ce titre seront indignes : ceux qui auront donné volontairement la mort au défunt, l'héritier majeur qui instruit du meurtre du défunt aura négligé de le venger (3), celui qui aura soulevé une contestation judiciaire sur l'état du défunt.

2° Pour désobéissance aux volontés du *de cujus*, ce sera par exemple, l'enfant qui supprime le testament de son père afin de devenir héritier *ab intestat* (4).

3° En vertu de la volonté expresse ou présumée du défunt (5).

4° Enfin, à titre de peine pour faits contraires aux lois et aux bonnes mœurs, contre celui qui s'est chargé de faire parvenir un fidéicommiss à un incapable (6) ;

1. L. 5 § 2 D. *De his quæ ut indignis auferuntur*, XXXIV, 9.

2. L. 9, D. *De Senatus consulto Silariano et Claudiano*, XXIX, 5.

3. L. 24, D. XXIX, 5.

4. L. 26. D. *De lege Cornelia de falsis*, XXXXVIII, 10.

5. L. 4, C. *De his quibus ut indignis hereditates auferuntur* VI, 35.

6. L. 3, D. *De jure fisci*, XXXXIX, 14.

dans le cas où la disposition a été faite au profit d'une femme notée d'infamie (1).

Tous les cas d'indignité en droit romain peuvent rentrer dans une de ces catégories. Cf. Maynz. *Cours de Droit Romain*, t. III n° 400 ; Accarias. *Droit Romain*, t. I n° 414 2°.

Dans l'ancien droit français, « l'héritier du sang perdait le droit à l'hérédité, lorsqu'il était déclaré indigne pour une des causes qui l'auraient fait exhéredier par le *de cujus*, si celui-ci l'avait connue dans un temps où il aurait pu manifester la volonté d'exclure le successeur de la succession (2). »

Les causes d'exhérédation étaient donc en même temps des causes d'indignité ; depuis la rédaction officielle des coutumes, on suit à cet égard à peu près dans toute la France, la Novelle CXV qui détermine avec une grande précision quatorze cas d'exhérédation pour les descendants, et huit pour les ascendants.

Les ordonnances de 1556, 1639, 1697 y ajoutèrent un autre cas, celui où la fille noble mineure de vingt-cinq ans se marie sans l'autorisation de ses parents (3).

1. L. 3, *pr.* *Si a parente quis manumiserit*, XXXVIII, 12.

2. Beaune. *Droit coutumier français. La condition des biens*, p. 341, cf. Pothier. *Traité des successions*, chap. I. question 6 § 2, p. 75.

3. « Fille noble qui se marie sans la licence de ses père et mère puet estre exhéredée, sauf si elle ne s'était mariée après l'age de vingt-cinq ans ». Bouhier. *Les coutumes de Bourgogne*, t. 1 tit. XX, chap. 225, p. 132.

De plus, la doctrine générale laissait au juge le pouvoir de prononcer l'indignité pour des causes graves, dans des cas prévus, ni par la Novelle, ni par les ordonnances (1). C'était ainsi l'arbitraire du juge qui s'exerçait de deux façons : ou bien en appréciant avec la plus grande liberté si le fait pour lequel l'indignité était poursuivie, rentrait dans un des cas de la Novelle ou des ordonnances ou même en créant des causes d'indignité en dehors des dispositions légales.

Cependant, quelques coutumes frappaient d'indignité dans des cas spéciaux. Nous voyons dans les Etablissements de Saint-Louis, que la fille noble, qui perdait sa virginité hors mariage, était de droit écartée de la succession de ses père et mère (2). Cette rigueur se manifeste jusqu'au xvi^e siècle, mais dès cette époque, dans certaines coutumes, la jeune fille noble n'est plus indigne *ipso facto*, son père a seulement la faculté de l'exhérer. Quelques coutumes s'inspirant du droit ro-

1. Pothier, *Traité des successions* chap. 1, art. IV, § 1, p. 62. Domat *les Loix civiles*, 1777. 2^e partie, titre VI, section III p. 362. « On ne doit pas borner ces causes à celles qui seront expliquées dans les articles qui suivent, où l'on n'a compris que celles que les lois expriment ».

2. Cf. « Gentile fame quant ele a enfanz avant que ele soit mariée ou si ele se feset despuceler, elle pert son héritage, quand ele en est prouvée ». *Coutumes de l'Anjou et du Maine*. Beaupré-Beaupré, t. I, p. 71, n^o 6. Il en était de même à Rome pour les femmes de bonne famille. V. Val. Max VI, 8.

main, ne la frappent d'indignité que si son inconduite se manifeste avant la vingt-cinquième année (1) ou même avant la vingtième année, suivant la coutume de l'Anjou.

La veuve qui se remariait, subissait quelquefois la même déchéance à l'égard de la succession de son mari ; elle pouvait même être privée de son droit au douaire si elle se remariait dans l'année du décès de son mari ou si elle faisait injure à sa mémoire par sa mauvaise conduite.

A l'exception de quelques-unes, les coutumes firent disparaître cette règle (2), mais dans les pays de droit écrit, était déchu du droit de succéder au delà du troisième degré, la veuve qui convolait en secondes noces dans son année de deuil (3).

De même le concubinage qui n'était pas déshonorant chez les Romains, était considéré comme contraire aux bonnes mœurs et empêchait même après un mariage subséquent, de recevoir toute libéralité entre vifs ou à cause de mort. « La loi doit tout donner à l'honneur et

1. Voir Glose des *Coutumes de l'Anjou et du Maine* dans Beaupré-Beaupré, t. I, p. 72. Cf. la *lex Romana Wisigothorum* l. 8, lib. VIII, tit. XI.

2. Dupin. *Traité des peines de secondes noces*, tit. II, chap. V, tit. III, chap. I. *Coutumes de Bretagne*, art. 20. *Arrêt de Rennes*, décembre, 1626.

3. *Arrêts du parlement de Toulouse*, 1584 et 1626.

à la pureté et condamner tout ce qui peut blesser l'honnêteté » (1).

Étaient encore indignes, les personnes convaincues d'hérésie. Sous Philippe le Hardi un arrêt du parlement de Paris déboute « Imbert de Boussagues, qui réclamait le château de Casalis, diocèse de Beziers en qualité de légataire de Gille de Maubuisson. Le dit château appartiendra à Eude de Pomponne chevalier, du chef de sa femme, sœur de Gille de Maubuisson, attendu qu'en vertu de *l'Etablissement royal Cupientes* qui est suivi dans le pays, un hérétique, ses auteurs et descendants ne sont pas aptes à hériter » Olim. I fol. 197 (2).

Ces quelques exemples montrent, que si d'une manière générale, les coutumes se référaient à la théorie romaine, elles avaient elles-mêmes prévu quelques cas, d'indignité. Néanmoins elles laissaient toujours au juge le pouvoir de la prononcer pour des causes non envisagées par les textes.

Nous trouvons dans le Code Civil un principe tout différent. « Les causes d'indignité, dit Treilhard, doivent être tellement précises qu'on ne puisse se méprendre dans leur application : autrement pour venger un défunt

1. *Journal des Audiences*, arrêt du 16 mars, 1663. Cf. *Arrêt du parlement de Paris* du 21 février 1727. Merlin, *Répertoire de jurisprudence*.

2. Boutaric. *Actes du Parlement de Paris* t. I. p. 178.

on jetterait dans toute sa famille des semences inépuisables de haine et de discorde » (1).

L'article 727 les énumère :

Sont indignes de succéder et comme tels exclus des successions :

1° Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt.

2° Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse.

3° L'héritier majeur qui instruit du meurtre du défunt ne l'aura pas dénoncé à la justice.

Les causes d'indignité se réduisent à trois et ne peuvent être étendues par voie d'analogie à d'autres cas. Ainsi la Cour de cassation a jugé que la contestation de l'écrit présenté comme exprimant les dispositions du testateur, ne pouvait être considérée comme une cause d'exclusion de la succession pour indignité. Cass. 30 juillet 1861 (2). Ainsi encore le refus d'aliment, susceptible de faire révoquer les donations (art. 955 C. C.) le délit d'une certaine gravité cause de révocation des legs (art. 1046 CC.) ne sauraient faire encourir l'indignité.

Nous allons étudier successivement les trois causes d'indignité.

1. Exposé des motifs de la loi relative aux successions par le conseiller d'Etat Treilhard. Séance du 19 germinal an II.

2. D., 1863, 1, 82.

I. — Est indigne de succéder « celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt. »

La réprobation qu'inspire l'acte de celui qui tue son parent ou attente à sa vie devait nécessairement conduire le législateur à l'exclure de sa succession ; la conscience humaine se révolte à l'idée que le meurtrier puisse recueillir les biens de sa victime.

Mais pour prévenir les difficultés qui naissaient dans l'ancien droit sur les circonstances de fait dans lesquelles s'était produit le meurtre, le législateur de 1804 exige que l'héritier ait subi une condamnation. Il faudra une condamnation, pour prouver que l'héritier a commis un acte susceptible de l'exclure de la succession. La loi admet plus facilement la révocation des donations et des legs, parce que, les biens de reconnaissance doivent encore être plus sacrés à celui qui tient la libéralité de la volonté seule du défunt, qu'à celui qui y est appelé par la loi. L'un reçoit un présent inespéré, l'autre le recueille par un droit de la nature.

En outre en matière de succession, l'expérience a montré que les sujets de discorde se présentent d'eux-mêmes tout naturellement. La jalousie et la cupidité des successibles font naître souvent de nombreuses difficultés (1) ; le devoir du législateur était de préciser l'ad-

1. La Nouvelle 18, chap. VII avait déjà prévu qu'il fallait

ministration de la preuve de l'indignité comme il en a précisé les causes.

Le code ne désigne pas quelle est la nature de la condamnation, mais la majorité des auteurs s'accordent à reconnaître qu'il s'agit d'une condamnation pénale. Il n'est guère permis d'en douter ; l'article 727 dit en effet : « condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort » ; ce sont presque toujours les tribunaux de répression, qui statuent sur les faits de meurtre ou de tentative de meurtre et il est à présumer que le législateur n'a pas eu en vue l'exercice exceptionnel de l'action civile.

Les tribunaux civils peuvent bien être appelés à prononcer une condamnation civile en dommages-intérêts contre l'auteur d'un meurtre. Ces dommages-intérêts, seront évalués d'après le préjudice causé ; ils seront la réparation pécuniaire d'un délit. Mais il est difficile d'admettre, que cette condamnation serve de base à l'action en déclaration d'indignité. En principe, le jugement rendu par les juridictions civiles, sur l'action en dommages-intérêts fondée sur un délit, n'a aucune autorité à l'égard de l'action publique. Il n'y a entre deux procès, dont l'un peut être définitivement jugé par les tribunaux civils et dont l'autre est soumis aux tribunaux répressifs, ni identité d'objet ni identité de

tarir dans leur source les contestations que fait naître si souvent le partage d'une succession : *ut a fraterno certamine eos præservant et occasiones litium dirimantur.*

cause. Le tribunal répressif appelé à statuer après le jugement passé en force de chose jugée du tribunal civil, devra apprécier la culpabilité du délinquant avec la même étendue de pouvoir que si le juge civil n'avait pas statué. Il pourrait donc se faire que l'individu condamné au civil à payer des dommages-intérêts, fût absous par le tribunal répressif. Comment alors l'indignité serait-elle encourue pour avoir été condamné comme meurtrier, suivant les termes du Code ?

D'ailleurs, l'auteur d'un homicide par imprudence, peut être condamné à des dommages-intérêts ; il ne peut être exclu d'une succession comme indigne. Et pour qualifier l'acte, homicide plutôt que meurtre, les tribunaux civils auraient à apprécier les circonstances du crime, les motifs d'excuse que peut invoquer le défendeur, comme la légitime défense. Nous verrions donc les difficultés, que l'instruction criminelle avec ses moyens d'investigation est chargée de résoudre, soumises aux tribunaux civils. Ce serait pour le permettre, la nécessité de réorganiser ces juridictions.

Du principe que pour être indigne il faut avoir été condamné, il découle que l'aveu du crime ne suffirait pas à provoquer l'indignité. En effet l'aveu pourra servir comme élément de preuve, sans même suffire à la déterminer car en matière criminelle, le principe fondamental, est que les juges décident suivant leur conviction ; l'appréciation libre de leur conscience est le seul critérium de la preuve. L'aveu peut d'ailleurs être

interprété de manières diverses et il n'est pas inconnu que des accusés aient essayé par un aveu de se substituer aux vrais coupables.

Au meurtre, l'article 727 assimile la tentative de meurtre ; c'est l'application du principe du code pénal dont l'article 2 dispose, que toute tentative de crime commise avec la réunion de circonstances déterminées sera considérée comme le crime même. Si donc la tentative de meurtre sur la personne du défunt par l'héritier est punissable, et s'il y a eu condamnation prononcée, l'indignité sera encourue.

Nous pouvons en tirer un nouvel argument pour démontrer que la condamnation prévue par l'article 727 doit être *pénale*. Les tribunaux civils ne peuvent que condamner à des dommages-intérêts pour préjudice causé, or souvent le crime tenté n'aura causé aucun préjudice à la victime de l'attentat, il ne pourrait donc y avoir de condamnation et dans ce cas tout au moins il n'est pas même théoriquement concevable, que les juridictions civiles puissent prononcer une sentence de nature à entraîner l'indignité, quand même elles reconnaîtraient la matérialité de la tentative de meurtre.

L'indignité est une conséquence de la condamnation ; toutes les fois donc que la condamnation *ne sera pas possible* ou qu'elle *aura cessé de l'être*, l'héritier qui aura donné la mort au défunt, ne pourra être exclu de sa succession. Aussi l'héritier en état de démence ou

contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ne commet ni crime ni délit et n'est pas en conséquence passible d'indignité (art. 64. C. P.) Ici en effet on ne trouve aucun des éléments de l'imputabilité, l'intelligence, la liberté, la volonté ; il y a donc non culpabilité et pas de condamnation possible.

Il en est de même de celui qui a tué en état de légitime défense, dans tous les cas indiqués par la loi (art. 328-329. C. P.) ; du mineur de seize ans acquitté comme ayant agi sans discernement, même lorsqu'il est envoyé dans une maison de correction (C. P. art. 66). Mais s'il a agi avec discernement, bien que la peine soit atténuée, la culpabilité existe et il est condamné, il doit donc être déclaré indigne. Celui qui obéissant à la loi et à l'autorité légitime donne la mort à la personne dont il est héritier, pourvu que l'acte soit accompli dans les conditions de forme et de fond prescrites, n'est pas indigne de lui succéder. Le droit canonique disait déjà « *Cum homo juste occiditur, lex eum occidit, non tu* ».

Lorsque la condamnation possible à l'origine aura cessé de l'être, il ne pourra y avoir indignité. Cela se présentera, dans le cas où le meurtrier viendrait à mourir avant sa condamnation (C. Ins. cr., art. 2) même si la mort est survenue après la déclaration affirmative du jury, même s'il se suicidait, car il meurt dans l'intégrité de ses droits quoique sa culpabilité soit manifeste. Il en sera de même lorsqu'il n'aura été fait aucun

acte d'instruction ni de poursuite depuis dix ans, à compter du jour où le crime a été commis (art. 637, C. I. cr.). L'amnistie qui empêche l'action publique et met obstacle aux poursuites commencées, empêche par suite toute condamnation.

Le complice que la loi pénale assimile à l'auteur du crime (art. 59 C. P.) doit-il être déclaré indigne ? Un grand nombre d'auteurs, prétendent que le complice doit être indigne comme l'auteur lui-même car disent-ils on ne comprendrait pas que celui, qui a participé au crime soit moins sévèrement puni, que celui qui néglige de le dénoncer ; en outre les complices d'un crime doivent être punis de la même peine que les auteurs (1) (art. 59, C. P.)

Le code pénal assimile bien en effet le complice et l'auteur principal au point de vue de la pénalité, mais il ne contient nullement qu'en dehors des peines, il y aura assimilation complète. La loi prononce bien encore l'indignité contre le coupable d'une tentative de meurtre, mais est-ce une raison suffisante pour appliquer par analogie le même châtiment au complice ? Loin de là, si les principes du code pénal s'appliquaient d'eux-mêmes en notre matière, il n'était pas

1. L'ancienne jurisprudence française étendait au complice l'exclusion de la succession. « Il y a même des arrêts qui l'ont décidée, contre celui qui avait été la cause du crime, sans y avoir participé ou qui en cachant le complot ne l'avaient pas révélé. Poullain Duparc. *Principes*, t. IV, p. 269.

utile de dire que la tentative, comme le crime, seraient punis de la même déchéance ; le législateur l'a cependant jugé nécessaire et l'omission de la complicité au regard de cette disposition formelle, donne plus de force à notre opinion et montre très nettement son intention d'écarter la complicité des causes d'indignité. Et pour ne pas nous arrêter à l'interprétation douteuse, de l'intention tacite du rédacteur de la loi, il reste certain que les déchéances doivent être interprétées restrictivement et que si le code a omis d'exclure le complice des successions, il n'est pas permis de réparer cet oubli.

La théorie de la complicité a été très discutée depuis une vingtaine d'années ; elle n'a pas une grande importance pour ceux qui n'admettent pas la complicité comme cause d'indignité, elle en a beaucoup du moins théoriquement dans l'opinion contraire. Le fondement juridique de l'assimilation de l'auteur principal et du complice se trouve dans l'article 59 du code pénal, son fondement rationnel dans la perversité morale, qui existe à un degré égal chez l'un et chez l'autre, et dans le danger que présente l'association de malfaiteurs.

Si nous sortons des dispositions législatives et que nous examinons l'état actuel de la science pénitentiaire, il est constant que la grande majorité des criminalistes, ne reconnaît plus la même culpabilité chez l'auteur principal et le complice. Selon Sighele, il faut tenir compte de la position anti-sociale que chaque co-auteur

ou chaque complice a prise dans le crime et alors de son degré de nocuité (1). Au congrès de Linz en 1895 on s'est demandé, s'il ne vaudrait pas mieux considérer le délit commis en coopération, comme un ensemble de délits distincts où chacun est responsable de son action individuelle, et voici une des formules employées : « tout individu qui a accompli une condition d'un résultat obtenu, est responsable de ce résultat ; il n'y a pas à s'occuper s'il est responsable à un titre ou à un autre ». Car si l'on veut punir le complice comme l'auteur principal, il faudra enfermer dans une maison d'aliénés l'instigateur qui fait commettre un crime par un fou. Personne n'admet cette conséquence ; on abandonne le principe, c'est donc qu'il est mauvais.

Il en résulte que si l'on veut transporter dans le droit positif l'application de ces théories, il sera impossible d'édicter de façon absolue, que le complice d'un meurtre devra être puni comme l'auteur principal ; que si le second mérite l'indignité, la même sanction atteindra le premier. Pour que le complice puisse être déclaré indigne, il faut supposer une participation très grave, et suffisante en elle-même sans rien emprunter à la culpabilité de l'auteur principal.

Ces idées avaient déjà pénétré dans plusieurs législations (2), qui établissent une distinction très nette en-

1. Sighele. *Teorica positiva della complicita*. Voir Cuche *Annales de l'Université de Grenoble*, 1896.

2. Angleterre, Belgique. Pays-Bas, Italie.

tre l'auteur principal et l'auteur secondaire bien que ces deux catégories ne se superposent pas exactement avec l'auteur principal et le complice de notre code. Nous n'entrerons pas à ce sujet dans de plus longs développements ; ils ne présentent pas d'intérêt immédiat avec l'indignité.

La condamnation une fois prononcée pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt, il importe peu que le jury atténue la peine en accordant le bénéfice des circonstances atténuantes. L'élément constitutif de l'application de l'indignité, réside dans l'intention coupable et il continue d'exister malgré la diminution de la peine. Ainsi le seul effet des circonstances atténuantes, est de permettre de tenir compte dans chaque cas particulier, et à l'égard de chaque individu, de la culpabilité personnelle que n'a pu préciser pour chaque fait la formule abstraite du législateur. Elles sont devenues nécessaires dans l'intérêt même de la pénalité, en donnant au jury le moyen de mesurer à son gré le châtiment édicté par la loi ; (1) mais si abaissée soit-elle, la peine a été prononcée, il y a eu condamnation pour crime commis, l'indignité s'ensuit.

Il faut en décider de même, si le meurtrier a été

1. On a constaté en effet que plutôt, que d'appliquer une peine, dans sa pensée, en disproportion avec le crime commis, le jury décidait qu'il n'y avait pas crime du tout. Target avait prévu cet inconvénient dès 1791 à la suite de la substitution des peines fixes aux peines arbitraires.

jugé excusable et condamné comme tel à une peine correctionnelle. Cette opinion a été cependant contestée. Nous ne ferons que signaler la doctrine de Delvincourt, suivant laquelle, les juges doivent ou non prononcer l'indignité d'après les circonstances et la nature du fait sur lesquels est fondée l'excuse. Personne ne soutient plus cette théorie ; la loi en effet, pour ne plus retomber dans l'arbitraire a énuméré les faits qui seuls doivent entraîner l'indignité ; elle n'a pu laisser au juge un moyen de lui substituer sa propre volonté.

Restent en présence deux opinions : le meurtre excusable n'entraîne pas l'indignité ; le meurtre excusable entraîne l'indignité.

Elles n'ont manqué toutes deux, ni de partisans ni d'ennemis. Le premier système se base sur l'intention du législateur. « Il est bien vrai dit Marcadé que l'excuse d'un crime ne l'empêche pas d'exister, qu'un meurtre excusable est toujours un meurtre et que dans les cas dont il s'agit, c'est vraiment pour avoir tué le défunt que l'héritier est condamné. Mais sous les termes de la loi il faut saisir la pensée, laquelle nous paraît évidente : l'héritier que la loi déclare indigne c'est certainement celui qui est condamné véritablement et rigoureusement comme meurtrier, celui contre lequel on a prononcé la peine des meurtriers et non une simple peine correctionnelle ». La loi pénale quoique qualifiant cet acte de meurtre le traite cependant en réalité comme un simple délit. La loi civile dont l'effet ici est subor-

donné à la loi pénale ne peut donc pas en prononçant l'indignité, traiter comme un crime, l'acte répréhensible auquel cette dernière applique la peine des délits ; l'indignité est une peine du meurtre, or puisque l'excuse du meurtre empêche d'en appliquer les peines, elle doit aussi faire disparaître l'indignité. Ne serait-il pas injuste et inconséquent d'admettre que l'héritier, ayant donné la mort dans l'emportement que soulève une provocation violente, soit condamné à une peine minime et subisse en même temps une déchéance aussi grave que l'indignité (1).

Malgré toutes ces raisons dont quelques-unes ont leur valeur, il reste toujours vrai que l'héritier a été condamné comme meurtrier et si l'excuse diminue la nature de la peine, elle ne change pas la qualification du délit. L'agent qui peut invoquer l'excuse, est moins coupable qu'un autre, mais l'excuse n'a trait qu'à la criminalité subjective, la criminalité objective reste la même. C'était, du reste, la solution de l'ancien droit et il n'est pas non plus contraire à l'équité d'exclure de la succession celui qui a volontairement donné la mort. La loi s'est montrée sévère, dit-on, mais elle a en vue des crimes, qui le plus souvent ont pour mobiles le désir du lucre, l'espérance de s'emparer des biens de la victime. Il serait dangereux qu'une disposition légale per-

1. En ce sens, Chabot, Marcadé, Duranton, Ducaurroy, Bonnier et Roustain, Fuzier-Herman.

mît de ne pas considérer comme indigne, celui dont le crime serait excusable ; le meurtrier garderait l'espoir de faire admettre par le jury, un motif d'excuse et comme chacune de nos représentations a une influence de causalité sur nos actes, l'assurance de pouvoir échapper aux conséquences de son crime ou tout au moins le fait de laisser au coupable, le bénéfice pécuniaire éventuel de son acte, en le frappant seulement d'une peine légère, ne peuvent que l'encourager au mal. C'est mettre toutes les chances de son côté ; il risque trop peu pour résister. N'est-il pas certain, que l'excuse du meurtre commis par l'époux dans le cas de flagrant délit d'adultère, contribue à augmenter le nombre des crimes passionnels ? La loi en écartant de la succession le meurtrier même excusable, a donc prévenu plus de malheurs qu'elle n'a commis d'injustices.

A plus forte raison, la prescription ne peut mettre obstacle à l'indignité ; elle empêche uniquement l'exécution de la peine ; après un certain temps, le besoin d'exemplarité a disparu, l'utilité sociale n'exige pas un châtiment corporel. Mais la prescription ne fait jamais disparaître la condamnation, ni la culpabilité du condamné. Il faut en dire autant de la grâce qui est la remise du droit d'exécution de la condamnation, mais non la remise de la condamnation, elle-même. C'était déjà la doctrine de Pothier qui déclare que les lettres d'abolition même entérinées mettent bien le criminel à couvert de l'action publique, mais ne purgent pas le

vice d'indignité qui subsiste toujours une fois encouru (1).

La réhabilitation laisse subsister aussi l'indignité. Elle n'anéantit pas en effet la condamnation elle-même cause de l'indignité : au contraire, cette condamnation, elle l'accepte comme un fait légal, comme un fait légitime dans un principe et à sa date, comme un fait qui a produit ou peut produire des effets dans le passé mais qui doit cesser d'en produire pour l'avenir. C'est seulement pour l'avenir que la réhabilitation efface la condamnation, elle ne rétroagit pas jusque dans le passé pour faire disparaître la condamnation et la culpabilité.

L'amnistie efface bien la condamnation elle-même de sorte que tous les effets qu'elle a produits sont rétroactivement anéantis ; mais ce sont les conséquences pénales seulement de la condamnation qui n'existent plus. Le pouvoir social renonce à se prévaloir du caractère délictueux de l'infraction, pour obtenir contre le coupable l'application d'une peine. Or l'indignité est une déchéance plutôt qu'une peine proprement dite, dont le bénéfice est acquis à des tiers, par le fait d'un jugement et qu'une amnistie postérieure ne peut leur enlever. Mais si l'amnistie est accordée avant la déclaration d'indignité, celle-ci ne pourrait être prononcée car la base de l'action, la condamnation, serait effacée.

1. Pothier. *Traité des successions*, chap. I.

Au contraire la revision qui fait reconnaître le défaut de culpabilité ne laisse subsister aucune trace de la condamnation et empêche par suite l'indignité.

Que décider à l'occasion de la mort donnée dans un duel ? En pratique le juge sur l'action en indignité, n'aura qu'à examiner la condamnation prononcée contre l'héritier. S'il a été condamné comme meurtrier, il devra prononcer l'indignité ; il ne le devra pas lorsqu'il aura été condamné pour avoir donné la mort involontairement. La jurisprudence de la cour de cassation depuis 1837 déclare d'ailleurs « que l'homicide et les coups et blessures, reçus en duel rentrent dans les dispositions générales de droit pénal » (1). Il en résulte que si les duellistes ont eu l'intention de se donner la mort, bien qu'ils ne se soient fait aucune blessure, ils doivent néanmoins être poursuivis pour tentative d'homicide commis avec préméditation. S'ils n'ont pas eu l'intention de se donner la mort, quand même la mort s'ensuivrait le fait rentre dans les termes des art. 309 et 310 du code pénal.

Quelques-uns ont voulu considérer le meurtrier duelliste comme se trouvant en état de légitime défense (2) et

1. V. le réquisitoire de Dupin dans Sirey, 1837, I, 465.

2. Les jurisconsultes de la fin de la République, décidaient que l'action noxale de pauperie, ne devait pas être accordée contre les propriétaires dans les batailles des animaux, parce que ceux-ci étaient considérés comme étant en état de légitime défense (Quintus Mucius Scævola cité par Ulpien. et *Nouvelle Revue historique*, 1888 p. 46, n° 2. L. I. D. Si qua-

devant par suite bénéficier de cette cause de non imputabilité. Nous ne croyons pas qu'il y ait là un cas de légitime défense, les deux adversaires se sont offerts sans nécessité au danger, en venant sur le terrain et même une fois le combat commencé, aucun d'eux ne peut invoquer ce fait justificatif, car l'un et l'autre attaquent ; or, pour être en état de légitime défense il ne faut pas avoir légitimé par son agression la violence contre laquelle on réagit. L'assimilation du duel avec l'assassinat est peut-être contraire à la nature des choses en l'état actuel de nos mœurs, mais l'assimilation de la situation du duelliste à l'état de légitime défense est certainement contraire au droit. Il faut donc conclure que le meurtre commis dans un duel est susceptible d'entraîner une condamnation et de devenir une cause d'indignité.

La loi toutefois n'a voulu punir que le meurtre volontaire, elle poursuit l'intention criminelle ; si donc un homicide a été commis par imprudence, si l'héritier a donné des coups qui ont entraîné la mort, sans qu'il ait eu l'intention de la donner, il sera puni pour son imprudence ou par coups et blessures et non comme coupable d'avoir causé la mort. Bien que le droit romain (1)

drupes, X, I, qui est la copie de la décision donnée pour les rixes entre personnes à la L 52, 1. D *Ad legem Aquiliam* IX, 2.

1. L. 3. D. *De his quæ ut indignis*, XXXIV, 9.

et l'ancien droit (1) prononçaient dans ces deux cas, l'indignité, nous ne devons pas l'admettre aujourd'hui, la volonté criminelle n'existe pas, il n'y a pas meurtre au sens légal du mot ; l'élément moral, l'intention fait défaut.

L'indignité est encourue même en cas de condamnation par contumace, mais avec cette restriction nécessaire que la condamnation étant conditionnelle, l'indignité doit être aussi conditionnelle ; elle deviendra définitive après le délai de vingt ans pendant lequel le condamné met à néant par sa représentation l'arrêt rendu par contumace (art. 476, C. I. Cr.)

Cette condition une fois remplie, l'arrêt par contumace servira de base à l'indignité ; mais elle est nécessaire puisque l'indignité est subordonnée à une condamnation sur laquelle elle est motivée.

Dans l'ancien droit, le pardon que la victime avait accordé d'une façon expresse (2), à l'héritier coupable effaçait l'indignité ; c'était une conséquence de ce fait que l'indignité, était basée sur une présomption d'exhérédation. La présomption disparaissait devant la volonté formelle de la victime et avec elle l'indignité (3).

1. Domat, *Loix civiles*, 2^e partie, L. 1. tit. 1, section 3, n. 5,

2. On présumait même le pardon, si un certain délai séparait l'offense de la mort, sans que le défunt ait prononcé l'exhérédation du coupable.

3. De même l'héritier n'était pas tenu de poursuivre le coupable auquel la victime avait pardonné. Nous reproduisons

Aujourd'hui, les héritiers appelés par la loi, écartent l'indigne et lui enlèvent au nom de l'ordre public, sa vocation légale que ne saurait lui rendre le *de cujus*. Il peut d'ailleurs empêcher cette déchéance par une disposition testamentaire, que la loi devra protéger, mais son pardon ne serait pas suffisant à lui restituer ses droits héréditaires.

un arrêt du Parlement de Paris qui cite un cas très curieux et qui semble assez fréquent où la victime pardonne à son meurtrier, non par charité, mais par affection pour ses héritiers, qui obligés de poursuivre à leurs frais, la condamnation du coupable, seraient ruinés par le procès. Il leur évite ainsi l'indignité et leur conserve sa succession.

« Le mardi 30 juillet 1630, jugé que la veuve d'un laboureur et ses enfants ne s'étant rendus parties pour la vengeance de leur père et mari assassiné devant samaison, et de ce fait interpellés, n'étaient pour cela indignes, savoir : la femme, de la communauté et de ses conventions matrimoniales, et les enfants de la succession de leur dit père ; le défunt ayant déclaré avant son décès qu'il ne voulait pas qu'ils en fissent aucune poursuite contre l'assassin, qu'ils y perdraient ce qu'ils avaient et qu'il lui pardonnait l'offense commise : de laquelle déclaration il y avait preuve, par certifiçal qu'en avait baillé le curé, par le moyen de quoi l'on était au cas de la *loy Divus Marcus de Senatusconsulto Silianiano*.

Jean du Fresne. *Journal des principales audiences*, p. 114.

II. — *Accusation capitale jugée calomnieuse.*

La loi déclare également indigne de succéder « celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse ».

Le mot accusation n'a pas de sens juridique précis : la chambre des mises en accusation renvoie le prévenu devant la cour d'assises et le procureur général rédige l'acte d'accusation. Ce sont des pouvoirs qui appartiennent à certaines juridictions d'instruction et au ministère public et ce n'est évidemment pas le sens que l'art. 727 attribue au mot accusation. Tout le monde reconnaît qu'il a voulu désigner l'acte, par lequel on signale à la justice une infraction à la loi pénale. Ce sera une *dénonciation*, si la déclaration faite à l'autorité compétente émane d'une personne quelconque, ce sera plus spécialement une *plainte*, si elle a été adressée par la partie lésée.

Il faut donc une dénonciation ou une plainte pour que l'indignité soit encourue. L'imputation la plus grave qui n'aurait pas été soumise au procureur de la république ou à ses auxiliaires (art. 30, 48, 50 C. I. Cr.) en observant les formalités requises, n'entraînerait pas l'indignité, alors même qu'elle eût été rendue publique et jugée calomnieuse.

On ne peut non plus assimiler à la dénonciation et à la plainte, le faux témoignage consommé dans une pour-

suite pouvant entraîner la peine capitale. Malgré tout, ce serait abuser du droit d'interprétation, que de vouloir comprendre le faux témoignage, dans le terme un peu vague d'accusation.

Et en outre, bien qu'il puisse avoir influencé la décision des jurés, le faux témoin n'est pas aussi dangereux que le dénonciateur, car son acte n'intervient qu'après la mise en marche de l'instruction. Sans dénonciation, il ne peut y avoir faux témoignage, mais sans faux témoignage, la dénonciation est susceptible de produire tout son effet et les circonstances aidant capable d'aboutir à une condamnation. L'intérêt de cette distinction est d'ailleurs purement théorique ; cette cause d'indignité est en effet restreinte dans des bornes si étroites qu'elle ne reçoit jamais d'application et la jurisprudence n'en offre aucun exemple.

Il faut que l'accusation soit *capitale*. Il y a deux systèmes sur la manière d'interpréter ce mot : dans l'un, il comprend toute accusation de nature à entraîner une peine affective et infamante ou une peine infamante seulement ; l'autre y voit une accusation qui, si elle eût été prouvée, aurait pu attirer sur le défunt la peine de mort et ouvrir ainsi la succession.

Les défenseurs de la première opinion ont essayé de tirer de la loi romaine le sens de « *capitale* ». Le mot *caput* d'où vient *capitalis* ne signifie pas seulement en droit la tête ou la vie, mais encore et le plus souvent l'état civil ; *capitis deminutio* s'applique comme

l'on sait à un changement d'état : (1) *appellatio capitalis mortis, vel amissionis civitatis intelligenda est*(2). La nouvelle CXV admettait aussi pour cause d'exhérédation, toute dénonciation en matière criminelle. C'est aussi grave, dit-on encore, d'attaquer l'honneur d'une personne que de lui donner la mort.

Il est bien certain que les mots : « *pœna capitalis* » avaient à Rome un sens plus étendu que celui de notre expression peine capitale. En réalité même, il faut voir entre ces deux termes une ressemblance phonétique, plutôt qu'une identité de signification, l'un ne reproduit pas l'autre avec exactitude et il devient puérile de les comparer.

A l'appui de la même opinion, on a donné une raison historique qui nous semble plus sérieuse. Avant la loi du 31 mai 1854, les condamnations à des peines perpétuelles étaient certainement capitales (3). Elles ne le sont plus aujourd'hui il est vrai, mais comme à l'époque de la rédaction de l'article 727 la loi visait par sa disposition, la dénonciation d'un crime pouvant entraîner une peine perpétuelle, on doit lui conserver le sens que lui avait donné le législateur de 1804. Il y

1. Delvincort *Cours de code civil*, t. II. § 26.

2. L. 403 D. *De verborum significatione*, 50. 16.

3. La loi du 8 juin 1850 avait déjà porté atteinte à la mort civile en décidant que la déportation réorganisée, emporterait seulement la dégradation civique et l'interdiction légale.

aurait d'ailleurs injustice à ne pas punir l'héritier coupable, d'un acte qui pouvait avoir pour conséquence les travaux forcés à perpétuité.

Nous répondrons, que la mort civile n'existant plus, il n'est pas possible de considérer comme capitale, une peine qui n'est pas capitale au sens pénal du mot. Bien plus l'article 5, de la loi du 31 mai, — 3 juin 1854, relève de la mort civile, ceux qui l'avaient encourue. De cette rétroactivité sur les condamnations antérieures, ne résulte-t-il pas, que la fiction monstrueuse de la mort civile, a été proscrite, comme contraire à l'ordre public.

Comment alors vouloir faire produire aux peines perpétuelles, un effet qui était la conséquence de cette fiction reconnue immorale et supprimée par le législateur. Et enfin, il ne faut pas perdre de vue que la pensée du législateur s'est constamment arrêtée, sur l'inconvénient de voir s'enrichir d'une succession, celui qui en aurait avancé l'ouverture en coopérant à la mort naturelle ou civile du défunt. Or la mort civile était comme la mort naturelle une cause d'ouverture de la succession, il y avait le même intérêt à protéger le condamné à une peine perpétuelle contre les agissements de ses héritiers. On doit donc aujourd'hui entendre comme capitale, l'accusation susceptible d'aboutir à une condamnation à la peine de mort ; c'est le sens usuel du mot, c'est le seul qui s'accorde avec l'esprit de la loi et le but du législateur.

Pour que la dénonciation ou la plainte de l'héritier contre le défunt entraîne l'indignité, elle doit en outre avoir été jugée calomnieuse.

Si la loi ne sanctionne pas l'obligation de dénoncer l'auteur d'une infraction, elle l'impose comme un devoir envers la Société ; il ne peut donc y avoir une faute à dénoncer un véritable malfaiteur, fût-il votre parent. Mais la dénonciation calomnieuse est un délit (art. 373. C. P.) ; elle peut susciter une condamnation de un mois à un an de prison et de un à trois mille francs d'amende. C'est cette condamnation, qui est nécessaire pour l'administration de la preuve de calomnie ; la preuve n'en pourrait être faite autrement devant les tribunaux civils saisis d'une demande en déclaration d'indignité, elle résulte uniquement d'une sentence rendue par un tribunal répressif qui condamne l'héritier comme calomniateur.

On a soutenu à tort, que le tribunal saisi de la demande en indignité, pouvait dans la même décision déclarer la dénonciation calomnieuse et prononcer par forme de dommages-intérêts l'exclusion de la succession pour cause d'indignité, mais l'art. 727 en exigeant une accusation préalablement *jugée calomnieuse* n'admet aucune confusion entre l'action en déclaration d'indignité et l'action qui tend à faire juger calomnieuse, la dénonciation portée contre le défunt.

La sentence rendue contre le calomniateur, est le substratum nécessaire du jugement par lequel le tri-

bunal civil déclarera l'indigne, exclu de la succession. Et si le législateur a employé le mot jugé dans le n° 2 et le mot condamné dans le n° 1 de l'art. 727, il a voulu dans les deux cas désigner une sentence rendue par une juridiction répressive. Il n'y aurait aucune raison, pour que dans un cas, il ait accordé à un tribunal civil et que dans l'autre il ait restreint à un tribunal répressif, le droit de statuer sur des infractions d'ordre pénal.

Il est vrai que l'article 359 du code d'instruction criminelle prescrit de porter la demande en dommages-intérêts devant le tribunal civil lorsque la cour d'assises n'a pu en être utilement saisie. Mais l'art. 359 ne parle que de dommages-intérêts, tandis que, dans l'art. 373 du code pénal, il s'agit d'une condamnation pénale, le jugement doit prononcer une véritable peine, ce qui ne peut appartenir au tribunal civil.

On explique généralement la disposition de l'art. 359, par le fait qu'il a été rédigé avant l'art. 373 et que dans la législation ancienne, aucun texte n'attribuait dans ce cas juridiction aux tribunaux correctionnels. Aujourd'hui d'après les principes du droit pénal, la cour d'assises devra prononcer la peine contre les calomnieurs et si elle n'a pu être saisie à temps, la demande sera portée devant les tribunaux correctionnels pour faire déclarer la dénonciation, calomnieuse et le jugement statuant en ce sens, pourra être invoqué à l'appui de la demande d'indignité, car il rentre dans les dispositions de l'art. 727.

A plus forte raison l'indignité ne serait pas encourue, si l'accusé avait été purement et simplement renvoyé de la plainte formée contre lui par l'héritier ; l'art. 358 du code d'instruction criminelle suppose en effet, que du renvoi de l'accusé, ne résulte pas nécessairement, le caractère calomnieux de l'accusation. « L'accusé, dit cet article, *pourra* obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs », pour fait de calomnie, tandis que si l'accusé est déclaré non coupable « la cour statuera sur les dommages-intérêts respectivement prétendus ». La jurisprudence de la cour de cassation est en ce sens. Il ne s'ensuit pas, du seul fait que la cour d'assises accorde des dommages-intérêts à l'accusé contre son dénonciateur, que la dénonciation était calomnieuse (1), car chacun de nous est responsable, du dommage qu'il cause non seulement par son dol, mais encore par sa faute, tandis que pour être calomnieuse la dénonciation implique la mauvaise foi chez son auteur.

Mais il n'est pas nécessaire non plus, que la dénonciation ait été jugée calomnieuse dans l'arrêt même qui a statué sur la culpabilité de l'accusé. Il en sera ainsi nous l'avons vu, lorsque l'accusé n'a connu son dénonciateur qu'après la clôture de la session de la cour d'assises ou s'il n'y a pas eu de mise en accusation ; il devra alors former sa demande dans les trois ans qui suivront le délit (art. 638 C. Ins. cr.).

1. Cour de Cassation, 23 mars 1821.

La conséquence de la règle posée par l'article 727, 2°, est qu'il ne peut être question d'exclure l'héritier de la succession, toutes les fois que pour une raison quelconque, il est à l'abri d'une poursuite pénale.

Le jugement qui prononce une peine pour dénonciation calomnieuse peut avoir été rendu, sur les réquisitions du ministère public aussi bien que sur la demande de la victime. Mais après la mort de l'accusé, la dénonciation peut-elle être jugée calomnieuse, sur la demande des héritiers ?

La plupart des auteurs admettent, que si le *de cujus* n'a pas été renvoyé devant une cour d'assises, ou s'il n'a eu connaissance de la dénonciation portée contre lui par son successible, qu'après la clôture de la session, le tribunal correctionnel peut être saisi après la mort et statuer sur le délit de calomnie (1). Il faudrait en dire autant lorsque la personne calomniée est morte dans le délai de la prescription, car les héritiers succèdent à tous les droits (2).

Dans l'opinion contraire, on admet que du moment qu'il s'agit, d'une action criminelle, le droit de l'intenter ne peut appartenir qu'à la victime, conformément au droit commun elle s'éteint par le décès de la victime. Les héritiers, il est vrai, ne l'intendent pas pour obtenir une réparation du préjudice moral, causé à leur auteur

1. Aubry et Rau VI, p. 284.

2. Taulier t. III p. 132. Demolombe XIII, p. 242. Aubry et Rau XII, p. 284 § 503, note 13. Fuzier, Herman art. 727.

mais pour obtenir un jugement qui leur permette d'aboutir à une déclaration d'indignité contre le dénonciateur.

La première opinion en équité, nous semble préférable et la loi devrait faciliter l'exercice des droits qu'elle accorde, mais l'interprétation stricte du principe, nous conduit à refuser aux héritiers le droit d'intenter une action qui ne se transmet pas (1).

Il est permis au *de cujus*, en ne poursuivant pas le dénonciateur, de lui pardonner son offense et de le soustraire ainsi à l'indignité, qui aurait pu l'atteindre ; mais il n'efface pas alors proprement la cause d'indignité, qui n'existe pas, avant qu'il y ait eu une condamnation pour calomnie. Après le jugement prononcé sur l'imputation calomnieuse, il ne saurait par son fait lui rendre un droit, que la loi a retiré à l'héritier coupable au bénéfice des autres héritiers. Le simple pardon de l'offense n'implique pas, d'ailleurs, la volonté formelle du *de cujus*, de soustraire l'héritier à la déchéance que la loi prononce contre lui ; il peut avant sa mort avoir voulu obéir à un principe de charité d'ordre purement moral.

1. Ducaurroy, Bonnier et Roustain 11. p. 423 35. Thiry, 11 n° 3, Baudry et Wahl, I, p. 305.

III. — *Défaut de dénonciation du meurtre du défunt.*

La troisième cause d'indignité, se produit lorsque l'héritier majeur, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice.

Cette disposition est tirée des lois romaines, qui considéraient comme une faute, un délit *crimen*, le fait par l'héritier de laisser impunie la mort violente du défunt (1). L'héritier représentait le défunt, il devait le venger et poursuivre judiciairement devant le magistrat, celui qu'il croyait être le coupable (2).

On a considéré de tout temps, que les héritiers avaient le devoir de châtier le meurtre de leur parent ; leur négligence, à cet égard, est contraire aux sentiments d'affection et de reconnaissance qui doivent unir les membres d'une même famille, et laisse supposer la satisfaction de se voir en possession de la fortune, que leur procure le fait accompli. La sécurité publique exige aussi la poursuite du meurtrier ; « il n'y a rien, dit Lebrun, qui soit plus capable d'arrêter la fureur d'un meurtrier, comme la crainte de la vengeance des enfants ou des autres héritiers, qu'il prévoit devoir être indispensablement forcés de le poursuivre (3) ».

1. 6. L. C. de his quibus ut indignis auferuntur. 33. 1.

2. Cujas commentaire du Code, hoc titulo.

3. Lebrun. *Traité des Successions*. Liv. III. Ch. IX n° 5.

Mais cependant, ce besoin de vengeance si naturel à l'homme, semble bien être en contradiction avec les principes de la morale chrétienne, qui commande le pardon des injures. On pourrait il est vrai, en se basant sur ce précepte aboutir à la suppression de toute poursuite individuelle et souvent à soustraire le criminel à tout châtiment, et cette question ne préoccupe plus personne de nos jours, mais elle avait été posée dans l'ancien droit.

Et comme il devait arriver, il ne fut pas difficile de trouver dans l'évangile, la justification complète d'une théorie diamétralement opposée à la pure doctrine du pardon. La nécessité sociale impose de punir ceux qui ont troublé l'ordre social et Dumoulin vit dans cette nécessité un commandement de Dieu, *ministram Dei* (1). Pothier cependant, mais pour d'autres raisons, n'était pas bien sûr que ce fût une cause d'indignité : « Si l'héritier n'a pas vergé la mort du défunt, je ne pense pas que ce soit parmi nous une cause d'indignité, le soin de la vengeance étant selon nos usages, remis au ministère public (2) ».

Dans la législation actuelle, il appartient au ministère public d'intenter l'action contre le criminel, l'héritier n'est plus obligé de se porter partie civile (3). Il

1. *Sed nos respondebimus non esse crudelem, sed ministrum Dei.*

2. Pothier. *Successions*. Chap. I sect. II § 2.

3. Il en résulte que l'indigence n'excuse pas le défaut de

ne peut lui-même exercer la poursuite criminelle, mais il est tenu de dénoncer le crime dont il a connaissance, sinon il est considéré comme coupable d'une sorte de complicité morale ; il est peut-être le seul à connaître le meurtre et son silence entraîne l'impunité du mal-faiteur.

La loi n'exige même pas, que l'héritier, dénonce le *meurtrier* s'il le connaît, elle ne veut que la dénonciation du *meurtre*. Il y a une différence plus profonde qu'il ne semble entre cette distinction du meurtre et du meurtrier. Le rôle de dénonciateur inspire en général de la répugnance, même lorsque la personne, objet de la dénonciation ne mérite aucune sympathie, et cela est si vrai, que le législateur n'a pu en faire une obligation sanctionnée. Lorsqu'au contraire, la dénonciation est dirigée contre un fait, elle revêt un caractère de devoir, que tout honnête homme est prêt à remplir. Il était à craindre en outre, qu'arrêté par la crainte des représailles ou d'une condamnation à des dommages-intérêts si les charges étaient insuffisantes, l'héritier s'abstint de dénoncer le coupable. L'intérêt bien compris de la société, exigeait donc que la loi, si elle voulait imposer à l'héritier de faire connaître le crime, restreignît l'obligation à l'acte lui-même et non à la personne du meurtrier.

dénonciation comme cela arrivait dans l'ancien droit où l'héritier devait exposer les frais de poursuite. V. Lebrun, liv. III ch. IX.

On pourrait peut-être avoir des doutes, sur la véritable pensée du législateur, puisque dans l'exposé des motifs sur l'article 728, Treilhard parle du défaut de dénonciation du meurtrier (1). Mais à la lecture du texte il semble bien que Treilhard, n'a voulu qu'éviter une répétition de mots, sans y ajouter d'autre importance et en tout cas, nous devons nous en tenir à l'interprétation stricte de la loi, qui ne s'applique qu'au « meurtre du défunt ».

L'obligation de dénoncer le meurtre du défunt, s'impose à l'héritier, et seulement à lui. Le parent qui n'était pas héritier, quand il a connu le meurtre, n'est donc pas tenu de le dénoncer ; mais si plus tard, il devient héritier, il devra sous peine d'exclusion de la succession dénoncer le meurtre *encore ignoré* pourvu toutefois que l'action criminelle ne soit pas prescrite.

Il faut de plus, pour entraîner l'indignité, que l'héritier soit majeur. Les mineurs, dit-on, n'ont pas l'intelligence nécessaire pour comprendre l'étendue de leurs devoirs (2) ; ils ne peuvent en outre par des actes formels, aliéner leur patrimoine et il serait sévère de les priver d'une succession pour un simple fait d'omis-

1. Favard de Langlade. *Code civil des Français*. t. IV. p. 454. art. 728.

2. On admet que le mineur discerne le mal qu'il cause par un délit, pourquoi n'aurait-il pas la conscience de sa faute en ne dénonçant pas le meurtre du défunt ? Nous ne nous chargeons pas de concilier ces deux théories.

sion (1). On doit évidemment assimiler au mineur, l'interdit, et l'individu placé dans une maison d'aliénés et en général tout ceux qui n'ont pas la complète possession de leurs facultés mentales. L'indignité repose en effet sur une idée de responsabilité morale, qui ne peut se trouver chez ces personnes.

L'héritier mineur ou interdit lors de l'ouverture de la succession est-il, après avoir atteint sa majorité ou après avoir été relevé de son interdiction, tenu de dénoncer le meurtre du défunt dont il est instruit et qui n'a pas été poursuivi ? Cette question a été résolue en sens divers. D'après les uns l'article 727 détermine des causes d'exclusion des successions, qui doivent s'apprécier au moment de l'ouverture même de la succession ; ces causes d'indignité ne peuvent prendre naissance postérieurement à cette date. On ne peut enlever à l'héritier, des biens qu'il a régulièrement et justement acquis. La conduite, si blâmable soit-elle aux yeux de la morale n'est pas un motif suffisant pour le priver d'un droit légitimement obtenu.

La loi se montre d'ailleurs assez rigoureuse, en frappant d'indignité, un simple défaut de dénonciation, pour que l'interprétation n'en augmente pas encore le nombre des cas. Et ceux qui ont voulu rester dans la logique du système, ont bien été obligé d'admettre que

1. Chez les Romains, le crime *inultæ mortis* ne pouvait nuire aux mineurs de vingt-cinq ans. L. 6^o. *De his quibus ut indignis auferuntur*. L. 5. *De lege Cornelia de falsis*.

l'héritier majeur lui-même n'encourt pas l'indignité, si instruit du meurtre du défunt après l'ouverture de la succession, il ne le dénonce pas à la justice (1).

Mais cette conséquence extrême, montre bien le sens véritable de la loi ; si, en effet, ceux-là seulement qui ont connu le meurtre du défunt avant l'ouverture de la succession, étaient tenu de le dénoncer, il faudrait le plus souvent renoncer à faire application de l'article 727, 3°. Il est au contraire certain, que le législateur a exigé deux conditions : la majorité et la connaissance du meurtre, et il ne s'est nullement préoccupé du moment où l'héritier doit avoir cette connaissance, pour être tenu de le dénoncer. L'indifférence de celui qui, informé du meurtre après l'ouverture de la succession, ne le dénonce pas, est-elle moins coupable, que s'il l'avait connu immédiatement ? Personne ne le soutient, il est donc juste de lui appliquer dans les deux situations, la même déchéance.

Le crime que l'héritier est tenu de dénoncer, doit avoir les caractères du meurtre au sens légal du mot. De même que l'homicide involontaire commis par l'héritier, n'est pas une cause d'indignité, de même le défaut de dénonciation d'un homicide involontaire, ne doit pas suffire à l'exclure de la succession. Ainsi encore, si le *de cujus* a été tué par un individu en état de légi-

1. Massé et Vergé II, p. 244, § 355, note 9. *Contra* Marcadé, article 727. Demolombe XIII, n° 259.

time défense, l'héritier ne serait pas tenu de dénoncer le fait, car il n'y a ni crime ni délit. L'héritier cependant se mettra à l'abri de toute éventualité fâcheuse, en prévenant la justice, car il ne lui convient pas d'apprécier les faits justificatifs que peut invoquer le coupable, les juges ont seul le pouvoir de qualifier la nature du crime.

Si avant sa mort, le défunt a pardonné à son meurtrier, le successible, est-il tenu de dénoncer le meurtre ? Dans l'ancien droit, où l'indignité avait pour fondement une présomption d'exhérédation, cette présomption tombait naturellement, devant le pardon de la victime (1) ; il était donc logique d'interpréter le silence de l'héritier, comme une obéissance respectueuse à la volonté du défunt. Aujourd'hui, l'indignité étant une déchéance commandée par l'ordre public, le pardon de la victime, et même la défense faite à l'héritier de dénoncer le coupable ne suffiraient pas à le soustraire à l'exclusion de la succession.

On doit admettre également, que l'héritier prévenu des desseins homicides, formés contre son parent n'est pas tenu sous peine d'indignité d'en informer la justice.

Nous devons nous borner à reconnaître l'immoralité d'une situation, qui permet à un homme de recueillir le fruit d'un crime, en ne lui imposant de le dénoncer qu'après qu'il a été commis.

1. Cf. L. 6, C. 6. 35.

Si la loi oblige l'héritier majeur à dénoncer le meurtre, elle n'a pas déterminé dans quel délai, cette dénonciation doit être faite. Les juges apprécieront d'après les circonstances du crime, de l'éloignement de l'héritier, s'il y a une négligence coupable à lui reprocher et s'il y a lieu par suite de prononcer l'indignité. C'est au tribunal civil saisi de la demande en indignité, qu'il appartient de constater le défaut de dénonciation, car l'article 717 n'exige pas ici une condamnation pénale préalable.

La dénonciation faite avant la mort du *de cujus* aura toujours lieu en temps utile. L'esprit de la loi exige que la dénonciation soit faite le plus tôt possible, mais avant le décès de la victime, il n'y a pas meurtre, il ne peut y avoir obligation de le dénoncer. De même ceux qui ne sont pas encore héritiers au moment du décès, ne seront tenus de dénoncer le meurtre, qu'après leur acquisition du titre d'héritier.

Il est donc du devoir de l'héritier, d'apporter dans sa dénonciation une grande célérité, mais il peut être devancé par les poursuites du ministère public. On ne saurait dans ce cas prononcer l'indignité, pourvu toutefois que son retard ne provienne pas d'une négligence coupable. L'héritier doit faire sa dénonciation, dès qu'il a connaissance du meurtre, mais il n'est pas tenu d'être le premier à informer les magistrats, de sorte qu'une instruction peut très bien être ouverte avant aucune démarche de sa part. Nous en déciderons de

même, si ses cohéritiers ou des parents du défunt l'ont devancé par une dénonciation.

On peut même soutenir, qu'une fois la justice mise en mouvement, par la rumeur publique ou par une autre dénonciation, l'héritier n'est plus tenu de saisir le ministère public. Le meurtre est connu, le but de la loi est rempli ; l'héritier comme tout autre personne, pourra donner des renseignements utiles, mais il n'apprendra rien sur l'existence même de l'acte criminel. Néanmoins, le tribunal civil saisi de la demande en indignité, aura le droit d'apprécier s'il apparaît dans ce retard, une négligence coupable et reconnaître l'indignité, alors même que le meurtre aurait déjà été dénoncé.

L'obligation pour l'héritier, de venger la mort du défunt, avant d'appréhender la succession n'existe plus dans notre législation. Il ne deva't dans la loi romaine et dans l'ancien droit (1) se mettre en possession des biens, qu'après avoir rempli ce devoir sacré. Le code civil ne contient aucune disposition à cet égard et il n'est pas manifeste que le successible est coupable pour avoir simplement fait acte d'héritier, si d'autre part, il n'apporte aucune négligence à la dénonciation du meurtre.

L'article 728 a introduit une exception au principe que nous venons d'établir. « *Le défaut de dénonciation*

1. Arrêt du parlement de Toulouse 31 mai 1748.

ne peut être opposé aux ascendants et descendants du meurtrier, ni à ses alliés au même degré, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères ou sœurs, ni à ses oncles et tantes, ni à ses neveux et nièces ».

Comment en effet, appliquer les prescriptions de l'article 727 à l'héritier proche parent du meurtrier ! Le législateur ne pouvait sans injustice, le placer dans la cruelle alternative, d'exposer ses parents les plus chers au déshonneur et à la sévérité des peines ou d'être lui-même exclu d'une succession, sans avoir aucunement démérité. « Nous avons donc pensé, dit Treilhard, que le défaut de dénonciation, ne pourrait être opposé à ceux qui, unis avec le meurtrier par les liens d'une parenté étroite, ne pourraient le dénoncer, sans blesser les règles de la morale et de l'honnêteté publique » (1).

C'est le seul cas où le défaut de dénonciation n'entraîne pas l'indignité. L'ancien droit avait connu une décision analogue, quoique plus restreinte : le mari n'était pas tenu de dénoncer sa femme, ni le fils ses père et mère, ni les père et mère leur fils (2). En dehors de ces trois cas, le défaut de dénonciation entraînait l'indignité (3).

1. Loqué t. X, p. 182.

2. Lebrun. *Tr. successions*. Liv. III, ch. IX, n. 6. Claude Henrys, t. I, liv. 4 ch. VI, question 101. Cf. Bœrius, décision 25.

3. Un arrêt du Parlement de Provence du 28 janvier 1684, a cependant jugé « qu'une mère dont le frère avait tué le fils,

La lecture de l'article 728, pourrait faire supposer, que les alliés en ligne directe sont seuls dispensés de dénoncer le meurtre du *de caju* car les mots : « *ni à ses alliés au même degré* » viennent immédiatement après ascendants et descendants. Mais l'historique de la rédaction montre nettement, que telle n'a pas été la pensée du législateur. Le conseil d'Etat avait ainsi modifié le projet de l'article 728 : « la section pense qu'il convient de supprimer ces mots : *ni à ses alliés en ligne directe* et d'ajouter à la fin de la disposition : *ni à ses alliés au même degré*. On ne voit pas en effet pourquoi la dénonciation, qui suivant l'article, ne peut être opposée aux alliés du meurtrier en ligne directe, pas plus qu'à ses ascendants ou descendants pourrait l'être à ses alliés en ligne collatérale, dans les degrés de frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, lorsque ceux-ci ne peuvent opposer ce défaut(1).

La nouvelle rédaction repose donc sur une erreur matérielle, d'autant plus certaine, que les mots nouveaux mis à la place des anciens, ne changent pas le sens du texte primitif, ce qui est contre l'évidente intention des rédacteurs.

Il faut décider aussi que l'héritier, qui n'aurait pas n'avait pas été obligée de faire le procès à son frère et que pour y avoir manqué, elle n'était pas indigne de succéder à son fils qui l'avait instituée son héritière ». Arrêt rapporté dans la suite de Boniface, Lebrun liv. III, ch. IX.

1. *Loc. X.* p. 160.

dénoncé le meurtre commis par un étranger, ne devrait pas être déclaré indigne, s'il avait eu de justes raisons de croire à sa parenté avec l'auteur du crime. Sa bonne foi lui servira d'excuse, car l'élément de cette cause d'indignité, l'indifférence envers le défunt, ne se rencontre pas.

La loi ne force donc pas l'héritier, à dénoncer un meurtre commis par un de ses proches parents, mais on doit reconnaître qu'il lui sera rarement possible de faire valoir cette immunité. S'il a connu le meurtre du défunt et renoncé à le dénoncer parce que le meurtrier était son fils, il s'expose à encourir l'indignité car pour montrer qu'il se trouve dans l'exception de l'article 728, il devra faire connaître la personne du coupable, ce qui est beaucoup plus grave que de dénoncer le meurtre. Il faut supposer, afin de recueillir le bénéfice de la loi, qu'au moment où l'action en déclaration d'indignité est exercée contre l'héritier, le meurtrier soit connu de la justice. Le plus souvent, il faut bien le reconnaître, son silence fera exclure l'héritier de la succession.

Le législateur de 1804 n'avait assurément pas prévu cette situation. Elle a donné lieu à une question particulièrement délicate : lorsqu'un héritier aura été déclaré indigne et exclus de la succession pour n'avoir pas dénoncé le meurtre du défunt pourra-t-il se faire relever de cette déchéance, si postérieurement au jugement qui l'a prononcée, on découvre qu'il était le pa-

rent ou l'allié du meurtrier au degré indiqué par l'article 728 ? Si le jugement qui a prononcé l'indignité, n'est plus susceptible de voie de recours, la déchéance est irrévocable et définitive. Toutefois si la sentence n'est plus attaquable, par les voies ordinaires, l'héritier pourra avoir recours à la requête civile, lorsque ceux qui l'auront fait condamner, connaissaient la cause de son silence ; il y aurait dans ce cas un dol personnel de leur part donnant à lui seul ouverture à la requête civile. (Art. 480-1° C. proc. civile).

CHAPITRE III

De la déclaration d'indignité.

I. — *L'indignité est-elle encourue de plein droit?*

L'indignité avons-nous dit, est l'exclusion de la succession fondée sur le démerite du successible. Elle a lieu quand l'héritier se trouve dans un des cas prévus par l'article 727 dont le texte le déclare « *exclu de la succession* ».

Il semblerait *a priori*, que l'indignité doive produire son effet de plein droit et sans qu'un jugement spécial intervienne pour la prononcer. Cette question a néanmoins divisé profondément les auteurs et la jurisprudence. Nous allons tâcher de résumer les différentes discussions auxquelles le sujet a donné lieu, et d'exposer les raisons qui nous font adopter telle opinion plutôt que telle autre.

Le désaccord a porté sur deux points différents :

1° Est-il nécessaire pour écarter de la succession l'héritier indigne à raison de l'une des causes énumé-

rées dans l'article 727, qu'un jugement statue sur l'indignité.

2° En supposant l'intervention du juge nécessaire, le jugement prononce-t-il l'indignité, ou ne fait-il que déclarer l'héritier indigne en vertu d'un texte législatif.

1° Faut-il qu'un jugement intervienne.

L'opinion générale de la doctrine, est que l'indignité doit être prononcée par un jugement à la différence de l'incapacité qui est encourue de plein droit (1).

Un jugement du Tribunal de Marmande a également décidé que l'indignité établie par l'article 727, contre le successible condamné pour avoir attenté à la vie de son auteur, ne résulte pas de plein droit, du fait seul de la condamnation ; elle doit être déclarée par jugement (2).

Pour que l'indignité soit encourue sans avoir été prononcée judiciairement, il faudrait un texte de loi qui n'existe pas. L'article 724 dit que les héritiers légitimes et les héritiers naturels sont saisis de plein droit, des

1. Chabot. Art. 727. Toullier IV, n. 113. Duranton VI, n. 115. Malpel, n. 35. Demolombe XIII, n. 276. Delvincourt II, n. 26. Vazeille, art. 727, Demante III, n. 34 et 37. Marcadé III, art. 727. Daniel de Folleville, *De la vente de la chose d'autrui*, n° 30. Ducaurroy, Bonnier et Roustain II, n. 341. Dalloz N. D. 54.2.157. Rolland de Villargues, v. Indignité. Le Sellyer 1. n. 81 et 179. Camouilly, *Revue critique*, t. 2, p. 625. Bauby, t. 6, p. 482 et 483.

2. Marmande D. 81.3.85.

biens, droits et actions du défunt. La loi suppose donc toujours que les biens dépendant de toute succession, passent aux héritiers institués par elle. Pour les en priver, il faut un jugement et pour que ce jugement soit rendu, il faut un débat contradictoire. Dès lors, l'héritier condamné, pour avoir donné ou tenté de donner la mort à son auteur, hérite des biens de sa victime; tant qu'un jugement qui déclare son indignité, n'est pas rendu, l'héritier quoique condamné a reçu les biens et les transmet aux ayants droit. Si un homme a été reconnu coupable d'un meurtre, il a été condamné pour ce meurtre, mais l'indignité est une peine spéciale qui doit être prononcée par un jugement spécial.

L'argument que l'on tire des termes de l'article 727 : « *sont indignes et comme tels exclus des successions* » pour admettre que l'indignité est encourue de plein droit et sans jugement est sans valeur, car bien que la rédaction soit la même que celle de l'article 735 « *sont incapables de succéder* » il ne peut évidemment s'appliquer au troisième cas d'indignité. Or on ne peut pas comprendre, que le code ait voulu établir différentes règles pour les trois cas. La seule différence saisissable, est celle-ci : dans les deux premiers cas de l'article 727, le fait de la condamnation et du jugement qui établit la dénonciation calomnieuse une fois prouvés, le juge civil ne pourrait s'empêcher de déclarer l'indignité, tandis que dans le cas d'indignité pour défaut de dénonciation du meurtre du défunt, le juge

civil est appréciateur souverain du fait et de ses circonstances et par suite de l'indignité elle-même ; aucune sentence antérieure ne peut entraîner sa décision.

L'indignité est d'ailleurs toute relative, elle prive l'indigne de la seule succession de sa victime, elle ne peut donc pas être assimilée à l'incapacité qui est l'absence de capacité à recueillir toutes les successions.

L'opinion contraire a été soutenue par quelques auteurs et semble gagner des partisans dans la doctrine la plus récente (1). Elle a été suivie également par la jurisprudence : un arrêt de la cour de Bordeaux dans une espèce où le meurtre avait été commis par l'héritier, décide que l'indignité résulte de la condamnation même dont a été frappé le meurtrier, sans avoir besoin d'être déclarée par un jugement du tribunal civil. « Attendu que nul ne pouvant se rendre justice à soi-même, le juge civil peut bien être appelé à statuer sur les difficultés, auxquelles peut donner lieu, l'indue détention des biens héréditaires, par l'héritier exclu, mais que cette nécessité n'infirmenullement la force attachée à l'arrêt de condamnation (2).

On a dit qu'il y avait trop de différence entre la théorie de l'incapacité et celle de l'indignité pour les assi-

1. Massé et Vergé II. p. 215 §356 note 1. *Revue critique* Coin-Delisle t. VII. p. 10. Devilleneuve, note 1. 1854 II. 225. Laurent IX. Huc. t. V. p. 47. Fuzier-Herman art. 727. Baudry et Wahl, *Successions*, p. 182.

2. D. 54. 2. 157. En ce sens, Poitiers. D. 56. 2. 195.

miler ; l'incapacité étant absolue et l'indignité toute relative. D'abord il y a eu des incapacités relatives, l'étranger était exclu d'une succession lorsque aucun traité entre la France et son pays n'admettait la réciprocité de succéder. La loi du 14 juillet 1819, qui a supprimé le système de réciprocité diplomatique, n'a pas pour cela changé la théorie de l'incapacité. Et toutes les incapacités fussent-elles absolues, et l'indignité relative, rien n'empêche que dans la mesure où elle se produit, l'indignité opère sans jugement.

Les termes de la loi sont d'ailleurs très précis ; le sens naturel de l'article 727 est évidemment que dès l'instant où l'héritier, se trouve dans un des trois cas indiqués, il est indigne et exclu de la succession. Malgré le peu de valeur que l'opinion contraire veut accorder à cette interprétation, elle n'a pas cessé d'être embarrassante. Demante a essayé de traduire *exclusion* par *expulsion* et non par *obstacle à l'entrée*. Le mot assurément peut être pris en ce sens, mais il signifie dans son acception la plus générale : repousser, écarter, ne point admettre (1).

En admettant même, qu'exclu veuille dire expulsé, son emploi s'explique très rationnellement : l'héritier, dès avant la mort de son auteur, considère comme déjà sienne, la succession à laquelle il est appelé éventuellement ; il a calculé qu'un jour elle lui appartiendrait,

1. *Dictionnaire de l'Académie française.*

et dans un sens on peut dire que le législateur, l'*exclut* pour indignité d'une succession qu'il possédait déjà par la pensée.

En outre dans un cas où la signification ne peut être contestée, Domat se sert de la même expression : « ce qui fait, dit-il, une incapacité ou plutôt une *exclusion* conventionnelle de ces successions fondée sur la considération des mâles pour conserver les biens dans les familles (1).

On prétend aussi qu'un jugement est nécessaire, pour examiner et trancher les questions délicates, suscitées par la conduite de l'héritier. Un premier jugement a condamné le meurtrier, ou l'auteur d'une dénonciation calomnieuse ; qu'y a-t-il de plus clair que ce jugement ? où se trouve l'apparence d'une obscurité ? Les questions d'incapacité sont au contraire hérissées de difficultés : la viabilité d'un enfant, et surtout la détermination de l'époque à laquelle il a été conçu, sont malaisées à établir ; devra-t-on appliquer les présomptions de la loi, accordées dans les articles 312 et 315 du code civil en faveur de l'enfant qui veut prouver sa culpabilité ? Toutes ces questions, doivent être soigneusement examinées et cependant l'incapacité se produit bien de plein droit, personne ne le conteste.

Mais les partisans de cette théorie, cessent d'être d'accord lorsqu'il s'agit d'en faire l'application à tous

1. Domat. *Lois civiles*, II^e partie, liv. I, tit. I, sect. 2. p. 349.

les cas d'indignité. La jurisprudence, n'a eu l'occasion de se prononcer que dans l'hypothèse d'un meurtre ou d'un attentat à la vie du défunt. .

Quelques auteurs admettent bien qu'un jugement n'est pas nécessaire dans le premier cas d'indignité. Pour les uns un jugement est nécessaire afin de déclarer indigne, l'héritier qui n'a pas dénoncé le meurtre du défunt (1); il faudrait peut-être même un jugement dans le second cas d'indignité (2). D'autres enfin admettent toutes les conséquences de leur théorie (3).

Il nous semble certain que lorsqu'un jugement a condamné l'héritier, un deuxième jugement n'est pas nécessaire pour le déclarer indigne. Que va faire en effet ce second jugement ? Constater qu'il y en a eu un précédent ? Il ne peut rien faire d'autre ; il n'ajoutera rien à la valeur du premier, ni certitude sur le fait qui entraîne l'indignité, ni garantie que l'héritier n'ait déjà eue dans un débat contradictoire.

Le législateur eût été blâmable d'introduire sans besoin des complications ; de même que dans tous leurs actes, les êtres organisés observent la loi du moindre effort, le pouvoir social doit tendre à produire la plus grande somme de profit, sans multiplier les institutions inutiles.

1. Baudry et Wahl, t. I, p. 182.

2. Devilleneuve, S. 1854, 2, p. 225.

3. Coin-Delisle. *Revue critique*, loc. cit. Laurent, . IX.

Sans doute si le premier jugement est contesté, il faudra agir en justice, pour exclure l'héritier de la succession, mais si la condamnation qui produit l'indignité est établie à l'ouverture de la succession, les autres héritiers, peuvent s'en emparer sans former une demande en déclaration d'indignité ;

Il semble plus douteux, que si l'héritier majeur a gardé le silence sur le meurtre du défunt il doive être exclu de la succession sans jugement. Les adversaires de cette opinion en prennent argument, sous prétexte que la loi n'a pas voulu faire de distinction entre les trois cas d'indignité et admettre la nécessité d'un jugement dans l'un et non dans les deux autres. C'est aussi notre avis et nous en concluons que dans le troisième cas, un jugement n'est pas nécessaire, si l'héritier se reconnaît indigne. La pratique rencontrera sans doute plus de contestations, pour cette cause d'indignité ; un héritier consentira moins facilement à être exclu d'une succession pour une raison, qui n'a pas encore été établie en justice, que pour un fait avéré. Ses cohéritiers auront de leur côté, moins de certitude sur le résultat de l'instance. C'est un peu la différence qui se produit entre un créancier, qui a entre les mains un acte de reconnaissance de dette en forme authentique et celui qui n'a qu'un commencement de preuve par écrit.

Nous devons dire toutefois et pour compléter notre exposition, que les auteurs, qui admettent la nécessité d'un jugement en cas de défaut de dénonciation du

meurtre du défunt, trouvent la justification de leur opinion, dans la considération suivante : la loi a voulu mettre une différence entre deux causes nettement établies par un jugement, et une cause qui en somme, ne repose peut-être que sur l'affirmation d'héritiers de mauvaise foi ; dans les deux premières nous sommes en présence d'un acte judiciaire sérieux et suffisant, la troisième a besoin d'être discutée contradictoirement et appréciée en justice.

2° *L'indignité résulte-t-elle du jugement ou de la loi.* — La question de savoir si un jugement est nécessaire ou non, est la moindre difficulté. Supposons-la résolue par l'affirmative, il est aussi important de savoir quel sera l'effet de ce jugement. Prononcera-t-il l'indignité, ou constatera-t-il seulement que l'héritier est indigne en vertu de la loi ? L'intérêt de l'une ou l'autre solution s'aperçoit aisément : dans un cas, l'indignité existe seulement à partir du jugement ; dans l'autre, elle produit tous ses effets du jour de l'ouverture de la succession. Il en résulte en outre, de nombreuses variations de détail, nous les examinerons à mesure qu'elles se présenteront à nous.

La jurisprudence et quelques auteurs, soutiennent que l'indignité s'opère de plein droit ; le législateur n'exprime nulle part qu'elle résulte d'un jugement qui en constate la cause. D'ailleurs, le même résultat se produit pour l'incapacité : lorsqu'elle est contestée, le

tribunal se borne à reconnaître son existence et l'héritier est exclu comme incapable.

Lorsque l'article 727 déclare l'héritier indigne, exclu de la succession, ne dit-il pas implicitement : ceux qui auront, du vivant du défunt, commis les faits atroces énumérés ci-après, sont par l'autorité de la loi exclus de la succession. Le troisième cas d'indignité ne change rien au sens de la loi : si l'héritier majeur instruit du meurtre du défunt, ne le dénonce pas, la loi anéantit par cela même, sa vocation à la succession. Et cela n'a rien que de très légitime, car à supposer que l'héritier, ait seulement connu le meurtre du défunt longtemps après sa mort, il n'en est pas moins vrai, que son silence est une preuve d'indifférence à l'égard du *de cuius*. Son manque d'affection n'est certainement pas né avec la naissance du crime ; il préexistait déjà et le défaut de dénonciation a servi à le manifester. Dès lors, comme l'indignité est prononcée, contre celui qui ne remplit pas les devoirs imposés par les liens du sang, il est très juste, que l'héritier soit exclu de la succession. Il peut être plusieurs années sans être convaincu de sa faute ; peu importe, il est indigne dès cette époque ; est s'il paraît saisi de la succession, c'est par une usurpation, comme le prouve l'article 729 en le contraignant à rendre tous les fruits et les revenus perçus depuis la mort du défunt.

La loi frappe l'héritier du moment que la cause de son indignité existe, et cette cause existe dès

l'instant où le défaut d'affection s'est produit. Il n'y aura même pas à proprement parler, rétroactivité dans la déchéance car le juge ne fait que constater l'existence de l'indignité, à l'époque de la mort du *de cujus*; l'effet doit se produire au même moment.

Les auteurs qui soutiennent l'opinion contraire, invoquent le droit romain et l'ancien droit français dans lesquels l'indignité ne s'opérait jamais de plein droit. Cela est certain pour le droit romain; l'héritier indigne acquérait la succession et il fallait ensuite un jugement pour la lui enlever, nous en trouvons la preuve dans plusieurs textes du Digeste : Scœvola rapporte que dans une demande ayant pour but, de prouver la fausseté du testament de Vetitus Callicinus, Maximilia la demanderesse, déclarée indigne a été condamnée à verser sa part de succession au fisc (1). Mais en droit romain, l'indignité était tellement différente du droit actuel de caractères et de conditions, qu'il est difficile d'y chercher la démonstration d'une similitude avec notre législation. C'était un moyen ingénieux de battre monnaie et d'augmenter les ressources du trésor, mais puisque le fisc recueillait le bénéfice de la succession, il fallait bien qu'elle ait appartenu au moins un instant à l'héritier. Car s'il importait peu aux cohéritiers, d'être exclu directement par le fisc ou d'en être privé par une confiscation opérée en la personne de l'indigne,

1. LXXIV D. *De lege Cornelia de falsis*, XXXXVIII. 10 — Cf. LXII, *De his quæ ut indignis*. XXXIV. 9.

l'Etat, lui, n'aurait pu trouver un motif juridique à cette spoliation si l'indigne n'avait jamais été héritier (1).

Il est moins prouvé, que l'ancienne jurisprudence admettait entièrement cette théorie. L'indigne, dit Lebrun est saisi et reste saisi, jusqu'à ce qu'il ait été déclaré indigne : « ce n'est qu'à l'égard du fisc que nous confondons l'indigne avec l'incapable pour empêcher que le fisc ne profite de la succession. A cet égard nous estimons que l'indigne est incapable ; en tout autre chose nous considérons l'indigne, comme un successeur légitime qui ne peut être privé de ses droits, que par la déclaration qui doit être faite en justice de son indignité (2) ». La plupart des auteurs s'appuient sur ce passage, pour affirmer que dans l'ancien droit l'indignité n'était pas encourue de plein droit. Cette doctrine n'est pas contenue dans le texte que nous venons de citer, Lebrun dit seulement qu'un jugement est nécessaire pour prononcer l'indignité mais il ne nous apprend pas quel est l'effet de ce jugement. L'indignité existe-t-elle dans toutes ses conséquences à dater de l'ouverture de la succession ou seulement à partir de la décision judiciaire ? Nous ne pouvons y trouver aucune

1. Laurent t. IX p. ; 23 Baudry et Wahl *Successions*, t. I, p. 183.

2. Lebrun, *successions*, l. III. chap. 1 n° 9 et l. III chap. IX n° 24. V. Jean du Fresne *Journal des principales audiences du parlement*. Chap. LXXX, p. 114.

solution, ni dans un sens ni dans l'autre. Un jugement est nécessaire, voilà tout.

Cela s'explique très bien d'ailleurs, parce que c'était le juge qui prononçait l'indignité et non pas la loi comme dans notre législation. Il était absolument impossible de prononcer l'indignité sans jugement, mais aujourd'hui à quoi bon un deuxième jugement qui n'ajouterait rien au premier.

Pothier exprime formellement que « l'indignité n'a pas lieu de plein droit », (1) mais selon toute probabilité, il songeait seulement à la nécessité d'une demande judiciaire. Un arrêt du 30 Juillet 1630, dit aussi que l'indignité n'a pas lieu à l'égard du fisc et qu'un jugement est nécessaire (2), mais il ne nous apprend rien sur l'effet du jugement.

Mais ce que Lebrun et Pothier nous laissent ignorer, nous allons le trouver dans Bourjon. « L'indignité est plus forte encore que l'incapacité, elle produit donc le même effet que cette dernière et la condamnation pour ce « *a effet rétroatif* » et plus loin : « le parricide nonobstant tout laps de temps est toujours incapable de succéder à celui auquel il a ôté la vie, encore qu'il ne puisse plus être poursuivi à raison de son crime (à cause

1. Pothier. *Traité des successions* Ch. I tit II § 1. Nouveau Denizart, v° *héritiers* § 2, n° 18.

2. Arrêt du Parlement de Paris du 30 Juillet 1630 cité par Jean du Fresne au mot indignité. Cf. Bardet t. I, liv III, ch. 117.

de la prescription); cette horreur et l'incapacité qu'elle produit, ne peuvent cesser qu'avec lui-même » (1). Cette *incapacité* frappe donc l'héritier du moment que sa cause, le crime existe et la même règle de jurisprudence est attestée par Robert et par Louet.

La tradition elle-même peut donc s'interpréter en faveur de notre opinion et fut-il prouvé qu'elle lui est contraire, nous croyons à l'impossibilité de trouver un argument sérieux dans la doctrine de l'ancienne jurisprudence, qui invoquait elle-même le droit romain où l'indignité était trop différente de la théorie de notre code civil. Il ne serait pas plus vrai de dire que les intéressés ayant la faculté d'écarter ou non l'indigne de la succession, c'est bien par l'effet du jugement que l'exclusion se produit, car ils peuvent aussi admettre l'incapable et personne ne soutient pour cette raison, que l'incapacité n'est pas encourue de plein droit.

Nous admettons donc, dans le silence du code, que l'héritier est déclaré indigne par la loi. Le Tribunal n'aura l'occasion de statuer sur l'indignité que s'il y a contestation entre l'indigne et les héritiers appelés à sa place, et dans ce cas il se bornera à constater si l'indignité, existe pour une des causes prévues par l'article 727.

1. Bourjon. *Le droit commun de la France*, 1^e partie, ch. III. sect. VIII n° 48, 50.

II. — *De la juridiction compétente pour connaître de l'action en indignité.*

L'action en déclaration d'indignité doit être intentée devant les tribunaux civils. L'indignité consiste à priver de la succession, celui à qui elle était dévolue ; c'est une peine *sui generis* d'ordre purement civil. Elle est fondée sur une disposition du code civil et entraîne une déchéance que les tribunaux criminels n'ont pas à juger.

Lorsque les juridictions pénales auront à se prononcer sur la culpabilité de l'héritier accusé de meurtre, ou sur le caractère calomnieux d'une dénonciation, il ne sera même pas permis aux intéressés, de poursuivre une demande en indignité parallèlement à l'action publique et devant les mêmes juges. Les tribunaux d'ordre pénal ne prononcent de condamnation civile, que dans les cas déterminés par la loi. Et c'est ce pouvoir de statuer dans certains cas sur des délits civils, qui a fait penser à quelques auteurs « que l'action en exclusion pourra, comme l'action en réparation du dommage, être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique aux termes de l'article 3 du code d'instruction criminelle (1) ».

1. Demante, *Cours analytique du code civil*, III. 437 bis-2. Cf. Demolombe, t. XIII. n. 287. Le Sellyer, I, n. 155.

Il ne s'agit pas ici d'une action en dommages-intérêts, et de la réparation civile du préjudice causé par un délit. L'exclusion de l'indigne de la succession, a été établie dans l'intérêt public et les héritiers ne peuvent la réclamer comme réparation d'un préjudice. On ne peut donc comprendre, que l'action en indignité soit de la même nature que l'action civile en dommages-intérêts; elle n'est pas contenue dans le texte de l'article 3 du code d'instruction criminelle et dès lors il n'est pas permis d'appliquer une disposition, qui déroge au principe de la séparation des juridictions.

Le tribunal compétent sera celui du domicile ou de la résidence du défendeur, car l'action en déclaration d'indignité est purement personnelle (art. 59 C. pr. civ.). Cependant si la question d'indignité s'élevait incidemment à une action en partage de la succession, elle devrait être jugée par le tribunal saisi de la demande principale, car en matière de succession, « les demandes entre héritiers jusqu'au partage inclusivement » sont portées devant le tribunal du lieu où la succession est ouverte. Ce texte est même assez compréhensif pour que l'on doive conclure à la compétence de ce tribunal, alors même que l'action en déclaration d'indignité serait formée en dehors de l'action en partage (1).

De même en vertu du principe que le juge de l'ac-

1. Vigié II, n° 77, Baudry et Wahl, *Successions*, 1, p. 187.

tion est le juge de l'exception, le tribunal saisi d'une action en pétition d'exhérédité, serait juge de l'action en déclaration d'indignité formée accessoirement à la première.

Le juge de paix serait-il compétent comme juge civil pour statuer sur cette action, dans le cas où la succession serait purement mobilière et n'excéderait pas le chiffre qui limite sa compétence ? Nous ne le pensons pas, car si l'action en indignité est personnelle en son principe, elle est de nature indéterminée. L'objet de la demande est illimité quant au chiffre et ne peut être prononcé que par un tribunal de droit commun, c'est-à-dire par le tribunal civil. Le juge n'a pas à attribuer au demandeur une somme déterminée, mais à exclure de la succession l'héritier coupable ; les autres héritiers sont ensuite appelés en vertu de la loi et non par l'effet de la sentence ; ils ne reçoivent pas telle somme, mais ils recueillent l'hérédité comme il est réglé au titre des successions (1).

III. — *Par qui peut être provoquée l'exclusion de l'Indigne.*

Toutes les législations ont accordé à l'individu, la faculté de recourir au pouvoir judiciaire pour faire

1. Hureau, t. 1 p. 403, Garsonnet, *Traité de procédure civile*, p. 280.

respecter ces droits, sans cela nous serions dans l'alternative de voir nos droits impunément méconnus, ou de nous faire justice à nous-mêmes (1). La règle générale est donc que là où nous avons un intérêt, nous avons une action et comme en notre matière, la loi n'apporte aucune dérogation à ce principe, tous ceux qui auront intérêt à exclure l'indigne de la succession, auront par cela même le droit de faire prononcer l'indignité.

Cette solution n'offre aucune difficulté pour ceux qui admettent que l'indignité est encourue de plein droit par l'effet de la loi. Le possesseur de l'hérédité étant exclu sans avoir jamais eu la qualité d'héritier, il appartient à tous les ayants-droit de faire valoir leurs titres à la succession (2). La majorité des partisans de l'opinion opposée est encore du même avis : l'indigne est privé de la succession et la loi ne limitant pas les personnes qui peuvent faire prononcer son exclusion, tout intéressé a le droit d'intenter une action dans ce but (3).

Il est remarquable que le code civil n'a pas organisé l'action en déclaration d'indignité, comme il a réglementé l'action en révocation des donations pour cause d'ingratitude, aussi Laurent se refuse-t-il à y voir « une action proprement dite en déclaration d'indi-

1. Garsonnet. *Traité théorique et pratique de procédure civile*, 116.

2. Laurent t. IX p. 27.

3. Duranton t. VI, p. 138. Demolombe, XIII p. 281. Chabot art. 727. Aubry et Rau VI. p. 237. Viglié, II. p. 37.

gnité » (1); on peut y reconnaître en effet une action en délaissement, à laquelle on devra recourir, si l'indigne se trouve détenteur des biens de l'hérédité.

Nous conserverons toutefois la dénomination généralement employée et dont le sens est parfaitement explicite dans notre théorie.

Les personnes qui ont intérêt à exclure l'indigne de la succession, sont en premier lieu ses co-héritiers. Si donc un héritier se trouve dans un des cas prévus par l'article 727, ses frères et sœurs pourront le faire exclure de la succession et sa part leur reviendra par voie d'accroissement, viennent ensuite les héritiers au degré subséquent: parents légitimes et naturels ou successeurs irréguliers, qui peuvent également être appelés à la succession enlevée à l'indigne.

Les légataires et donataires ont aussi le droit de provoquer la déclaration d'indignité, car ils peuvent avoir le plus grand intérêt à écarter l'héritier réservataire de la succession, pour ne pas subir de réduction sur leurs legs ou sur leurs donations, mais ils n'auraient pas d'action, si l'héritier appelé aux lieu et place de l'indigne avait la même réserve que lui, car leur intérêt n'existerait pas.

L'opinion générale admet que ces divers intéressés peuvent intenter une action contre l'indigne, mais on n'est plus d'accord sur l'étendue du droit accordé aux

1. Laurent t. IX p. 26. Fuzier. Herman art. 727.

créanciers des héritiers et des légataires et donataires. Pourront-ils exercer l'action de leurs débiteurs conformément à l'article 1166 du code civil ou d'une manière plus générale, doit-on considérer l'action en déclaration d'indignité comme *exclusivement attachée à la personne*?

Il est difficile de déterminer exactement quels sont les droits exclusivement attachés à la personne ; on dit bien : ce sont ceux qui périssent avec nous et qui par conséquent ne sont pas transmis à nos héritiers : *quæ personæ sunt ad heredes non transeunt* (1) ; ou d'après Merlin : ceux qui tout à la fois ne passent pas aux héritiers et ne sont pas cessibles (2). Mais il ne serait pas exact de dire *a contrario* que tous les droits qui passent aux héritiers et qui sont cessibles peuvent être exercés par les créanciers (3). On admet que les droits essentiellement moraux ne peuvent être exercés par les créanciers et que les droits purement pécuniaires peuvent l'être. Mais quand le droit est ensemble pécuniaire et moral, nous ne trouvons plus d'autre motif de décider dans un sens ou dans l'autre que l'é-

1. L. 196. D. *De regulis juris*. 58. 17.

2. Merlin. *Questions de droit*. V. hypothèque. § IV, n° 5.

3. Il en est ainsi de l'action en révocation d'une donation par cause d'ingratitude (art. 957, alinéa 2) ; de l'action en dommages-intérêts pour crime ou délit contre la personne du débiteur. Il y a toutefois controverse dans ce dernier cas.

lément dominant du droit. C'est d'après ce critérium que nous concluons à la transmissibilité du droit des héritiers, donataires et légataires. L'action en déclaration d'indignité, soulève en effet une question morale et une question pécuniaire, mais son but principal est de priver d'une succession, c'est-à-dire de droits pécuniaires l'héritier indigne.

On a fait ressortir le caractère impie du trouble causé dans une famille, par un débat scandaleux qu'un étranger pourrait susciter (1). Mais pour vouloir concentrer dans la famille un procès intime, il faudrait en outre refuser l'action en indignité aux donataires et légataires qui n'en font pas partie, et les auteurs que nous venons de citer admettent eux-mêmes que les donataires et légataires ont l'exercice de cette action. Il ne faut pas oublier non plus, que l'intérêt public exige le châtiment de l'indigne et les tribunaux entreront d'autant plus dans l'esprit de la loi, qu'ils admettront l'action avec plus de facilité. Le scandale serait-il moins grand, de voir un héritier indigne recueillir la succession par l'inaction de ses cohéritiers, que d'accorder à un créancier, le droit de recueillir du chef de son débiteur, l'application de la loi.

Mais les héritiers pourraient-ils par une renonciation à l'action en indignité, enlever aux héritiers du degré

1. Marcadé, art. 727. Chabot, art. 727. Duranton, VI n. 120. Taulier III. p. 136.

subséquent et à leurs propres créanciers l'exercice de cette action ?

Les héritiers du degré subséquent ne peuvent opposer l'indignité à l'héritier qui a lui-même des cohéritiers, car ils n'ont aucun intérêt à agir, l'exclusion de l'indigne ne pouvant leur profiter. Cette opinion a été cependant combattue par des auteurs considérables. Demolombe pense que l'héritier ne peut renoncer à l'action en indignité, car dit-il on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent les bonnes mœurs et l'ordre public ; tel est le caractère de la loi qui détermine les causes d'indignité. Il n'est pas possible d'admettre que par son silence, l'héritier puisse paralyser les effets de la loi (1). Mais de quel droit l'héritier d'un degré subséquent, pourrait-il demander la déclaration d'indignité de l'héritier coupable ? S'il est vrai que cette action a sa source dans un intérêt d'ordre public, elle n'en est pas moins subordonnée à l'intérêt privé. Le droit d'agir appartient à l'héritier auquel est dévolue la succession du *de cujus*, il y renonce comme il renoncerait à recouvrer une créance du défunt, et si l'héritier subséquent pouvait requérir l'exclusion de l'indigne il ne profiterait nullement des fruits de sa victoire.

Cette théorie qui semble se rattacher à la doctrine

1. Demolombe, XIII, n° 235 bis. Aubry et Rau, VI, p. 287.

de la collectivité de la saisine (1) ne peut donc s'appuyer sur un motif juridique.

Il faut décider au contraire, que les créanciers du renonçant peuvent exercer l'action en indignité après avoir fait annuler la renonciation en vertu de l'article 1167 du Code civil. Ici les créanciers ont un intérêt manifeste puisqu'ils peuvent nous l'avons vu, exercer l'action de leur débiteur. Duranton oppose à cette opinion, que le renonçant n'a pas diminué son patrimoine mais qu'il a seulement négligé de l'augmenter (2).

C'est une application de la théorie romaine, qui exigeait pour l'exercice de l'action Paulienne une diminution du patrimoine acquis et non pas seulement la simple omission d'un gain qu'il était possible de faire (3). Cette théorie est aujourd'hui rejetée et l'on doit considérer l'action en indignité appartenant au débiteur comme le gage de ses créanciers.

Il résulte encore du fait que tout intéressé peut faire exclure l'indigne de la succession, que les héritiers des différents intéressés pourront après le décès de ceux-

1. L'article 724 qui s'exprime ainsi : « Les héritiers légitimes sont saisis », montre bien que la saisine s'applique seulement aux successibles qui ont la qualité d'héritiers et non aux parents légitimes d'un degré subséquent. C'était d'ailleurs la doctrine de l'ancien droit.

2. Duranton, VI, n° 120.

3. L. 6 pr. D. *De his quæ fraudem creditorum facta sunt, ut restituantur*, 42, 8.

ci provoquer l'indignité. Ils ont trouvé ce droit dans la succession de leurs auteurs, il est juste qu'ils puissent l'exercer.

Jusqu'à présent, nous avons supposé la renonciation ou l'inaction de l'héritier qui paraît exercer l'action en indignité et nous avons vu quels étaient les droits des héritiers subséquents et des créanciers, comment vont se repartir les droits respectifs de chacun, si plusieurs cohéritiers ont l'exercice de l'action en indignité ?

Si le défunt est mort par suite d'un crime commis par un de ses enfants, le meurtrier pourra être déclaré indigne sur la poursuite de ses frères ou de l'un d'eux. Mais comme au moment du décès chaque héritier n'a été saisi que pour sa part héréditaire, il ne pourra intenter l'action que dans les limites de son droit. L'action en indignité est divisible et le demandeur ne peut réclamer que la part, qu'il aurait eu à défaut de l'indigne, et le jugement qui prononce l'indignité ne prive le défendeur que de la part afférente à l'héritier demandeur.

Si donc un héritier s'abstient d'exercer l'action en déclaration d'indignité, sa part ne sera pas attribuée aux autres héritiers. Il en serait encore ainsi dans le cas où un héritier aurait laissé son action s'éteindre par prescription ou y aurait renoncé.

La cour de cassation a cependant jugé en sens contraire « attendu qu'un seul des cohéritiers peut former

l'action en indignité et que seul il doit profiter de toute la succession si les autres cohéritiers refusaient de se joindre à lui » (1). C'est faire une fausse application de l'article 786 du code civil : les droits d'un cohéritier renonçant ne profitent à un cohéritier par voie d'accroissement, qu'autant que ce cohéritier y a renoncé formellement et directement et non lorsqu'il a refusé simplement d'exercer une action qui lui appartenait. Le silence de l'héritier ou sa renonciation à poursuivre, doit être considéré comme une acceptation du *statu quo* ; celui qui n'a pas agi contre l'indigne, a voulu le laisser jouir des biens héréditaires et non pas favoriser ses cohéritiers, qui ont peut-être intenté une poursuite malgré lui. D'ailleurs au cas où tous les héritiers auraient renoncé à poursuivre l'indigne, celui-ci aurait bien conservé les parts de tous ces héritiers ; si un seul a renoncé on doit appliquer à la partie la règle qui convient au tout.

IV. — *Contre qui l'indignité peut-elle être prononcée ?*

L'action en déclaration d'indignité, doit être poursuivie contre l'indigne lui-même s'il est vivant. Mais s'il est mort, pourra-t-on agir contre ses héritiers ? Il peut se présenter plusieurs hypothèses : L'héritier coupable est mort après l'ouverture de la succession, mais avant

1. Cass. 14 décembre 1813, D. P. *Successions*, p. 147.

toute demande en déclaration d'indignité ; sera-t-il permis de former cette demande contre ses héritiers ? ou bien la poursuite a été intentée, mais le jugement n'a pas encore été prononcé ; la marche de l'instance suivra-t-elle son cours ?

Cette question a soulevé une vive controverse. Pour nous, qui avons admis que l'indignité était encourue de plein droit, la solution ne fait aucun doute. Dès l'ouverture de la succession, l'indigne est exclu par la loi ; il n'acquiert rien, il ne peut rien transmettre à ses héritiers. Et si les héritiers se sont mis en possession, les parties intéressées peuvent les poursuivre, que l'action ait été intentée ou non contre l'indigne décédé. Il importe peu dans ce système, de décider si l'indignité est une véritable peine ou une simple déchéance. Si même il était démontré que c'est proprement une peine, elle a atteint le coupable sans jugement ; elle a produit à jamais ses effets contre l'indigne et lui a enlevé tout droit à la succession (1) !

Dans la doctrine où l'indignité n'est pas encourue de plein droit, il règne une grande diversité. Pour les uns, l'indigne doit être vivant ; s'il est décédé, l'action a péri avec lui puisqu'elle a une *peine* pour objet. Il est bien entendu qu'il s'agit ici d'une peine civile, mais cela importe peu, car toutes les fois qu'une action est

1. Bordeaux 1^{er} décembre 1853, S 54, 2. 225. Huc, t. V n° 48. Laurent IX, n° 21.

pénale elle s'éteint *ipso jure* par la mort de l'inculpé, (art. 2, C. I. Cr.). Lebrun disait autrefois : « La peine suit le coupable et ne le passe pas ». Cette idée se retrouve dans l'article 957 du code civil, d'après lequel, la demande en révocation pour cause d'ingratitude ne peut être formée utilement par le donateur contre les héritiers du donataire. L'analogie est frappante et la conséquence doit être la même dans les deux cas. On objecte, en vain, que la loi n'a pas reproduit cette disposition au titre des successions et que l'article 957 dérogeant au droit commun ne peut être étendu d'un cas à un autre, car la règle : *ubi eadem ratio, idem jus* s'applique toujours dans les cas favorables. C'est bien le lieu pour une décision, qui tend à libérer les héritiers d'une action scandaleuse (1).

Cette opinion semble inadmissible à un grand nombre d'auteurs, malgré qu'ils admettent la nécessité d'un jugement pour prononcer l'indignité (2). La loi n'a limité nulle part l'exercice utile de l'action *à la personne vivante* de l'indigne. Il est faux en outre de dire que l'indignité est une peine ; c'est une simple déchéance. On ne peut donc lui appliquer le principe du droit criminel, de la personnalité des peines. Les seules peines au sens légal du mot, ayant pour objet la privation de la fortune sont : la confiscation spéciale et

1. Demante, III, p. 45. Camouilly. *Revue critique*, 1853.

2. Demolombe, t. XIII, p. 364. Aubry et Rau, VI, p. 274.

l'amende dont le produit est attribué à l'État et non aux particuliers. Cette théorie conduit en outre aux conséquences les plus étranges qui suffisent à la condamner. Écoutons Marcadé :

« Quand même l'héritier aurait été condamné comme meurtrier du défunt ou comme son calomniateur dans une accusation capitale, cela ne suffirait pas, et s'il venait à mourir avant que le jugement d'indignité eût été prononcé au tribunal civil, cet héritier mourrait saisi de la succession et la transmettrait à ses propres représentants. Il en résulte dans ce système que l'héritier le plus coupable, celui qui a commis un meurtre sur la personne de son auteur et condamné à la peine de mort, échappera presque toujours à la disposition de l'article 727.

La véritable théorie est, disent ces auteurs, inscrite dans le droit romain : « *Paulus respondit: causam de quâ queritur, cum sit pecunaria, morte ingratæ heredis extinctam non videri* (1).

L'action en déclaration d'indignité est pécuniaire, elle ne s'éteint donc pas par la mort du débiteur. C'est avec une grande précision que cette question avait été discutée à Rome et Modestinus est du même avis, bien qu'en droit romain le jugement déclaratif d'indignité, statuait implicitement sur l'accusation au criminel. Il y avait donc plus de raison d'hésiter, mais le juriscon-

1. L. 22 D. de senatus consulto siliano, 29. 5.

sulte distingue néanmoins l'action *criminelle* éteinte et l'action civile qui subsiste toujours (1).

Notre ancienne jurisprudence et les auteurs avaient adopté la même doctrine : Furgole déclare : « que la poursuite peut être faite *et même commencée* après la mort de l'indigne, parce qu'il ne s'agit pas de la punition personnelle du défunt, ce que la loi ne permet pas puisqu'elle déclare le crime éteint, mais d'ôter à ses héritiers un bien dont leur auteur s'est rendu indigne » (2).

La jurisprudence et Lebrun étaient même plus sévères ; ils excluait les enfants de l'indigne de la succession, à quelque titre qu'ils puissent venir (3).

Cette théorie a été admise jusqu'à la confection du code ; elle aboutit aux mêmes conclusions que la nôtre, mais on le voit bien, quelles difficultés n'ont pas à résoudre, ceux qui ne veulent pas comprendre le caractère légal des effets de l'indignité, et quelle confusion règne parmi eux. Comment peuvent-ils vouloir déclarer indignes les héritiers de celui qui est mort digne ? Le coupable a survécu quelque temps à la victime, mais il n'a pas été déclaré indigne par un jugement ; il est donc mort en transmettant tous ses droits à ses héri-

1. L. 9. D. *De jure fisci* 49. 14. *Modestinus respondit : morte reâ, crimine extincto persecutionem eorum quæ scelere adquisita probari possunt competere posse.*

2. *Traité des testaments*, t. 1 chap. 6, sect. 3, p. 351.

3. Lebrun. *Successions*, III, ch, IX, p. 1 2.

tiers. De quel droit alors leur enlever les biens de la succession ? La tradition fondée sur des principes qui ne sont plus les nôtres, n'a plus d'autorité en cette matière et hors de notre opinion, il est difficile d'échapper à de graves inconséquences, ou de s'appuyer sur un principe vraiment juridique.

Enfin, si l'indigne, assigné en déclaration d'indignité vient à mourir avant le jugement, la poursuite peut-elle être continuée contre ses héritiers ? D'après les mêmes principes, nous dirons que les héritiers en possession des biens du *de cujus* et qu'ils ont trouvés dans la succession de l'indigne pourront être poursuivis. L'indigne ne leur a transmis aucun de ces biens ; ils ne peuvent prétendre à aucun droit. Ceux qui jugent que l'action a péri avec l'indigne, ont cependant une raison de douter parce que : *omnes actiones quæ morte aut tempore pereunt, semel incluse judicio, salvæ permanent* (1) ; mais la plupart décident contre le demandeur et par conséquent en faveur des enfants du coupable décédé avant le jugement, car la règle précitée, n'a pas été reproduite par le code au cas d'indignité.

V. — *Quand l'indignité peut-elle être poursuivie ?*

Nous avons admis que l'indignité est encourue de plein droit, lorsque l'héritier se trouve dans un des

1. L. 139 *De regulis juris*, 50.

cas prévus par l'article 727. Il s'agit de savoir à quel moment les co-héritiers de l'indigne, peuvent demander son exclusion de la succession.

On ne peut pas dire que le successible soit exclu comme indigne de l'hérédité, avant le décès de sa victime, car il n'y a pas d'hérédité d'un homme vivant ; mais déjà, il est virtuellement indigne et à l'ouverture de la succession, il sera exclu sans qu'il soit besoin d'une action ni d'une décision judiciaire. Si donc l'indigne se mettait en possession des biens héréditaires, il faudrait agir contre lui : la troisième cause d'indignité n'intervient qu'après la mort du défunt, il est évident que dans ce cas, aucune action ne pourra être intentée avant l'ouverture de la succession. Nous en dirons autant des deux premières causes, car l'héritier suppose toujours un rapport d'héritier à succession et la démonstration s'en trouve dans les termes même du code, qui proclame *l'exclusion* de l'indigne. Nous croyons donc qu'il ne peut y avoir contestation à ce sujet, quelque opinion que l'on professe sur le caractère légal ou judiciaire de l'indignité.

Il sera donc permis de poursuivre l'indigne à partir de la mort du défunt, mais si sa vocation n'avait lieu que postérieurement à l'ouverture de la succession, par exemple, par la renonciation de l'héritier plus proche, c'est alors seulement que l'action pourrait être intentée.

VI. — *De l'extinction de l'action en déclaration d'indignité.*

L'action en déclaration d'indignité, ne doit pas être formée avant l'ouverture de la succession, car on ne peut être exclu d'une hérédité avant qu'il y ait une hérédité. Après le décès au contraire, la prescription peut éteindre l'action (1), et à défaut de texte formel limitant la durée de l'action, il faut décider conformément au droit commun, que cette durée est de trente ans (art. 2262 C. civ.). En général la prescription commence à courir au moment du décès ; c'est l'époque où les droits de tous sont ouverts, où les héritiers ont la saisine. Cette théorie a l'avantage d'admettre un point de départ unique, mais elle est inapplicable au troisième cas d'indignité et l'on décide alors que la prescription doit courir, du jour où l'indigne a connu le meurtre du défunt.

Si l'on admet que l'indignité est encourue de plein droit, l'héritier est exclu de la succession par l'effet de la loi. A la mort du défunt, il n'a pas la saisine qui appartient à l'héritier appelé à son défaut. La situation est donc nette, elle est celle d'un extraneus : s'il se mettait en possession des biens de l'hérédité, on devrait

1. Bordeaux, 1^{er} décembre 1853. S. 54, 1, 225. D. 54 2, 157. Demante, III, n° 37 bis. Demolombe, XIII. Fuzier-Herman, art. 727 n° 20. Hureau t. 1. n° 162. Le Sellyer, 1. n° 150.

le considérer comme un vulgaire usurpateur et agir contre lui ; ce serait alors une véritable pétition d'hérédité régie par les principes qui lui sont propres. Il faudra donc dire quant au délai de prescription, qu'il commencera au moment où l'indigne se sera mis en possession ; et le défendeur pourra repousser l'action en indignité s'il possède pendant trente-ans (1).

Nous avons déjà vu que le pardon émanant du défunt ou sa réconciliation avec son héritier, n'effacent pas l'indignité. Le défunt n'a pu déroger à une règle édictée par un motif d'ordre public et par conséquent, l'héritier poursuivi ne pourrait invoquer une fin de non recevoir basée sur le pardon. Il est vrai que le pardon empêche la révocation des donations et des legs pour cause d'ingratitude, mais ce sont là des dispositions exceptionnelles, qui ne peuvent être étendues à d'autres matières et dans notre cas particulier, la victime n'a pas le droit de pardonner utilement (2). En outre puisque l'indignité, ne se produit qu'à l'ouverture de la

1. Cette théorie admet implicitement la prescription *acquisitive* conformément au principe que la propriété, ne se perd pas, par cela seul, que le propriétaire n'agit pas pendant trente ans, mais qu'il faut qu'un tiers l'ait possédée pendant ce laps de temps.

2. Pour la théorie du pardon dans l'ancien droit voir Pothier, *Traité des successions*, Ch. I. sect. 2, art. 4. Lebrun liv. III. ch. IX n^{os} 14 et 15 avec une exception pour les cas où le successible était coupable du meurtre du défunt.

Cf. I, §§ 24, 28, D. *De senatus consulto silariano*, 29, 5.

succession, si le défunt pardonnait par acte entre-vifs de façon à permettre à l'héritier, de recueillir sa part dans la succession, cette disposition dérogerait à la règle de l'article 791, qui prohibe les pactes sur les successions futures.

Le défunt pourra cependant arriver au même résultat, en laissant par testament, un legs à l'indigne ou en lui faisant une donation, sauf bien entendu, l'application des articles 955 et suivants du code civil. Il peut donc ainsi anéantir l'effet de la loi et si cette faculté semble étrange, il n'est pas permis d'étendre au-delà des limites légales, la déchéance qui résulte de l'indignité, ce que l'on ferait, en l'appliquant à la succession testamentaire ou aux donations.

Les autres modes d'extinction de l'action en déclaration d'indignité, sont : la transaction et la renonciation à l'action; cette solution est cependant contestée pour la renonciation. L'opinion contraire, s'appuie sur le caractère d'ordre public de l'exclusion de l'indigne, pour ne pas autoriser les héritiers à y renoncer. Nous avons déjà réfuté cette théorie, à propos des droits accordés aux créanciers du renonçant et par les mêmes raisons, nous pensons qu'il s'agit d'un droit pécuniaire auquel les héritiers peuvent renoncer. L'héritier pourrait aussi consentir à l'extinction de l'action qui lui est accordée, en laissant passer en force de chose jugée le jugement qui rejette sa demande (1).

1. Cass. 14 décembre, 1813. Demolombe XIII, n° 285 Baudry et Wahl, *Successions*, t. I, p. 206.

VII. — *A quels successeurs s'applique l'indignité.*

Dans l'ancien droit, l'indignité frappait tous les successeurs; aujourd'hui, elle ne s'applique plus qu'aux héritiers légitimes et naturels et aux successeurs irréguliers. La jurisprudence a statué en sens contraire : « attendu que l'article 727 placé sous l'intitulé : *Des qualités requises pour succéder*, définit les cas dans lesquels il y a indignité de succéder et par cette cause exclusion de la succession ; — Que rien n'indique, que le législateur ait entendu restreindre aux héritiers légitimes l'indignité de succéder ; — Que les graves considérations morales d'où dérive l'indignité de succéder, s'appliquent avec la même force à tous ceux qui ont le titre d'héritiers ou de représentants *in universum jus* de la personne du défunt, soit que leur titre vienne de la vocation de la loi, soit qu'il vienne de son testament (1) », Il y a un grand intérêt à résoudre cette question dans un sens ou dans l'autre, car l'héritier indigne est tenu de restituer tous les fruits et revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession, (Art. 729. C. civ.) tandis que le légataire privé de son legs, pour cause d'ingratitude n'est tenu de rendre les fruits qu'à partir du jour de la demande, comme le donataire.

La doctrine de la cour de Lyon nous paraît erro-

1. Lyon 12 janvier 1864. S. 64. 2. 28. D. 64. 2. 66.

née : les causes de révocation des testaments ne sont pas identiquement les mêmes que les causes d'indignité et l'obligation de dénoncer le meurtre du défunt, n'est imposée qu'à l'héritier *ab intestat*. En outre il semble peu vraisemblable, que le législateur, dans les mêmes cas, ait voulu faire tomber le même acte, sous l'application de deux dispositions différentes au choix des héritiers. Il s'est donné la peine d'exclure de la succession pour cause d'ingratitude les donataires et légataires, c'est donc qu'ils n'étaient pas déjà exclus comme indignes. Du reste, rien n'empêche les tribunaux d'apprécier, si la troisième cause d'indignité qui n'est pas contenue dans les articles 953, 955 et 1046 doit être, suivant les circonstances, qualifiée d'injure grave et entraîner la déchéance de la libéralité (1). Et il reste toujours, que l'article 727 est compris dans le titre des successions déférées par la loi, dont les dispositions ne s'appliquent ni à l'hérédité testamentaire ni aux donations.

En droit romain, la plupart des causes d'indignité s'appliquaient aux legs et aux fideicommiss ; il fallait cependant en excepter les cas où les légataires négligeaient de racheter le défunt captif pourvu qu'ils fussent âgés d'au moins dix-huit ans, ou refusaient d'accep-

1. Il en sera ainsi notamment, lorsque le légataire ou le donataire sera un fils qui doit considérer comme un devoir de poursuivre le meurtrier de son père.

ter une tutelle. En outre il y avait certaines causes d'indignité, qui tout en agissant en matière de legs, ne souffraient pas application aux institutions d'héritiers (1).

1. Il est encore à remarquer, que le légataire qui à tort arguait de faux, non pas le testament en entier, mais seulement l'institution de l'un des héritiers, ne perdait que la part du legs qui incombait à cet héritier. L. L. D. 34. 9.

CHAPITRE IV

Effets de l'Indignité.

I. — A l'égard de l'indigne.

De quelle succession il est exclu.

Les auteurs s'accordent à distinguer nettement l'indignité de l'incapacité ; l'indignité suppose la capacité, puisqu'elle est une punition infligée à celui qui réunit toutes les conditions nécessaires pour succéder.

Il faut en effet reconnaître des différences entre l'incapacité et l'indignité : au point de vue des causes qui y donnent lieu, il n'y a aucun rapport entre l'une et l'autre (1). Lebrun marquait également la distinction que l'on y voit, entre la privation de la faculté d'*acquies*rir et celle de *conserver* (2). Mais on doit noter cependant de grandes ressemblances entre ces deux qualités négatives. La loi les fait ressortir, en les mettant dans le chapitre qui traite des *qualités requises pour succéder*. A la vérité, le code ne dit pas quelles sont

1. Domat. 2^e partie, livre 1, titre I, section 3.

2. Lebrun. Livre III, chapitre I, n° 9.

es qualités requises, mais seulement : telles personnes sont *incapables*, telles personnes sont *indignes*. Donc l'indignité aussi bien que l'incapacité est une absence des qualités requises pour succéder.

L'indigne est exclu de la succession qu'il a été déclaré indigne de recueillir, c'est-à-dire, de la succession du défunt, contre lequel il a commis un des faits prévus par l'article 727. Il pourrait au contraire hériter des personnes qui ont profité de son indignité. Par exemple Primus ayant recueilli la part qui sans l'indignité aurait été dévolue à Secundus, décède en laissant ce dernier pour héritier, Secundus viendra utilement à la succession.

Le droit romain admettait également cette solution (1). En droit français la question était très discutée : d'après Pothier « l'enfant exhérédé peut succéder à ses frères et sœurs, quoiqu'il trouve dans leur succession les biens de ses père et mère parce qu'il a été exhérédé ; l'exhérédation ne le prive que du droit de succéder directement à ses père et mère qui l'ont exhérédé et n'empêche point qu'il ne puisse en profiter indirectement et du chef d'autres personnes dont il devient par la suite héritier » (2). Lebrun croyait au contraire

1. L. 7 D. *De his que ut indig.*, 34. 9.

2. Pothier. *Tr. des successions*. Ch. I, sect. 2, art. IV, question 4. cf. Domat. *Les Lois Civiles*, liv. I, tit. I, sect. 3. Bourjon. *Droit commun, successions*, section VIII. Poullain Duparc, *Principes du droit français*, IV, n° 401.

que l'indigne ne pouvait profiter ni directement ni indirectement de sa faute, il s'appuyait même sur le droit romain et rapporte un jugement qui évince une femme meurtrière de son mari, des biens dont elle avait hérité de son fils ; mais il faut ajouter qu'elle avait empoisonné en même temps son fils, ce qui change totalement l'hypothèse (1).

L'indigne est donc exclu seulement des droits qu'il aurait recueillis en vertu de son titre d'héritier, il peut recueillir tout autre hérédité. Il conservera donc les libéralités que le *de cujus* lui avait faites ; en effet l'indigne atteint comme héritier, ne l'est pas comme donataire et l'on ne saurait invoquer pour l'en exclure l'arrêt de la cour de Bordeaux du premier décembre 1853, car la donation avait été faite dans l'espèce sous condition de retour au profit du donateur en cas de prédécès du donataire, et c'est l'acte par lequel le meurtrier avait détruit les chances de survie existantes et rendu par son fait, impossible, la condition qui doit être considérée comme accomplie (art. 1178), qui a motivé cette décision.

N'étant pas héritier, l'indigne est également dispensé du rapport. Il n'est pas douteux non plus que l'indigne puisse représenter le défunt dans les successions ouvertes après le décès de celui-ci. Le représentant

1. Lebrun. Liv. III, ch. IX, n° 7. Cf. Rousseau de Lacombe.
V. *Indignité*.

indigne ne succède pas au représenté et ne tient pas ses droits de lui ; qu'importe qu'il soit indigne à son égard puisqu'il a les qualités requises pour succéder à celui dont il réclame l'hérédité. Après cela il est bien inutile de considérer comme invraisemblable, que le défunt ait accordé son affection à un descendant exclu de la succession comme indigne. La loi n'a fait aucune restriction et son sens n'est pas contestable, « la représentation n'est pas une transmission des droits de la personne représentée, mais une saisine légale de son degré ; cela est de droit commun et s'applique en cas d'exhérédation. (1) »

Enfin les biens auxquels l'indigne est appelé en vertu d'une substitution permise et dont le défunt était grevé à son profit, sont recueillis par lui à titre de donataire ou de légataire. Il ne les acquiert donc pas *jure hereditario* du grevé, mais il les reçoit du disposant (2). Cette solution ne souffre aucune objection juridique, bien qu'il soit très grave d'admettre que l'indigne ait par son fait supprimé les chances de survie qui exis-

1. Bourjon. *Le droit commun de la France*, t. I. 2^e partie, chap. 2, section I, § IV. Cf. Lebrun. *Successions*. p. 439. — Ricard. *De la représentation*, ch. 8.

2. L'exhérédation ne prive pas l'exhéredé des biens substitués que le défunt par qui il a été exhéredé, était chargé de lui restituer après sa mort, car il ne les tient pas de celui par qui il a été exhéredé et qui a été chargé de les lui restituer. Pothier. *Tr. successions*. Ch. I. p. 71.

taient en la personne du grevé. Mais cette chance purement aléatoire enlevée au défunt ne suffit pas à fonder une aussi grave déchéance.

Si la mort du grevé a été causée par l'indigne, cet événement donnera ouverture à une action en dommages-intérêts au profit des héritiers qui ont pu éprouver un grave préjudice, résultat des avantages produits sans la mort du défunt, par les biens frappés de substitution (1).

II. — *A quelles personnes est dévolue la succession enlevée à l'indigne.*

Nous savons qu'en droit romain, les biens enlevés à l'indigne étaient généralement attribués au fisc (2), mais ils pouvaient aussi l'être à certaines personnes : ainsi celui qui détournait de la succession les biens légués, afin de ne pas exécuter les legs ou refusait de faire enterrer le défunt, était privé de la succession qui passait à ses cohéritiers (3).

Dans l'ancien droit : « L'indignité de l'héritier profite

1. Demolombe, XIII, n° 300. Baudry et Wahl, t. I. p. 195 et arrêt de la Cour de Bordeaux, 1^{er} décembre 1853. S. 54. 2. 125. D. 54. 2. 157.

2. L. 5. D. 34. 9. L. I. D. 49. 14. Paul Sent. Lib. V, tit. XII, §§ 2, 3.

3. L. 6. D. *ad leg. Corn. de falsis*, 48. 10. L. 12. D. *de religiosis*, 11. 7.

aux héritiers soit de même degré, soit d'un degré plus éloigné » et comme il faut partout une exception, « les enfants de l'assassin ne viennent point aux biens de celui que leur père a assassiné (1). »

On doit signaler aussi une autre particularité; lorsque la veuve avait été déclarée indigne, pour conduite manifeste dans l'année du décès de son mari, la succession des enfants était dévolue uniquement aux héritiers de la ligne paternelle à l'exclusion de la mère. L'indignité étant causée pour une injure grave à la mémoire du mari, à ses parents seuls était due la réparation (2).

Il en est encore ainsi, dans la législation actuelle; les biens dont l'indigne est privé, sont dévolus aux personnes qui auraient été appelées à son défaut, c'est-à-dire à ses cohéritiers, ou aux héritiers du degré subséquent. Il conviendra donc de faire le partage suivant les règles des successions et des donations; par exemple: si l'indigne était héritier réservataire, tous les biens de la succession appartiendront au donataire ou au légataire universel, car la réserve était le seul obs-

1. Lebrun, *Tr. des successions*, L. III, ch. IX. Cf. Dumoulin. *Coutume de Paris*, § 8, glose 3. Bacquet : *Du droit d'Aubaine*, partie 3, ch. 25. Boerius. *Décision*, 25. Brodeau sur Louet, lettre S, n° 20. Bourjon. *Le droit commun*, t. I, 2^e partie, ch. 2.

2. Dupin. *Traité des peines de secondes noces*, tit. II, ch. VII, n. 20 et 21. *Arrêt du parlement de Toulouse*, 14 février 1585 (Maynard, liv. III, ch. 94).

tacle qui les privait de l'intégrité de la succession. De même un frère indigne en présence d'ascendants et d'un légataire universel, le frère indigne n'ayant jamais été héritier, l'obstacle qui empêchait l'ascendant d'arriver en ordre utile à la succession est levé, celui-ci devient héritier et peut exercer son droit à la réserve.

Afin de bien comprendre les rapports de l'indigne, avec les personnes appelées à recueillir la succession ou la part de succession qui lui était dévolue, on doit d'abord résoudre la question suivante : L'indigne est-il considéré comme n'ayant jamais été héritier ? ou bien au contraire faut-il placer la date de sa déchéance au moment de la déclaration d'indignité ?

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point ; elles admettent que dans ses rapports avec les héritiers appelés à son défaut à lui succéder, l'indigne est considéré comme n'ayant jamais eu aucun droit à la succession, la déclaration d'indignité entraîne une résolution *ex tunc* (1). Rien n'est plus logique, l'héritier est indigne dès l'instant de l'ouverture de la succession. Dans son discours au corps législatif, le 29 germinal

1. Delvincourt 11. p. 26. Toullier IV. 114. Demolombe, XIII, n° 301. Aubry et Rau VI, p. 290. Laurent IX, n° 22. Fuzier Herman art. 727. Huc. V. n° 49. Daniel de Follville, *Revue pratique* XXXII, p. 521. Le Sellyer 1. n° 184. Rouen 21 prairial an XIII. Rouen 2 messidor, an XIII. Cass. 22 juin 1847 Cass. 13 novembre 1855.

an XI, l'orateur du Tribunal émet la même opinion (1), et un arrêt de la cour de cassation du 22 juin 1847 décide que l'héritier déclaré indigne est réputé n'avoir jamais en la saisine de la succession.

En conséquence, dit Siméon, l'indigne « à l'instar d'un possesseur de mauvaise foi, s'il a joui de la succession, non seulement on la lui ôtera, mais on lui arrachera les fruits » et l'article 727 formule ainsi une application du principe : « l'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de *rendre tous les fruits et les revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession* ». C'est bien que, légalement l'indigne est réputé de mauvaise foi puisque le possesseur de bonne foi ne restitue pas les fruits qu'il a perçus (art. 549. C. Civ.).

Cette opinion est tout à fait logique avec notre théorie ; l'indignité est établie *par la loi*, elle existe dès l'ouverture de la succession, qu'il y ait eu ou non une action intentée par les cohéritiers de l'indigne, à quelque époque qu'un jugement ait statué. Le successible étant exclu comme *indigne* aussitôt l'hérédité ouverte, il est de mauvaise foi, par cela seul qu'il se met en possession des biens. Ceux qui prétendent que l'indignité résulte d'un jugement se trouvent très embarrassés, car l'héritier peut contester de bonne foi qu'il se trouve dans un cas d'indignité et à ce moment-là

1. Siméon, *discours au corps législatif*. Loqué, t. 10, p. 273.

comment présumer qu'il est de mauvaise foi et comment expliquer l'article 729. Demolombe se résigne à dire que la loi en a ainsi décidé (1); mais dans le troisième cas d'indignité on peut difficilement justifier la rigueur de la loi. Si l'héritier est resté pendant plusieurs années dans l'ignorance du meurtre du défunt et ne l'a pas dénoncé, il a été pendant ce temps possesseur de bonne foi, sa mauvaise foi ne commence que du jour où il a connu le meurtre du défunt.

Et cependant l'article 729 est si général que personne ne prétend plus faire une exception dans cette hypothèse (2).

S'il semblait au premier abord que dans notre opinion l'héritier est également de bonne foi et que le sens moral se révolte de la même façon à punir un héritier innocent et de bonne foi, ce n'est qu'apparence, car l'héritier ne possède de bonne foi que lorsqu'il se croit héritier et il ne peut se croire héritier que lorsqu'il se sent digne de succéder. Or nous avons admis d'une part, que la loi excluait l'indigne dès l'ouverture de la succession parce que, d'autre part, la cause de l'indignité, la haine ou l'indifférence envers le défunt existaient dès ce moment et non pas seulement du jour où il a été instruit du meurtre (3).

1. Demolombe, t. XIII, p. 402.

2. Marcadé qui soutient le contraire n'a pas été suivi. Marcadé, t. III, p. 56.

3. En ce sens, Laurent, t. II, n° 23.

Exclu de la succession, l'indigne n'y peut rien recueillir comme il n'en peut rien conserver, s'il s'est mis en possession. Il devra donc restituer les fruits qu'il aura perçus dans l'hypothèse précédente, avant qu'il ait connu le meurtre de son auteur.

A plus forte raison devra-t-il remettre dans la succession, les biens héréditaires eux-mêmes, avec leurs accessoires et tous les accroissements qu'ils ont reçus. Il a été jugé que la conversion d'un titre de rente 41/2 pour 100 en un titre de rente 3 pour 100 opérée par l'héritier déclaré indigne, en exécution de la loi du 12 février 1862, n'a pas eu pour effet d'enlever à cette rente le caractère de valeur héréditaire; que dès lors le titre de rente 3 pour 100 doit donc être restitué (1).

L'indigne n'ayant aucun droit, n'a pas qualité pour vendre les biens héréditaires, mais s'il les a aliénés, que doit-il restituer ? le prix ou la valeur ? Assurément si le prix retiré est supérieur à la valeur de la chose, il devra ce prix, car il ne doit pas s'enrichir aux dépens de la succession. Peu importe que le véritable héritier n'eût pas fait ce profit, si par exemple les choses avaient péri par cas fortuit peu après la vente et que l'héritier ne se fût pas également pressé de les vendre. C'est la décision des lois romaines et de Po-

1. Lyon, 12 janvier 1864, D. 64. 2. 66. S. 64. 2. 28. Demolombe, XIII, n° 302. Aubry et Rau, VI, p. 290. Laurent, IX, n° 24. Fuzier-Herman, art, 727. Baudry et Wahl, I, p. 196.

thier (1), et l'application du principe établi par les articles 1382 et 1383 : celui qui par un fait cause un dommage à autrui est tenu de le réparer (2). Toutefois dans l'opinion où l'indigne est réputé de bonne foi, jusqu'au moment où la cause d'indignité s'est produite, l'indigne pourrait restituer le bénéfice retiré du prix des aliénations antérieures à cette époque.

Mais en tout cas, les immeubles que l'héritier a acquis depuis l'ouverture de la succession pour son propre compte, bien qu'il les ait payés des deniers de la succession, n'ont pas pris pour cela la nature de valeurs héréditaires ; par conséquent, cet héritier n'est pas tenu de les restituer (3). C'est la solution donnée par la jurisprudence, il nous semble que non seulement l'héritier n'est pas tenu de rendre les immeubles, mais encore, qu'il n'a pas la faculté de les remettre aux véritables héritiers. Il doit rendre, en effet, ce qu'il a reçu comme héritier, c'est-à-dire les deniers ; les biens qu'il a acquis sont sa propriété et la loi n'a dit nulle part que ces biens seraient subrogés aux deniers.

Outre la restitution des fruits et revenus, l'indigne évincé, doit-il les intérêts des sommes faisant partie de l'actif héréditaire, à partir du jour où il les a touchées, ou à partir du jour de la demande. Cette question a

1. L. 20 § 17. D. *De hered. fet* 5. 3. Pothier, de la propriété, n° 417.

2. *Cass.* 19 février 1839. S. 39. 1. 505.

3. *Lyon.* 12 janvier 1864. S. 64. 2. 28. D. 64. 2. 66.

soulevé une vive controverse. Tout le monde convient que l'indigne doit être traité comme un possesseur de mauvaise foi, mais on conteste que le possesseur de mauvaise foi, doive les intérêts des sommes qu'il a reçues pour le temps antérieur à la demande en sorte que la question est seulement déplacée (1). Le droit romain distingue les fruits des intérêts, les fruits sont le produit naturel des biens héréditaires, les intérêts ne sont que le produit d'une disposition de la loi (*ex lege*) ou d'une stipulation (*ex stipulatione*). Il s'ensuit plusieurs différences dont l'une est que le possesseur de mauvaise foi est tenu des fruits perçus et même de ceux qu'il a négligé de percevoir, tandis qu'il n'est pas tenu des intérêts qu'il aurait pu percevoir, mais seulement de ceux qu'il a perçus, il ne devait au fisc les fruits civils qu'à partir de la *controversio bonorum cum fisco* (2).

L'ancien droit admettait sans aucune distinction que « l'indigne qui avait joui de quelque bien de l'hérédité, devait en rendre tous les fruits et autres revenus de tout le temps de sa jouissance, et aussi les intérêts des deniers qu'il pourrait avoir reçus, soit des débiteurs

1. Delvincourt, II, p. 26; Duranton, VI, p. 423; Vazeille, art. 729, n° 1; Marcadé, 729, t. 2; Hureaux, I. 186; Aubry et Rau, VI, p. 290; Laurent, IX, n° 24; Fuzier-Herman, art. 729, p. 2; Baudry et Wahl, I, p. 197.

2. L. 28, D. *De hereditatis petitione*, 5, 3; L. 62. D. *De rei vindicatione*, 6, 1; Cujas, *Questions de Papinien*.

de la succession ou de la vente de quelques immeubles ou pour d'autres causes, car il est au rang du possesseur de mauvaise foi *même avant la demande* (1).

Ces principes ont été adoptés par les rédacteurs du code civil et qu'on ne dise pas, que le possesseur de mauvaise foi n'ayant pas perçu les intérêts, il ne doit pas les restituer, car il a empêché le véritable héritier de faire un placement de ses capitaux et il est tenu à réparer le dommage ainsi causé. Certains auteurs toutefois, par application de l'article 1153 du code civil n'obligent l'indigne à payer les intérêts que du jour où une demande en justice a été régulièrement introduite contre lui (2). Mais ce principe spécial aux relations contractuelles ne concerne pas les sommes touchées par un possesseur de mauvaise foi, qui de plein droit est en demeure de les restituer et doit par conséquent les intérêts du jour où il les a reçues (art. 1151 et 1378). Cette opinion est admise, même par certains auteurs qui professent la nécessité d'un jugement pour faire déclarer l'indignité, si en effet « l'indignité doit être prononcée en justice, il n'en est pas moins certain qu'elle est encourue dès l'instant où se produit le fait délictueux auquel elle est attachée et dès cet

1. Domat, 2^e partie, liv. I, tit. 1, sect. 3, p. 12.

2. Toullier IV, n. 114, Malpel, n. 56, Belost-Jolimont sur Chabot, art. 729, Ducaurroy, Bonnier et Roustain II, n. 432, Demante III, n. 38 *bis*, Demolombe XIII, n. 307, Hue V, n. 49. Le Sellyer I, n. 186.

instant, l'auteur de ce fait est éventuellement soumis à toutes les conséquences de l'indignité et se trouve par cela même comme possesseur de mauvaise foi, constitué en demeure de restituer avec intérêts, les capitaux héréditaires versé entreses mains » (1). L'indignité opère rétroactivement, au cas où l'héritier ne dénonce pas le meurtre du défunt parce qu'il l'ignore, nous avons déjà vu de quelle manière il est de mauvaise foi, et cette objection est résolue sans difficulté dans notre opinion (2).

L'indigne doit également tenir compte du loyer de l'immeuble héréditaire qu'il a occupé ; *enim omne lucrum auferendum esse tam bonæ fidei possessori quam prædoni dicendum est* (3).

Il s'est enrichi en ne prenant pas sur ses propres biens, la somme nécessaire à son logement. On devra donc apprécier la valeur locative de l'immeuble et faire restituer une somme égale à celle que les héritiers auraient pu percevoir, s'ils avaient été en possession de l'immeuble.

L'indigne doit même les intérêts des sommes provenant des fruits par lui vendus et les intérêts des intérêts en suivant les règles des articles 1154 et 1155 du Code civil. Le droit civil admet en effet la capitali-

1. Aubry et Rau, t. VI, p. 290, note 4.

2. Voir page 111.

3. L. 28 D. *De her. pet.* 5. 2.

sation des intérêts que prohibaient l'ancien droit et le droit intermédiaire (1).

L'action en restitution des intérêts s'éteint avec l'action en pétition d'hérédité ; l'indigne ne serait donc pas reçu à invoquer la prescription de cinq ans. Cette prescription a été établie par l'article 2.277 du Code civil pour prévenir une accumulation d'arrérages, d'intérêts ou d'annuités, qui deviendrait ruineuse pour les débiteurs, mais elle ne s'applique qu'aux restitutions d'intérêts de sommes d'argent, or, l'indigne est débiteur de la masse héréditaire, et la prescription de trente ans peut seule le libérer des intérêts comme de la dette principale (2).

Comme détenteur de la chose d'autrui, l'indigne est responsable de sa gestion, mais de plus il est possesseur de mauvaise foi ; ses actes d'administration entraînent donc une responsabilité particulièrement sévère ; s'il exécute des constructions sur les immeubles de l'hérédité, il sera traité comme un possesseur de mauvaise foi et les héritiers auront le droit ou de les retenir ou de l'obliger à les enlever (art. 555 c. civ.) ; s'il dégrade les biens il est encore traité comme un

1. Cass. 8 frimaire, an XII. S. 4. 1. 120. Aubry et Rau, VI. p. 291. Baudry et Wahl, I. p. 190.

2. *Contra*. Delvincourt, 11, p. 23, note 10. Le Sellyer, I, p. 190.

possesseur de mauvaise foi, car il n'a jamais pu se croire propriétaire (1).

Mais si les héritiers veulent conserver les ouvrages effectués par l'indigne ils lui rembourseront « *la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre*, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de la valeur que le fonds a pu recevoir ».

L'indigne pourra encore se faire rembourser par les héritiers, le montant des dettes héréditaires qu'il a payées ; il a en effet payé les dettes des héritiers qui ne doivent pas s'enrichir à ses dépens. On est d'accord sur ces points dans toutes les opinions, mais de quelle date courent les intérêts des sommes dues à l'indigne ? En faisant l'application du droit commun (art. 1153 c. civ.) on est conduit à décider que les intérêts ne courent que du jour de la demande en justice. L'indigne est en effet dans la situation de toute personne qui paie la dette d'un tiers, puisqu'il n'a jamais été héritier. On objecte que l'indigne et l'héritier ne sont pas à considérer comme étrangers l'un à l'autre puisque la restitution de l'hérédité qui forme l'objet de l'obligation du premier et du droit du second, doit donner lieu à un règlement de compte, dans lequel ils auront à se bonifier respectivement ce qu'ils peuvent se devoir (2).

1. Demolombe, XIII p. 304, Laurent, IX, n° 24, Daniel de Folleville. *Revue pratique*, 1871 XXXII, p. 521 et s.

2. Aubry et Rau, t. VI, p. 291, note 9. Fuzier-Herman, art. 729, n° 4.

Cet argument ne peut prévaloir contre le droit commun et son développement logique, obligerait à accorder dans tous les cas à l'indigne, les intérêts des sommes payées du jour de leur paiement. Or les partisans de cette opinion, n'admettent cette solution que si les dettes éteintes portent elles-mêmes intérêts ou si elles étaient échues, de manière que le paiement n'en puisse être différé, sans exposer la succession à des poursuites.

On a également remarqué que l'indigne devait recevoir les intérêts des sommes par lui payées en vertu de l'article 2001 ; mais cette disposition du code civil relative au rapport du mandant et du mandataire, ne peut s'appliquer aux relations de l'indigne avec les héritiers.

Quel est l'effet de l'indignité sur les droits réels ou personnels que l'héritier possédait ? S'éteignent-ils par confusion pour revivre quand l'héritier est exclu comme indigne de la succession !

Chez les Romains, on dépouillait l'indigne des biens qu'il avait recueilli dans la succession, mais la qualité d'héritier lui restait, de sorte que les droits que l'indigne avait contre la succession s'étaient éteints par confusion et l'indigne restant héritier ; malgré la déchéance dont il était frappé, la confusion n'en existait pas moins. C'est ce que dit Modestin : « *indigno hærede pronunciato ademptâ hereditate, confusas*

obligationes restitui non oportet (1) » et Ulpien ajoute « *imperator noster cum patre rescripsit obligationes confusas non resuscitari* (2) ».

La législation romaine avait déduit rigoureusement les conséquences du principe, d'après lequel, l'indigne restait héritier (*hæres nomine sed non re*). Elle ne fut pas suivie par l'ancienne jurisprudence française : « il n'y a que la propriété incommutable, qui produise une confusion aussi incommutable » ; et « n'est-ce pas étendre la peine de l'indignité au-delà des bornes que de priver l'héritier de ses biens particuliers et d'en augmenter la succession du défunt ; n'est-ce pas contraire à la règle qui dit, que ce qui ne dure pas, n'est pas censé arrivé et qui ne compte point pour fait, ce qui ne subsiste qu'un moment ». (3)

Pour nous, il résulte de notre théorie de l'indignité de plein droit, qu'il n'y a jamais eu de confusion puisque l'indigne n'a jamais été héritier ; il pourra donc les exercer.

Dans l'opinion contraire, les créances, droits et actions s'éteignent par confusion, mais la plupart des auteurs admettent qu'ils revivent avec toutes les sûre-

1. L. 8 D. *De his quæ ut indignis* 34. 9.

2. L. 29. D. *De jure fisci*. 46. 14.

3. Lebrun. *Traité des successions*. Liv. III. Ch. IX, n° 25. Rousseaud de Lacombe, V° *Indignité*. Despeisses, II, tit. *Des droits et oblig. des héritiers*, sect. III, n° 28.

tés qui y étaient attachées, par la déchéance du successeur. Cela n'est peut-être pas très conséquent lorsque l'on attribue au jugement, l'effet de l'indignité; car l'indigne ayant été héritier, la confusion s'est opérée, il faudrait décider comme les jurisconsultes romains que le jugement ne peut la résoudre (1).

En tout cas, dans notre droit actuel, nous pouvons admettre que l'indigne peut se faire payer sa créance par ceux qui l'auront exclu, qu'il rentre dans tous ses droits momentanément ou jamais confondus suivant les opinions. Au contraire, s'il est débiteur du défunt, il se trouve soumis aux poursuites des héritiers, qui ont recueilli les droits de la succession.

III. — *Effets de l'indignité à l'égard des tiers.*

Nous avons vu, que dans ses rapports avec les parents appelés à succéder à son défaut, l'indigne est réputé n'avoir jamais eu aucun droit à la succession. La plupart des auteurs n'ont pas voulu généraliser et admettre le même principe au regard des tiers. La théorie courante aboutit à la résolution rétroactive de la saisine par l'effet du jugement qui prononce l'indignité,

1. Demante, III, n. 38 *bis*, Demolombe, XIII, n. 302 *bis*. Aubry et Rau, VI, p. 291. Laurent, IX, n. 26. Fuzier-Herman, art. 727. Huc, V, n. 49. Le Sellyer, I, n. 179 et H. Baudry et Wahl, I, p. 199.

mais cette résolution est purement relative à l'égard des tiers, elle rescinde la saisine pour l'avenir et elle la laisse subsister dans le passé (1). Les droits consentis par l'indigne, sur les biens héréditaires avant la déclaration d'indignité, seront donc maintenus, comme s'il avait été propriétaire incommutable, et tout ce qu'il aura fait postérieurement au jugement déclaratif d'indignité sera nul comme émané *a non domino*.

On en conclut, que les aliénations à titre onéreux ou à titre gratuit, les constitutions de servitudes et d'hypothèques, les baux, et tous les droits réels consentis par l'indigne avant la déclaration d'indignité, doivent être maintenus, sauf l'obligation pour l'indigne de tenir compte aux héritiers qui l'excluent, des profits qu'il a pu retirer de ces différents actes.

Cette opinion se fonde sur plusieurs motifs. La résolution qui frappe l'indigne a, dit-on, un caractère pénal, or la peine ne doit atteindre que le coupable. Mais nous savons que l'indignité n'est pas une peine proprement dite, qu'elle résulte principalement de l'intention présumée du défunt et d'un principe d'ordre public. On ne peut donc invoquer ici la personnalité des peines.

Rien ne permet non plus, de considérer l'indignité comme ayant un effet rétroactif vis-à-vis des tiers et

1. Marcadé, art. 729. Zachariæ, n. 592. Demante III, 38 bis. Aubry et Rau t. VI, n. 594. Le Sellyer I, n. 170. Daniel de Folleville. *Revue pratique*, t. 32, p. 521.

l'article 729 qui impose à l'héritier exclu l'obligation de « rendre tous les fruits et revenus, dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession » semble bien *a contrario*, décider qu'il ne lui impose aucune autre obligation et que dans ces limites seront valables tous les actes passés avec des tiers.

Et si l'on peut, sans inconvénient, appliquer le principe de la rétroactivité, dans les rapports de l'indigne avec les héritiers qui l'ont fait exclure, c'est que les intérêts de l'indigne sont seul lésés, tandis que les tiers qui ont traité avec l'indigne ne doivent éprouver aucun préjudice du fait de l'indignité. Mais ne voit-on pas que c'est vouloir faire la loi plutôt que l'appliquer.

Les mêmes auteurs, s'appuient encore, sur un argument d'analogie tiré de l'article 958 du Code civil ; la révocation d'une donation pour cause d'ingratitude ne préjudicie ni aux aliénations, ni aux charges réelles dont le donataire a pu imposer sur l'objet de la donation. Cet argument n'a aucune valeur, il montre au contraire, que le législateur, en édictant que la résolution d'une donation pour ingratitude, ne produirait pas d'effet contre les tiers et en gardant le silence en matière d'indignité a voulu marquer une différence, qui ne permet pas d'assimiler des cas aussi dissemblables.

Toutefois la validité des actes passés entre l'indigne et des tiers avant la déclaration d'indignité, est subordonnée pour les partisans de cette opinion à la bonne

foi des parties contractantes. S'il y avait eu collusion frauduleuse, imputable aux tiers avec lesquels l'indigne a traité, les héritiers auraient le droit incontestable de faire rescinder ces actes, *fraus omnia corrumpit*. Il suffira même, que les tiers contractants soient de mauvaise foi sans que les héritiers aient à démontrer la mauvaise foi de l'indigne, et sans qu'ils aient besoin de demander l'annulation du contrat. Au contraire, l'acte passé par l'indigne avec un tiers de bonne foi serait valable (1). La cour de Poitiers a rendu un arrêt en ce sens, mais elle exige la bonne foi de part et d'autre (2).

Les controverses naissent, toutes, des divergences d'opinion sur la manière dont s'opère l'indignité. Si l'indignité s'opère de plein droit, l'héritier exclu au moment de l'ouverture de la succession, n'a aucune qualité pour transmettre un droit auquel lui-même n'a aucun titre. Ainsi l'indigne qui vendrait un bien ou donnerait à bail un immeuble de la succession, ne transmettrait ni la propriété, ni aucun droit sur l'immeuble ;

1. Malleville, art. 729, Delvincourt, II, p. 23. Chabot, art. 727 Toullier, IV, n° 115. Merlin, *Indignité*. Duranton, VI, n° 126. Marcadé, art. 729. Poujol, art. 72 n° 4. Taubier, III, p. 135. Ducaurroy, Bonnier et Roustain, II, n° 433. Demante, III, n° 30 bis. Aubry et Rau, VI, p. 292. Lesellyer, I, n° 170, *Contrà* Demolombe, t. XIII, p. 409, et ss. Laurent, IX, n° 29. Baudry et Wahl, p. 201.

2. Poitiers, 25 juin, 1856, D. 56. 2. 195.

la vente et le bail seraient frappés de nullité, car celui qui n'a aucun droit sur une chose ne peut le transmettre à un tiers (1).

Si, au contraire, l'indignité résulte d'un jugement, l'indigne a été propriétaire des objets de l'hérédité jusqu'à ce jugement; il avait donc le droit de disposer des biens de la succession. Par suite, les ventes consenties seront valables au profit des tiers et ne pourront donner lieu qu'à une action en dommages-intérêts contre l'indigne (art. 1382) et il n'y a pas lieu de distinguer si l'acquéreur est de bonne ou de mauvaise foi, car si l'indigne a le droit d'aliéner, il doit l'avoir dans tous les cas. Telle serait la conséquence logique du principe et ses partisans n'osent l'appliquer. Afin d'annuler les actes contractés de mauvaise foi, les uns prétendent que la meilleure manière de réparer le dommage causé par les tiers qui ont de mauvaise foi traité avec l'indigne, est de les obliger à restituer les biens acquis; mais ce n'est pas l'acquéreur, fût-il de mauvaise foi, qui a causé le dommage, c'est le véritable héritier, et il en a seulement profité. D'autres professent la nullité des actes à titre gratuit même si le tiers a été de bonne foi. Mais pourquoi? Si l'indigne est héritier, il peut disposer à titre gratuit aussi bien qu'à titre onéreux.

Et pour montrer combien il est difficile de rester

1. Cf. Pothier, *Du louage*, n° 56.

conséquent avec une théorie dont le fondement ne se trouve nulle part dans la loi, il suffit de remarquer les distinctions faites par l'un de ses partisans les plus distingués. Demolombe enseigne que l'indignité n'existe qu'en vertu d'un jugement, il admet en outre que parmi les actes faits avant le jugement, les uns sont valables, les autres doivent être annulés (1); seront maintenus les paiements faits de bonne foi par les débiteurs de la succession, les baux passés par l'indigne, les jugements rendus pour ou contre lui, en un mot tous les *actes nécessaires*; on annulera au contraire les *actes volontaires*, tels que l'aliénation des droits successifs, les donations entre-vifs, les legs de biens héréditaires. Et encore faudra-t-il que les tiers n'aient aucune faute à se reprocher.

Demolombe sous-entend ici l'idée de mandat; la loi accorde à l'héritier indigne un pouvoir d'administration très étendu. En sa qualité de possesseur interimaire il peut accomplir des actes, que la déclaration d'indignité ne peut empêcher d'avoir utilement existé. La position de l'indigne, jusqu'au jugement qui l'exclut de la succession, offre ainsi la plus grande ressemblance avec celle d'un héritier appelé parce que celui qui vient en ordre utile est absent (art. 136 C. civ.). Mais pour que l'indigne, fût le mandataire de l'héritier véritable il faudrait un texte de loi qui lui confère cette qua-

1. Demolombe, XIII, n° 311.

lité et la théorie du mandat est inapplicable, puisqu'elle conduirait logiquement à rendre valables tous les actes d'administration.

Enfin toutes les opinions, qui veulent admettre la validité des actes faites par l'indigne antérieurement à la déclaration d'indignité sont en contradiction formelle avec la théorie de la saisine. D'après l'article 724 l'héritier est saisi de plein droit dès l'ouverture de la succession ; et à défaut de l'héritier appelé au premier rang, les parents qui viennent en ordre utile ont la saisine qui est même censée leur avoir appartenu dès l'ouverture de la succession. Le véritable héritier saisi, aurait donc en même temps que l'indigne dessaisi, le droit de disposer des biens d'une même hérédité ; et deux personnes pourraient donc en même temps être propriétaires de la même chose ?

A l'égard des tiers comme à l'égard des héritiers, les droits de l'indigne ne se sont jamais éteints par confusion puisqu'il n'a jamais été héritier, il continuera donc de les exercer. Dans les différentes opinions contraires les droits de l'indigne ont bien été effacés par la confusion mais il revivent lors de la déclaration d'indignité ; l'indigne cesse d'être héritier activement et passivement. Il n'est même pas nécessaire d'admettre ici la théorie de la rétroactivité du jugement en déclaration d'indignité. La confusion, en effet, n'avait pas éteint les créances, puisque la confusion n'est pas un mode d'extinction des créances, mais elle avait produit

l'impossibilité de la faire payer et c'est seulement cette impossibilité qui disparaît.

Il s'ensuit qu'une fois l'indignité prononcée, les créanciers de la succession, n'ont plus à exercer d'action contre l'indigne, pour le paiement de leurs créances contre le défunt, et que l'indigne ne peut non plus poursuivre les débiteurs héréditaires. (1)

IV. — *Effets de l'indignité à l'égard des enfants de l'indigne.*

L'article 730 dit que « *les enfants de l'indigne venant à la succession de leur chef et sans le secours de la représentation, ne sont pas exclus par la faute de leur père* ». Les rédacteurs du code ont voulu, ainsi, abroger le système de l'ancienne jurisprudence. On enseignait généralement dans l'ancien droit que les enfants de l'indigne étaient exclus personnellement de la succession. « L'union naturelle qu'il y a entre le père et le fils est telle qu'il est impossible d'imaginer que le crime du père lui soit infructueux quand il profite à ses enfants, aussi serait-il injuste qu'un père profitât à ses enfants et leur procurât une succession par le meurtre de ce-

1. Delvincourt 11, p. 27 Toullier IV n° 116 Massé et Vergé II, p. 247 Demante III, 28 bis Demolombe XIII, n° 303. Le Sellyer I. n° 181. Baudry et Wahl. I, p. 203, Cf. L. 18. *De his quæ ut indignis*. 34, 9.

lui dont il est héritier présomptif. Enfin la maxime qui rend les fautes et leurs peines personnelles, ne concerne que la peine corporelle, mais elle ne regarde pas l'indignité qui passe naturellement aux enfants (1) ».

Il ne faut pas croire cependant que cette théorie ne soulevât aucune protestation. Punir des innocents, dans la crainte que le père coupable ne profite par eux, des bénéfices de son crime est une idée monstrueuse, aussi Pothier décidait-il « que la faute qui a fait mériter l'exhérédation à l'exhérité lui étant personnelle, l'exhérédation qui en est la peine lui doit être personnelle (2) ». Il n'ose cependant suivre son opinion dans toutes ses conséquences et restreint le droit de succéder par représentation, au cas où leur père est prédécédé. Bouhier admet sans limite, le principe de la personnalité des peines, « car la loi civile conforme en ce point à la naturelle, ne permet pas que les peines tombent sur d'autres que les coupables (3) ».

1. Lebrun. *Tr. des successions*. L. III, chap. IX, n° 40. Cf. Poullain Duparc, t. IV, n° 401. « L'incapacité s'étend aussi aux enfants du coupable ». Arrêt célèbre de le Morinaud cité par Lebrun. L. III, ch. IX, n° 1. Arrêt du 7 août 1604. Louet let. 5, n° 20. *Contra* arrêt du 18 janvier 1652 cité par Rousseau de Lacombe. V. *Indignité*.

2. Pothier. *Successions*, ch. II, art. I, § 2.

3. Bouhier. *Observations sur la coutume de Bourgogne*, ch. II, n° 71. V. Merlin répertoire : *Représentation*, section IV, § 3.

En présence de ces deux théories opposées, le code civil a choisi un moyen terme.

Les enfants ne peuvent en principe être atteints par la faute de leur père ; ils pourront donc succéder de *leur chef*, dans le cas où ils viendraient en ordre utile sans avoir besoin du bénéfice de représentation, mais ils ne pourront pas représenter l'indigne. Cette disposition, qui semble rejeter le système inique de l'ancienne jurisprudence, le maintient cependant en partie : car elle exclut pour la faute de leur père, les enfants qui ne pourraient arriver sans la représentation.

La rédaction défectueuse de l'article 730 a donné lieu d'ailleurs à une autre question vivement controversée. A quelle hypothèse s'applique-t-il ? Il est incontestable et incontesté que si l'indigne est vivant il ne peut être représenté. Dans ce cas, l'héritier ne représente pas son père indigne à raison de cette indignité, mais parce qu'il est vivant. Si donc le législateur a visé le cas où l'indigne a survécu au défunt, il a tout au moins exprimé une disposition, qui fait double emploi avec l'article 744. Aurait-il voulu accorder aux enfants le bénéfice de la représentation comme le prétendent certains auteurs, sans que jamais ils n'aient à souffrir de la faute de leur père, mais alors les mots « *sans le secours de la représentation* » n'auraient aucun sens, et il n'y avait qu'à faire l'application du droit commun.

1. Duranton, VI, 131. Demante, t. 3, p. 39 bis II. Demolombe, XIII, p. 292 et 293. Ducaurroy, Bonnier et Roustain, II, 435.

Lorsque la loi décide que les enfants de l'indigne ne peuvent succéder par le bénéfice de la représentation, elle suppose qu'il y a lieu à représentation. C'est donc que l'indigne, que d'après le droit commun ses enfants pourraient représenter, est prédécédé (1).

Ainsi les enfants de Primus indigne et vivant viennent réclamer contre leur oncle Secundus la part dévolue à leur père, si celui-ci n'avait pas été exclu, leur prétention est-elle fondée ? Non, d'après l'article 730, car ils ne peuvent venir à la succession de *leur chef*, leur oncle est parent du *de cujus* à un degré plus proche ; et ils ne peuvent non plus exercer les droits de leur auteur, car on ne représente pas les personnes vivantes.

Cette décision est en outre en harmonie avec la théorie générale de la représentation. L'indigne est exclu, suivant nous, dès l'ouverture de la succession, parce que l'indignité a lieu de plein droit et pour la majorité des auteurs, par l'effet rétroactif de la sentence judiciaire. Il n'a donc aucun droit héréditaire ; or l'article 739, définit la représentation : une fiction de la loi dont l'effet est de faire entrer le représentant dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté. L'indigne n'ayant pas de droits, il est impossible d'en accorder à son représentant qui vient à sa place. Cepen-

1. Aubry Rau, VI, n° 597 note 12. Favard, *Successions*. Taulier, III, p. 138. Laurent, IX, p. n° 72. Hureaux, I, p. 180. Baudry et Wahl, I, n° 437. Bordeaux, 12 décembre 1853. S. 54. 2. 225.

dant, certains auteurs veulent que la représentation fasse entrer les représentants dans les droits du représenté, en ce qui concerne seulement la nature et la quotité des droits et non pas la vocation héréditaire qui est personnelle au représentant (1). Mais le code met formellement, le représentant à *la place* du représenté, et *la place* du représenté n'existe pas. Et si l'on prétend que les vices du représenté ne peuvent atteindre le représentant, il faudra alors permettre la représentation des incapables.

En tout cas, les enfants de l'indigne peuvent le représenter dans une succession dont il n'est pas exclu, de même qu'ils viendraient en concours avec les enfants du frère de l'indigne, si ce frère avait renoncé.

La jurisprudence n'a eu qu'une fois l'occasion de se prononcer et elle l'a fait dans le sens de notre opinion ; « les enfants de l'indigne ne peuvent venir par représentation de leur père à la succession de l'homicide : l'article 730 Code civil, qui les prive du bénéfice de la représentation s'appliquant aussi bien au cas où l'indi-

1. Chabot, art. 744. Demante, III, n° 47 bis 7. Demolombe, XIII, n° 414. Thiry, II, n° 58.

Nous avons vu que c'était également l'opinion de Pothier et de Bouhier qui a bien marqué la différence entre les conséquences de l'attribution des biens au fisc en droit romain et de la dévolution aux cohéritiers en droit français. Voir Bouhier. *Les coutumes du duché de Bourgogne*, II, ch. 73, n° 71 et 72.

que est mort naturellement ou civilement qu'à celui où il est vivant (1) ».

On objecte enfin que dans sa partie finale, l'article 730 refuse à l'indigne l'usufruit légal sur les biens de ses enfants ; c'est donc qu'il est vivant ; assurément, mais, comme on le voit bien, ce texte a simplement voulu dire : au cas où les enfants de l'indigne viendraient de leur chef à la succession dont leur père a été exclu, celui-ci ne pourrait exercer l'usufruit accordé par l'article 384.

Le législateur s'est donc refusé à permettre à l'indigne de profiter indirectement et comme usufruitier d'une succession dont il a pu avancer l'ouverture. Il n'a pas cependant prévu le cas où les enfants de l'indigne, appelés à la succession de leur aïeul, viendraient à mourir avant leur père. Aucun texte ne permet d'empêcher l'indigne de succéder à ses enfants et de recevoir ainsi une succession dont il a été exclu. La succession de l'aïeul n'existe d'ailleurs plus : elle s'est confondue avec les biens des héritiers et ceux-ci morts, c'est leur succession qui s'ouvre.

Pour la même raison, l'indigne pourrait exercer l'usufruit légal sur la part de la succession du défunt, recueillie par ses enfants comme héritiers d'un autre de ses enfants.

Enfin le conjoint de l'indigne peut être appelé à

1. Bordeaux, 1^{er} décembre 1853. D. 54 2-157.

exercer l'usufruit dont son époux est privé. Ainsi lorsque le père et la mère sont vivants, si c'est la mère qui est indigne et que ses enfants se trouvent venir à une succession de leur chef à défaut de leur mère, leur père n'en a pas moins l'exercice de son usufruit légal. Si, au contraire, le père est indigne, il ne saurait avoir la jouissance des biens de ses enfants, mais à sa mort la mère survivante sera en droit de réclamer l'usufruit sur les biens de la succession possédés par ses enfants mineurs de dix-huit ans (1). Il n'y a même pas à distinguer si l'un des époux est complice de l'autre, car il n'est pas indigne lui-même (2).

1. Proudhon. *Traité de l'usufruit*, I, n. 155. Demolombe, VI, 518; XIII, n. 278. Aubry et Rau, VI, n° 550 *bis*, note 15. Fuzier-Herman, art. 530. Le Sellyer, I, n. 203. Baudry et Wahl, I, p. 204.

2. *Contrà*, Proudhon. *Tr. de l'usufruit*, I, n. 155.

DEUXIÈME PARTIE

Droit international privé.

Toute personne capable peut succéder dans notre droit, à moins qu'elle ne soit écartée par une disposition spéciale de la loi. Le code n'énumère en effet que ceux qui sont incapables ou indignes; tous les autres sont aptes à recueillir une succession. La loi du 14 juillet 1819 sur l'abolition des droits d'aubaine et de détraction, permet aux étrangers « de succéder de la même manière que les Français dans toute l'étendue du royaume ». En principe donc, et sauf une importante restriction, l'étranger est assimilé aux Français quant aux droits successoraux ; il est capable.

Nous allons examiner quelle loi doit régir l'indignité dont peut être frappé un successible étranger. Devra-t-on appliquer la théorie du statut réel ou celle du statut personnel ? et si l'on prend parti pour cette dernière, faudra-t-il considérer la loi personnelle du défunt ou celle de l'héritier ?

Pour résoudre ces questions, on doit mettre sur la même ligne l'indigne et l'incapable ; tous les deux ont cela de commun qu'ils manquent des qualités requises

pour succéder, et l'indigne est un incapable *lato sensu*.

I. — L'ancien droit reconnaissait généralement que l'incapacité était réglée par le statut personnel de l'héritier (1). C'était en particulier, la solution admise pour l'indigne : « On ne doute pas, dit Bouhier, que les statuts qui déterminent la capacité et l'incapacité des personnes soient personnels » et plus loin il réfute d'Argentré qui a voulu se prévaloir de l'opinion de Benoit Capra, « jurisconsulte peu connu, qui avait prétendu, qu'un statut portant que celui qui a tué quelqu'un est exclu de la succession, ne s'étend pas hors de son territoire (2) ». Il estimait plus simple de se conformer en tout à la coutume de l'héritier, sans s'embarrasser de la diversité des coutumes où les biens paternels et maternels peuvent être situés. C'était encore la doctrine de Boullenois et de Lebrun (3).

On peut donc dire qu'au xvii^e et xviii^e siècles la

1. Lainé, Introduction au droit international privé, t. II. p. 124.

2. Bouhier : *Les coutumes du duché de Bourgogne* t. I. ch. 26, n° 154. Nous devons noter toutefois, que Bouhier rejetait cette opinion pour les incapacités qui ne résultaient pas de crimes de droit commun : *loc. cit.* ch. 24 n° 125 et ss. cf. Boullenois : *Dissertations. Discours préliminaire*, p. 16.

3. Boullenois : *Traité de la personnalité et de la réalité des statuts* t. p. 64. Lebrun. *Successions*, t. III. Bouhier, rapporte cependant un arrêt du 30 mars 1647 en sens contraire. Voir Lainé t. II. p. 123.

jurisprudence et les auteurs étaient unanimes à résoudre le conflit des lois en matière de capacité, par la loi du domicile qui « cognoist mieux que nulle autre les mœurs et conditions de la personne qui lui est sujete » et d'Argentré lui-même consentit dans certains cas à reconnaître que les personnes devaient être régies par la loi de leur domicile (1).

La jurisprudence de la cour de cassation admet au contraire, la réalité des statuts lorsqu'il s'agit d'incapacités successorales « attendu que les lois qui règlent la transmission héréditaire, se rattachent indistinctement au statut réel dans toutes leurs parties, même celles qui édictent des incapacités de succéder (2) ». Dans l'espèce, il est vrai, il ne s'agissait pas d'une incapacité proprement dite, mais le conseiller rapporteur généralisait le principe et faisait l'application du statut réel à la matière des capacités héréditaires : « cela est vrai, disait-il, non seulement des causes d'exclusion ou d'incapacité qui n'agissent point sur l'état de la personne comme l'indignité, mais encore de celles qui l'affectent en tout ou en partie comme un manque ou un vice de qualités ».

Certains auteurs estiment qu'en matière de succes-

1. *In Britonum leges* art. 218 glose 6.

2. Cass. 31 mars 1874. S. 1874. 1. 346. D. 74. 1. 229. Cf. Tribunal Civil de Nice, 9 mars 1863. *Gaz. des Tribunaux*, 2 avril 1863.

sion, il faut distinguer entre les incapacités de droit commun, régies par le statut personnel et les incapacités créées spécialement en vue du droit de succession (1). Ces dernières participent de ce droit et se trouvent ainsi revêtues d'un caractère de réalité (2). D'autres, prétendent, qu'il ne faut pas confondre la *capacité de droit* qui n'est à vrai dire que le droit de succéder, et la *capacité d'exercer un droit* ; cette dernière est la seule qui tombe sous l'application de l'article 3 *in fine* du code civil (3). L'exercice d'un droit peut être subordonné à telle ou telle condition ; il peut être temporairement suspendu pour la personne humaine, à raison de son âge, de son état intellectuel etc... C'est en ce sens que l'on peut dire, que l'on est capable ou incapable, mais quand on s'exprime ainsi, l'enfant qui n'est pas né viable, l'homme indigne, sont inca-

1. Brocher : *Cours de Droit international privé*, t. 1. n° 127.
Vincent et Pénaud : *Dictionnaire de Droit international privé*, art. *Succession*, n° 29.

2. Ces auteurs supposent admise la prépondérance de la règle : *lex rei sitæ* dans les conflits relatifs à la transmission des patrimoines, ce qui est de plus en plus contesté. Voir Weiss, p. 840 et s. et comparer Pillet : *De l'ordre public en droit international privé* où l'on voit que parmi les lois civiles, il n'y a de lois d'ordre public, (sur lesquelles s'appuient les partisans du statut réel) que celles qui sont indispensables à la conservation de l'État.

3. De Bar distingue aussi entre la *Rechtsfähigkeit* et la *Handlungsfähigkeit*.

pables de succéder, cela signifie tout juste qu'ils n'ont pas le droit de succéder.

Malgré l'autorité des défenseurs de la théorie du statut réel, il nous paraît préférable d'en écarter l'application. L'article 3 du code civil admet implicitement le statut personnel de l'étranger, en ce qui concerne sa capacité et par suite son incapacité. Cette règle doit recevoir son application dans tous les cas où il s'agit d'une incapacité quelconque, à moins qu'un texte vienne y déroger. Et l'article 3 alinéa 2, n'établit certes pas une exception, car une loi de capacité n'a pas pour objet des immeubles.

Nous savons que la tradition reconnaissait universellement que les incapacités successorales rentrent dans le statut personnel. Cette solution est éminemment rationnelle tandis que l'application du statut réel aboutirait à des complications inadmissibles. Le patrimoine du défunt serait divisé, en autant de successions particulières qu'il y aurait de pays, où se trouvent situés les biens héréditaires, et en outre avec la distinction obligatoire entre les meubles et les immeubles, il y aurait deux statuts différents suivant le caractère mobilier ou immobilier de chaque bien. Une même personne capable de recevoir les meubles, pourrait être incapable de recueillir les immeubles et cela dans la même succession, dans l'exercice d'un droit héréditaire unique.

II. — La capacité dépend donc du statut personnel,

mais faut-il considérer la loi personnelle du *de cuius* ou celle de l'héritier ?

Dans le système de la personnalité, les successions sont régies par la loi personnelle du défunt. C'est qu'en principe, la succession *ab intestat* est l'expression tacite de la volonté du défunt qui n'en a pas exprimée de formelle. Le législateur français avoue lui-même (1), se conformer aux intentions probables du défunt et on retrouve cette même idée dans le code civil italien de 1866 (2). Or pour connaître la volonté du défunt, il faut consulter sa loi personnelle, dont il est censé accepter les dispositions, inspirées par des principes qu'il est naturel de lui appliquer, puisqu'il fait partie de la société dont les besoins les ont motivées. Faut-il appliquer le même système à la capacité ? Quelques auteurs décident affirmativement (3). Nous pensons au contraire devoir admettre la prépondérance de la loi nationale de l'héritier. Il s'agit ici de la capacité des successibles, des conditions requises pour succéder, et non de la capacité de laisser une succession. La déchéance ne frappe pas le défunt, mais l'héritier, quoi de plus logique alors que de consulter la loi qui le régit pour savoir si elle le juge apte à recevoir une succession ?

1. Treilhard dans Loqué, t. V, p. 90.

2. Gide, *de la législation civile dans le nouveau royaume d'Italie*, p. 21.

3. Antoine. *Des successions en droit international privé*, p. 86, n° 74. Bertauld, *Questions pratiques et doctrinales du code Napoléon*, t. I, p. 91.

On ne peut dire ici que la succession *ab intestat* est le testament présumé du défunt ; celui-ci a le droit de disposer de ses biens, mais il ne lui appartient pas de régler les questions de capacités ; sa loi nationale ne peut donc être regardée comme l'expression de sa volonté en ce qui concerne une matière qu'il n'aurait pu expressément trancher (1). Distinguons donc entre la disposition de l'hérédité, qui dépend de la volonté du *de cuius* et par suite de son statut personnel, et la capacité du successible réglée par le statut personnel de l'héritier (2).

En ce qui concerne spécialement l'indignité, il se présente une objection.

Les deux premières causes d'indignité résultent d'une condamnation pénale. La jurisprudence française décide que l'autorité de la chose jugée, n'appartient pas aux jugements étrangers ; et cela est surtout vrai des sentences criminelles.

C'est pourquoi un grand nombre de jurisconsultes décident que les incapacités encourues par des condamnations, n'ont aucun effet hors du territoire où ces condamnations ont été rendues (3). Mais nous savons

1. En ce sens : Laurent, t. VI, p. 214 et ss. Weiss, p. 694, Despagne, p. 558.

2. Il resterait à savoir si le statut personnel dépend du domicile ou de la nationalité. La question est trop générale pour être traitée ici.

3. Voir *Story commentaries on the conflict of laws. A crimi-*

que l'indignité est légale et non judiciaire ; si une condamnation de nature à faire naître l'indignité a été prononcée par un tribunal étranger, la cause d'indignité est prouvée, l'héritier est par lui-même exclu de la succession. Les cohéritiers, d'ailleurs qui réclament les biens dont est privé l'indigne, ne demandent pas l'exécution du jugement étranger, ils exercent un droit acquis et déduisent les conséquences civiles d'une condamnation.

III. — *Applications.* — Deux hypothèses peuvent se présenter, ou bien la loi personnelle de l'héritier admet des causes d'indignité que ne reconnaît pas le droit français, ou bien la législation étrangère ne reconnaît aucune cause d'indignité ou n'admet pas celle que consacre le droit français.

Le code civil italien nous offre un exemple de la première hypothèse ; il déclare indigne de succéder celui qui aura empêché le défunt de faire un testament ou de révoquer un testament déjà fait, ou qui aura supprimé, cédé ou altéré le testament fait en dernier lieu (1). De même le droit espagnol écarte de la succession, la veuve qui mène une conduite déréglée, celui qui a été

nel sentence of attainer in the courts of one sovereign, although it there creates a personal disability to sue, does not carry the same disability with the person into other countries, cf. Lord Ellenborough et en outre en général, les jurisconsultes américains.

1. Huc, *Le code italien et le code Napoléon*, t. I, p. 176.

condamné comme complice d'adultère avec la femme du défunt, les enfants qui abandonnent leurs parents qui se trouvent en état de démence, les parents qui abandonnent leurs enfants ou prostituent leurs filles (1). L'application de ces lois aux héritiers qui s'y trouvent soumis ne peut souffrir de difficultés ; la France n'a aucun intérêt à favoriser la conduite reprehensible du successible.

Au contraire la loi russe ne reconnaît aucune cause d'indignité (2), le code civil italien n'attribue aucune déchéance pour le défaut de dénonciation du meurtre du défunt. Dans ces divers cas et autres analogues, l'intérêt général est en jeu, malgré la personnalité du statut, on devra suppléer au silence des lois étrangères et appliquer la loi française. Il serait même juste, si une loi étrangère se heurtait à un principe d'ordre public en dehors des cas d'omission que nous venons de citer, d'écarter ses dispositions.

Il résulte donc de ces considérations, qu'un étranger héritier en France, est déchu du droit de succéder dans les trois cas prévus par l'article 727, et qu'en outre il peut l'être par application de la loi du pays dont il ressort. Et de même l'héritier français déclaré indigne en France ne peut recueillir une succession à l'étranger, alors même que la loi nationale du *de cuius* ne l'en exclurait pas.

1. Lehr, *Eléments de droit civil espagnol*, p. 458.

2. Lehr, *Eléments du droit civil russe*, t. I, p. 395.

TROISIÈME PARTIE

Législations étrangères.

Après avoir étudié la condition de l'indigène en droit français, nous devons rechercher comment les législations étrangères ont réglé la même question. L'étude du droit comparé se recommande en effet, non seulement afin de suivre les progrès et les améliorations que la science juridique a su produire, mais à un point de vue pratique, pour connaître les règles applicables à nos nationaux appelés à succéder à l'étranger, au cas où ils ressortiraient de la loi de leur pays de résidence.

Il est difficile d'établir l'ordre dans lequel doivent être étudiées les différentes législations. On ne peut songer à les grouper par ordre alphabétique, ni suivant l'ancienneté des lois en vigueur. Le procédé scientifique consisterait à les classer d'après les caractères généraux communs ; mais cela est impossible en notre matière. A défaut de système préférable, nous grouperons les différentes législations d'après la race à laquelle appartient chaque peuple, de nombreuses affinités de mœurs et de caractère ont contribué au développement parallèle de leurs institutions et si la res-

semblance ethnique n'est pas une marque certaine d'analogie législative (1), on a chance de rencontrer chez les nations de même origine, un ensemble de préceptes foncièrement identiques.

Nous diviserons donc cette étude en trois parties : la première sera consacrée aux législations des peuples latins ; elles ont donné en général d'assez complets développements à notre sujet.

Dans la deuxième, nous passerons en revue le droit des divers peuples d'origine germanique. Le nouveau code civil allemand y occupera naturellement la première place et la plus importante. Et si on remarque l'omission des différentes lois cantonales de la Suisse allemande alors que nous avons étudié avec quelques détails la législation de la Suisse Romande, c'est que, de toutes les législations allemandes, avant la rédaction du nouveau code civil de l'empire, celle de l'Autriche seule considérait l'indigne comme légalement incapable de succéder. Plusieurs cantons suisses comme ceux de Zurich, des Grisons, de Glaris ont codifié leurs lois depuis peu, les autres sont encore régis par des coutumes et des statuts anciens, modifiés par de nombreuses lois, mais partout on reconnaît l'esprit général de l'ancien

1. Ainsi la Bulgarie et la Finlande ne suivent pas la législation de la Russie. La première s'est profondément inspirée du *Droit moderne italien* et la Finlande est encore régie par le très ancien *Code Suédois*.

droit allemand, pour lequel l'indigne est considéré comme n'ayant jamais existé.

Enfin nous terminerons avec le droit des peuples Slaves. Cette troisième partie ne comprendra que la législation des provinces Baltiques, les autres provinces de Russie n'ayant aucune loi sur la matière ou bien étant comme la Pologne régie par la loi française.

Les législations Anglaise et Américaine n'admettent pas non plus de causes d'exclusion de succession pour indignité, car la situation de l'oulaw est plutôt une incapacité proprement dite; elles ne pouvaient donc trouver place ici.

PAYS DE RACE LATINE

BELGIQUE.

La Belgique a emprunté à la France sa législation; c'est donc en vertu des mêmes principes qu'est réglée encore aujourd'hui la matière de l'indignité. Mais depuis longtemps déjà, le gouvernement de ce pays songeait à le doter d'un nouveau code. M. Laurent était chargé de préparer un avant-projet de révision du code civil, lorsqu'en 1884, un changement de ministère lui enleva sa mission, qui fut confiée à une commission aux fins de

rédiger les propositions à soumettre au gouvernement. L'avant-projet de M. Laurent contenait certaines modifications relatives à l'indignité, modifications qui selon toute probabilité seront admises par les nouveaux rédacteurs et seront sanctionnées par le parlement. Nous allons les examiner.

L'article 747 de l'avant-projet déclare incapables de succéder :

1^o Celui qui a donné ou tenté de donner la mort au défunt.

2^o Celui qui a imputé au défunt, un crime, si l'imputation a été jugée calomnieuse.

3^o Celui qui a empêché le défunt de tester ou de révoquer son testament, et celui qui a caché, supprimé ou altéré un testament.

L'assimilation de l'indigne à l'incapable fait cesser une vive controverse sur les effets de l'indignité; désormais plus de doute l'indignité existe de plein droit. C'est la loi qui déclare l'héritier indigne parce qu'il a témoigné un manque d'affection pour le défunt, de là son exclusion de l'hérédité.

Il n'est pas nécessaire qu'un jugement intervienne pour établir l'indignité. Si le fait est incontesté, il n'y a pas de raison pour que le juge intervienne; dans le cas contraire il examine s'il en reconnaît l'existence et cette constatation prouve que la cause, pour laquelle l'héritier est exclu de la succession, est antérieure à l'ouverture de l'hérédité.

Exclu de la succession par la loi, l'indigne n'a jamais été héritier, il n'a jamais pu faire un acte qui soit relatif à la succession ; il ne peut ni jouir, ni administrer, ni disposer.

Toutefois l'auteur modifie le droit strict en ce qui concerne les actes d'administration : l'héritier indigne doit être assimilé à l'héritier apparent, sauf l'influence que la notoriété plus ou moins grande de l'indignité, peut exercer en fait sur la bonne foi des tiers.

La première cause d'indignité a reçu dans l'avant-projet, un changement emprunté au code italien. Il n'est pas nécessaire que l'héritier ait été *condamné*, il s'agit de constater le manque d'affection et elle résulte du meurtre lorsqu'il est manifeste et alors même que l'héritier serait mort avant une condamnation.

Le n° 2 de l'art. 747 n'exige pas une dénonciation, une imputation pourvu quelle soit jugée calomnieuse suffit, car elle montre la haine de l'héritier. Il n'exige pas non plus que l'imputation soit capitale. L'imputation d'un crime qui emporte la peine des travaux forcés, la détention ou la réclusion est un fait assez odieux pour mériter l'exclusion de la succession.

Enfin le troisième cas d'indignité tiré du code des Pays-Bas et du code italien, prive de la succession, celui qui a empêché le testateur d'exprimer sa volonté. Cette peine repose sur cette idée que la succession *ab-intestat* ne peut pas être considérée dans l'espèce, com-

me le testament présumé du défunt. C'est le contraire qui est vrai, le défunt voulait tester ; assurément pour modifier l'ordre établi par la loi. L'héritier mérite donc d'être exclu, autrement il obtiendrait ce que la victime n'a peut-être pas voulu lui donner. Il en est de même lorsqu'il cache le testament, l'altère ou le supprime, il cherche à anéantir la volonté du défunt, dès lors il ne peut pas invoquer la succession *ab intestat*, puisque celle-ci était remplacée par un testament qui contenait la volonté expresse du défunt.

L'avant-projet ne reproduit pas la cause d'indignité pour défaut de dénonciation du meurtre du défunt. M. Laurent craint de pousser la rigueur trop loin, en mettant sur la même ligne une simple négligence et les faits graves qui entraînent l'exclusion de la succession, négligence qui après tout ne prouve pas que l'héritier n'avait aucune affection pour son parent.

Par suite l'article 728 disparaît du projet belge, où il n'y avait plus de raison de le maintenir.

L'article 746 reproduit la disposition de l'article 729 du code civil, l'indigne est tenu de rendre tous les fruits et les revenus dont il a joui depuis l'ouverture de la succession. Il établit en outre une distinction entre les actes d'administration et de disposition à l'égard des héritiers et à l'égard des tiers de bonne foi. Ils sont nuls à l'égard des héritiers, et si la rigueur des principes voudrait qu'il en soit de même à l'égard des tiers

de bonne foi, l'avant-projet établit une dérogation en validant ces actes.

En outre une déclaration formelle du défunt, paralyse l'effet de l'indignité ; l'intention du défunt est manifeste puisque son affection l'a emporté sur l'offense et c'est de plus conforme à l'harmonie de la loi, qui permet au *de cujus* d'instituer l'indigne légataire, et avec l'esprit du droit, qui considère la succession *ab intestat* comme le testament présumé du défunt.

L'article 748 non seulement n'empêche pas les enfants de l'indigne de venir à la succession, mais il applique dans toutes ses conséquences le principe que les enfants ne sont pas exclus par la faute de leur père ; il permet donc aux enfants de venir par représentation. Le code civil ajoute que le père ne peut réclamer l'usufruit légal des biens que l'enfant recueille de son chef. Cette disposition n'existe plus dans l'avant-projet car il supprime l'usufruit légal des père et mère.

ROUMANIE.

Le code civil roumain est de 1864, il s'est en général largement inspiré du code français et a reproduit textuellement les articles 727 à 730 ; nous ne ferons donc que le mentionner.

ITALIE.

Le code civil italien reconnaît certaines causes d'in-

dignité que n'admet pas la loi française : est indigne ; 3° celui qui a forcé le défunt à faire un testament ou à le changer ; 4° celui qui l'aurait empêché de faire un testament ou de révoquer un testament déjà fait ou qui aurait supprimé, caché ou altéré un testament postérieur. Ces dispositions reproduites en partie dans l'avant-projet du code civil belge nous semblent très rationnelles, l'indigne ayant voulu usurper un droit héréditaire ou accroître celui qu'il avait déjà, doit être puni par une exclusion de la succession.

Les deux premières causes d'indignité offrent une grande analogie avec celles du droit français, il importe toutefois de remarquer que dans la loi italienne, il suffit pour encourir l'indignité d'avoir tué ou tenté de tuer le *de cuius*. Il est en effet immoral, que le meurtrier décédé quelques instants après sa victime puisse avoir la qualité d'héritier.

De même l'accusation d'un crime punissable d'une peine criminelle, suffit pour exclure de la succession. Ainsi l'héritier qui aura été condamné pour avoir accusé calomnieusement une personne d'un crime susceptible d'entraîner l'*ergastolo* ou la *détention* sera indigne de lui succéder. Là encore le code italien est logique avec le principe que l'indignité est basée sur le manque d'affection de l'héritier.

Au contraire l'indignité pour défaut de dénonciation du meurtre du défunt, a disparu du code civil italien ; on a craint de pousser l'héritier à faire des dénoncia-

tions inconsidérées pour éviter une déchéance aussi grave que celle de l'exclusion d'une succession.

Comme l'indignité résulte de la volonté présumée du défunt, il s'ensuit que celui-ci peut relever l'héritier de sa déchéance, par un pardon formellement exprimé par acte authentique ou par testament (art. 726, C. Civ. Ital.). Et si à l'égard de l'indigne cette intention présumée se manifeste par l'exclusion de sa succession, il n'est pas permis de conclure que le défunt aurait aussi exhéredé les enfants de l'indigne ; C'est pourquoi « l'indignité des père et mère ou ascendants ne nuit pas à leurs enfants ou descendants soit qu'ils succèdent de leur chef, soit qu'ils succèdent par représentation (1) (art. 728).

De même qu'en droit français, le père et la mère indignes ne peuvent recueillir l'usufruit légal sur les biens dévolus à leurs enfants dans la succession du *de cujus*, ni les administrer ; l'administration est plutôt une charge qu'un avantage et il est regrettable que le père coupable soit dispensé des devoirs que la loi lui impose dans l'intérêt des enfants. Ce sont au contraire les enfants qui se trouvent punis par la faute de leurs auteurs, s'ils se trouvent obligés de confier l'administration de leurs biens, à un administrateur salarié qui n'aura pas pour eux la même affection qu'un père.

L'article 725 a l'avantage de ne pas laisser place à

1. Huc. *Traduction du code civil italien.*

la controverse qui divise les jurisconsultes français en faisant de l'indigne un incapable. C'est l'effet de la loi qui déclare l'héritier indigne, comme elle le déclare incapable.

PORTUGAL.

Le Code civil portugais promulgué le 1^{er} juillet 1867 a reproduit les principes essentiels de notre droit civil. Toutefois en matière d'indignité il est parmi les codes étrangers un de ceux qui diffèrent le plus de la loi française (1).

Il a d'abord donné une préférence marquée à la succession testamentaire ; c'est à ce chapitre qu'il traite de l'incapacité et l'article 1978 ne fait qu'y renvoyer, en déclarant indignes de succéder *ab intestat* ceux qui ne peuvent recevoir par testament.

Les causes d'indignité se trouvent énumérées à l'article 1782. Elles atteignent : ceux qui auront été condamnés pour avoir attenté à la vie du défunt ou pour avoir participé à quelque titre que ce soit, à un crime de cette nature et ceux qui par violence, menace ou fraude auront empêché le défunt de révoquer son testament.

Le législateur portugais n'a donc emprunté au droit français que la cause d'indignité la plus grave. Encore

1. Lepelletier. *Code civil portugais*.

l'a-t-il fait en lui donnant une extension considérable, qui permet d'exclure de la succession, non seulement l'auteur principal, mais encore tous les co-participants.

Nous avons trouvé l'autre cause d'indignité : la violence apportée à l'expression libre de la volonté du défunt, dans la plupart des nouvelles législations. Le Code portugais reproduit encore le droit italien en permettant au défunt de pardonner efficacement à son héritier coupable. Mais il s'est montré plus sévère, en refusant la capacité de succéder à tout individu convaincu de crime (art. 1978-1979, 2° 355).

Le successible qui porte une accusation calomnieuse ne peut donc être exclu de la succession, mais il peut être puni d'une autre manière, par la privation de sa réserve et l'exhérédation, s'il dénonce ses père et mère comme coupable d'un délit dont il n'est pas victime personnellement ou qui n'a pas été commis contre son conjoint, contre ses ascendants ou descendants, ou contre ses frères et sœurs (art. 1876, 2°). Il eut peut-être mieux valu prononcer l'indignité pour dénonciation calomnieuse, alors surtout que la victime a le pouvoir d'éviter cette déchéance à l'héritier en lui pardonnant ou simplement en manifestant son intention de ne pas lui en tenir compte.

ESPAGNE

En 1889, la promulgation du code civil mit fin à la confusion qui régnait dans le droit espagnol. C'est donc dans la législation actuelle, que nous allons envisager les caractères principaux qui la différencient de notre droit.

Le nouveau code prévoit sept causes d'indignité dont quelques-unes ne ressemblent pas plus à la législation espagnole antérieure qu'à la nôtre. En dehors des causes communes avec celles de l'article 727 du code civil français, les autres ont trait aux attentats aux bonnes mœurs (1°) ; à l'adultère consommé avec la femme du testateur (5°) ; et enfin aux moyens employés pour viciar le testament du *de cujus* et empêcher l'expression de sa dernière volonté (6° et 7°), avec cette remarque obligatoire, qu'une accusation calomnieuse de nature à entraîner la condamnation à une peine *afflictive* est suffisante pour entraîner l'indignité.

Les causes d'indignité s'éteignent par le seul fait que le testateur les connaissait au moment où il a fait le testament, ou si les ayant connues depuis, il les a pardonnées dans un acte public. Le pardon efface l'ingratitude dans les donations, il devait en être ainsi en matière de successions. L'indignité s'applique à la succes-

sion testamentaire comme à la succession *ab intestat* et l'indignité de l'héritier comme celle du légataire, s'apprécie au moment du décès de la personne dont on règle la succession. Toutefois lorsque l'indignité est encourue pour attentat à la vie du testateur, de son époux, de ses ascendants ou descendants ; pour accusation jugée calomnieuse et pour adultère il faut attendre que la sentence définitive ait prononcé sur ces faits. On devra même au cas de défaut de dénonciation, avant de poursuivre, laisser passer le délai d'un mois accordé à l'héritier majeur afin de porter à la connaissance de la justice le meurtre du défunt.

De même on ne pourra prononcer l'indignité du bénéficiaire d'un legs conditionnel, si la condition n'est pas encore accomplie.

Le code espagnol déclare formellement que l'indigne est un incapable, mais on ne pourrait en déduire comme dans le droit français (si cette disposition existait), que l'indignité a lieu de plein droit.

L'article 762 dit au contraire : « On ne peut intenter d'action pour faire déclarer l'incapacité cinq ans après le moment où l'incapable est entré en possession de la succession ou du legs ». Il admet donc qu'il faut un jugement pour faire déclarer l'incapacité et par suite l'indignité qui est une sorte d'incapacité.

Mais ce jugement produit un effet rétroactif et l'indigne qui se serait mis en possession des biens héréditaires, serait tenu de les restituer ainsi que leurs acces-

soires et les fruits et rentes qu'il aurait perçus (art. 760) (1).

BOLIVIE (2).

Nous donnons quelques indications sur la législation bolivienne, car la Bolivie est la seule des républiques sud-américaines qui se soit affranchi du droit espagnol.

Le Code civil admet de nombreuses causes d'indignité.

Ne peuvent succéder, outre les indignes du droit français : celui qui a été banni du territoire ; l'enfant qui se sera rendu coupable envers son père ou sa mère ou contre un ascendant dont il hérite, de voies de fait ou d'outrages.

Le droit bolivien assimile l'indignité et l'incapacité ; il considère l'indigne comme exclu dès l'ouverture de la succession, et aucune décision, aucun pardon de la part du défunt, ne pourrait le réintégrer dans ses droits.

L'indignité produit même un effet rétroactif sur les donations que l'héritier a reçues du vivant du défunt ; il devra les abandonner alors même qu'elles auraient

1. Levé. Code civil espagnol, p. 155 et s. Lehr. *Eléments du droit civil espagnol*, t. 11, p. 400 et s.

2. Anthoine de Saint-Joseph. *Concordance des codes étrangers*, t. 2, p. 28.

été faites avec la clause expresse d'irrévocabilité, à moins que la libéralité n'ait eu lieu à l'occasion d'un mariage dont il est issu des enfants.

Les enfants de l'indigne peuvent venir de leur chef à la succession du défunt, mais s'ils se trouvent exclus, ils percevront à titre d'aliments le tiers de la légitime qui aurait appartenu à leur père, s'il n'eût pas été indigne.

SUISSE ROMANDE (1).

1° *Canton de Genève.*

Le code civil français fut adopté dans le canton de Genève à mesure qu'il parut en France. Il n'a subi depuis que de très légères modifications.

En matière d'indignité il reproduit textuellement le code civil français.

CANTON DE VAUD.

Le code civil du canton de Vaud est le premier de la Suisse Romande. Publié en 1819 il fut promulgué

1. Rossel. *Manuel de droit civil de la Suisse Romande*; Flammer. *Le droit civil de Genève*; Jacottet. *Droit civil Neuchâtelois*; Biffert. *Code civil du canton de Vaud*; Croft. *Théorie du code civil du Valais*.

le 1^{er} juillet 1821. Il reproduit assez souvent le code civil français.

Les différences que nous remarquons au sujet de l'indignité se rapportent aux causes, à la représentation et à l'exercice de l'action en déclaration d'indignité.

L'accusation calomnieuse, ayant pour objet un fait puni de la peine de mort ou de l'une des peines de la réclusion, de l'emprisonnement ou du bannissement pour trois ans suffit pour entraîner l'indignité (art. 514 modifié par la loi du 6 décembre 1843 et décret du 20 janvier 1875).

Le code Vaudois n'a pas admis la troisième cause d'indignité de la législation française, mais il exclut celui qui est convaincu d'avoir soustrait le testament ou le codicille du défunt.

De même qu'en droit français, les enfants de l'indigne venant à la succession de leur chef et sans le secours de la représentation ne sont pas exclus par la faute de leur père, mais si les enfants de l'indigne sont appelés à la succession de leur ascendant par droit de représentation, ils n'héritent que de la part légitime qui eût appartenue à l'indigne.

La troisième différence à signaler résulte de l'article 517, qui déclare que l'action tendant à faire exclure un héritier comme indigne doit être intentée dans l'année à compter du jour de l'ouverture de la succession, s'il n'y a pas de testament, et de celui de l'homologation s'il y a un testament.

CANTON DU TESSIN.

Le code civil de ce canton qui fait partie de la Suisse Italienne est du 14 juin 1837. Il s'est inspiré du droit coutumier et statutaire du baillage de Lugano, du codice parmesen et surtout du code civil français.

Il reproduit en particulier les deux premières causes d'indignité du droit français, sauf qu'il n'exige pas une condamnation dans la première. Il exclut en outre de la succession, l'héritier qui a contraint avec violence le défunt à faire un testament et celui qui a empêché le défunt de faire un testament, lorsque par cet obstacle la succession légitime lui est dévolue.

Le code tessinois admet en outre la représentation, même lorsque l'indigne est vivant, dans la succession des ascendants, et l'article 382 ajoute : si l'indigne était un héritier nécessaire ayant des enfants ou descendants, ceux-ci bénéficieraient des articles 494 et 497, c'est-à-dire du droit à la réserve qui appartenait à l'indigne ou à des aliments jusqu'à concurrence de la réserve.

L'indignité peut être effacée par le pardon du défunt, dans un acte public ou dans un testament.

CANTON DE FRIBOURG.

Le canton de Fribourg n'a jamais été soumis à l'influence française, il a été pendant longtemps régi par des coutumes et des statuts empreints d'idées romaines et germaniques.

La codification des lois civiles comencée en 1821 n'a été achevée que le 5 juin 1849.

Il a cependant fait au Code civil français de larges emprunts surtout dans la troisième partie qui traite des successions.

Voici les particularités les plus notables au sujet de l'indignité. Il met d'abord sur la même ligne, l'incapacité et l'indignité ; tous ceux auxquels ces qualités négatives font défaut ne peuvent succéder (art. 703),

L'accusation calomnieuse d'un fait pouvant entraîner une peine infamante, suffit pour entraîner l'indignité. La troisième cause d'indignité se produit contre celui qui est convaincu d'avoir soustrait le testament ou le codicille du défunt. En outre comme dans le canton du Tessin, celui qui par violence aura contraint le *de cuius* à tester, et celui qui recueillant la succession comme héritier légitime du *de cuius*, l'aura empêché de tester sont indignes.

Mais le pardon accordé dans un acte authentique ou dans un testament efface l'indignité.

Lorsque les enfants de l'indigne sont appelés à la succession de leur ascendant par droit de représentation, ils héritent de la part qui eût appartenue à l'indigne ; la représentation a lieu dans ce cas alors même que l'indigne est vivant (art. 709 et 710).

L'action en déclaration d'indignité, doit être intentée dans l'année à compter du jour de l'ouverture de la succession, s'il n'y a pas de testament et de celui de la publication, s'il y a un testament. Si celui à qui appartient l'action est absent, sans avoir été valablement représenté ou dans l'impossibilité d'agir, la prescription courra seulement du jour où l'absence ou l'impossibilité d'agir aura cessé.

L'indignité s'applique également aux héritiers légitimes et aux légataires.

CANTON DE NEUCHÂTEL.

De 1804 à 1814 le canton de Neuchâtel appartenait à la France et fut gouverné par Berthier. Les anciennes coutumes restèrent appliquées cependant et c'est en 1854-1855 que le code civil fut rédigé et mis en vigueur.

Il reproduit à peu près les dispositions de notre droit. Les seules différences résultent de l'exclusion de l'héritier qui a soustrait le testament ou la disposition à cause de mort du défunt, et de ce que les enfants de l'indigne appelés à la succession de leur ascendant, par droit

de représentation héritent de la part qui eût appartenue à leur père. La représentation s'applique dans ce cas même du vivant de l'indigne. Il faut ajouter que l'indignité atteint aussi les dispositions testamentaires.

CANTON DU VALAIS.

D'après le Code civil qui régit ce canton depuis 1855, les personnes indignes de recevoir par testament, sont également indignes de succéder *ab intestat*.

Les premières causes d'indignité sont avec quelques différences de détail, les mêmes qu'en droit français; l'article 690 exclut en outre celui qui a empêché le défunt de faire un nouveau testament ou de révoquer celui qu'il avait fait, ou qui a supprimé, biffé ou falsifié le testament postérieur et en dernier lieu, celui qui a contraint quelqu'un ou l'a engagé par dol à faire un testament ou à changer celui déjà fait. Cette personne ne peut rien recevoir, ni en vertu du dernier testament, ni en vertu d'un testament antérieur.

Mais si le défunt ayant connu son meurtrier ou son calomniateur, l'a main'enu sur son testament ou lui a pardonné, la déchéance est effacée.

Non seulement l'indigne ne peut exercer aucun droit d'usufruit, mais il n'a aucun droit d'administration sur les biens dévolus à ses enfants dans la succession dont il est exclu et en outre il ne pourrait leur succéder

ab intestat, dans les biens provenant de cette même succession.

Au contraire les enfants et descendants de l'indigne ne sont point exclus de la succession par la faute de leur père ; alors même qu'il serait vivant, il y viennent de leur chef ; mais s'ils ne peuvent y être admis qu'avec le secours de la représentation, ils n'auront droit qu'à la part légitimaire qui aurait compété à l'indigne.

PAYS DE RACE GERMANIQUE

ALLEMAGNE (1).

Les différents états de l'empire d'Allemagne avaient tous jusqu'à nos jours, une législation particulière. Ces législations généralement coutumières, variaient encore de province à province et même de district à district. Quelques pays comme la Prusse et la Bavière possédaient des codes qui ne régissaient pas, comme on le pourrait croire, l'Etat tout entier. Cependant on retrouvait partout les mêmes principes généraux et les différences n'existaient que dans les détails. Toutes ces lois viennent d'être récemment abrogées par le vote du code civil allemand, qui fut promulgué avec la loi d'introduction le 18 août 1896. Il n'entrera il est vrai, en vigueur que le 1^{er} janvier 1900 ; les différentes lé-

1. *Code Civil allemand*, traduction Meulenaere.

gislations qui se partagent l'empire subsistent donc encore jusqu'à cette époque, mais l'importance considérable, que doit prendre dans un très bref délai ce nouveau code, nous oblige à laisser de côté l'ancien droit. Les grands états étant d'ailleurs représentés dans la commission de jurisconsultes chargés de la rédaction du projet, ce code, loin d'opérer une révolution dans les lois, n'est au contraire, que l'expression du droit germanique et n'a fait qu'unifier et consolider les règles déjà partout adoptées.

Les rédacteurs du nouveau code ont réglé soigneusement et avec une ampleur de développement inconnue dans les législations germaniques, la situation de l'indigne.

I. — *Causes.*

Nous reproduisons intégralement les causes d'indignité, car aucune n'est la copie servile de notre loi.

Est indigne de succéder :

« 1° Celui qui à dessein et d'une manière illégale, a donné ou tenté de donner la mort au *de cuius* ou l'a mis dans une position qui l'a rendu incapable, jusqu'à son décès de faire ou de révoquer une disposition à cause de mort.

2° Celui qui, à dessein et d'une manière illégale, a empêché le *de cuius* de faire ou de révoquer une disposition à cause de mort.

3° Celui qui par tromperie doloise ou illégalement et par menace a déterminé le *de cuius* à faire ou à révoquer une disposition à cause de mort.

4° Celui qui, relativement à une disposition à cause de mort du *de cuius*, s'est rendu coupable, de l'un des faits punissables prévus par les articles 267 à 274 du code pénal (1).

Dans le cas des paragraphes 3 et 4, l'indignité n'a pas lieu, lorsqu'avant la dévolution de la succession, la disposition à la confection de laquelle, le *de cuius* a été déterminé, ou relativement à laquelle l'acte punissable a été commis est devenue inefficace, ou lorsque la disposition qu'il a été déterminé à révoquer serait devenue inefficace. »

La préoccupation du législateur allemand a été surtout d'exclure de la succession, l'héritier qui aurait empêché le défunt de manifester librement ses dernières volontés. En effet à part la première cause d'indignité, qui est fondée sur le démerite du successible dans les cas très graves de meurtre et de tentative de meurtre, les trois autres causes sont relatives à la contrainte qu'oppose l'héritier à la confection libre du testament du défunt. Et même dans le premier alinéa, se trouve une disposition, qui assimile l'héritier qui a mis le *de cuius* dans l'impossibilité de faire ou de révoquer une disposition à cause de mort, à son propre meurtrier.

1. Faux en écritures et divertissement de titres.

Nulle part on ne voit un motif d'intérêt public en jeu, motif que l'on ne saurait méconnaître dans la théorie française de l'indignité.

II. — *Exclusion de l'indigne.*

L'on fait valoir l'indignité, en arguant de nullité l'acquisition de la succession (art. 2340).

L'indignité doit être déclarée judiciairement. Nous avons vu en droit français, de nombreux auteurs contester la nécessité d'un jugement pour prononcer l'indignité. Les causes d'indignité sont en effet très limitées dans notre législation et faciles à constater ; on peut les concevoir aisément établies sans un jugement spécial sur l'action en déclaration d'indignité. Au contraire la complexité des nombreux motifs d'exclusion, imposait au législateur allemand l'obligation de ne les faire admettre qu'après une sentence judiciaire.

Ce n'est qu'après la mort du défunt, que l'action en nullité est recevable ; et le substitué fidéicommissaire peut l'invoquer dès que la succession est dévolue au grevé (art. 2340 al. 2).

Tous les intéressés peuvent se prévaloir de l'indignité de l'héritier et faire annuler l'acquisition de la succession. Et l'article 2341 ajoute même, ce qui n'est généralement pas admis en droit français, que si l'héritier appelé à défaut de l'indigne n'agit pas, l'héritier subséquent pourra exercer l'action en nullité. L'indigne

est définitivement exclu lorsque le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée.

L'action peut être intentée pendant un an à partir du jour où l'intéressé a connu la cause d'indignité ; et elle se prescrit par le délai de trente ans, depuis la dévolution de la succession (art. 2340 *in fine* et 2082). Toutefois le pardon du défunt efface l'indignité et met obstacle à l'exercice de l'action en nullité.

III. — *Effets de la déclaration d'indignité.*

Lorsque l'héritier a été déclaré indigne, la succession est dévolue à celui qui aurait été appelé, si l'indigne n'avait pas survécu, et cette dévolution est réputée avoir eu lieu à l'ouverture de la succession.

Le jugement qui prononce l'indignité, a donc un effet rétroactif et les droits consentis par l'indigne, sur les biens héréditaires, sont anéantis.

L'indignité s'applique également au légataire et son droit au legs est annulable ; mais l'article 2345 ne déclare les légataires indignes, que dans les deux premiers cas indiqués à l'article 2339.

Il en est de même du droit à la réserve, lorsque le réservataire s'est rendu coupable d'un manquement pareil.

AUTRICHE (1).

Le code autrichien a été promulgué le 17 juillet 1810 et mis en vigueur le 1^{er} janvier 1812.

L'héritier est indigne pour avoir commis contre l'honneur, la vie ou la fortune du défunt, de ses enfants, parents ou époux, un attentat à l'occasion duquel, il peut être puni criminellement, art. 540.

Il est encore indigne, s'il a contraint par dol ou par menace, le *de cujus* à faire un testament, ou l'a empêché de modifier ou de révoquer un testament existant. Et enfin s'il a été convaincu d'adultère ou d'inceste avec le *de cujus* (art. 542, 543).

Le pardon du défunt efface l'indignité, au moins dans le premier cas (art. 540 *in fine*).

Les descendants de l'indigne décédé avant le *de cujus* ne sont pas exclus de l'hérédité; c'est également ce qui a lieu en droit français, mais dans le code autrichien, l'indignité s'applique aux dispositions testamentaires comme aux successions *ab intestat* (art. 543).

1. Castelli, *Codice civile generale della monarchia, Austriaca*. Art. 540-543. Lehr. *Droit Germanique*, t. II. p. 429 et ss. et 477.

HOLLANDE (1).

Au moment où le code civil fut rendu exécutoire, la Hollande faisait partie du territoire de l'empire français ; elle reçut notre législation et y demeura soumise jusqu'en 1836. A cette date fut rédigé un nouveau code où le droit français a laissé de nombreuses traces de son influence.

L'article 885 reproduit en général la théorie de l'indignité telle que l'a conçue notre législateur. Toutefois il a modifié la seconde cause et supprimé la troisième. Depuis, l'article 10 de la loi du 26 avril 1884, a introduit encore un changement. La législation actuelle déclare indigne de succéder : 2° celui qui a porté contre le défunt une accusation emportant un emprisonnement de quatre ans (2) ; 3° celui qui par violence ou voies de fait a empêché le défunt de faire ou de révoquer son testament ; 4° celui qui aura soustrait, détruit ou altéré le testament du défunt.

Ces deux dernières dispositions qui semblent être de style dans les nouvelles législations du continent, forment la principale différence entre le code néerlandais et notre droit.

1. *Code civil des Pays-Bas*. Traduction Tripels.

2. L'article 885 disait avant la loi de 1884 : 2° celui qui a porté contre le défunt une accusation emportant une peine *infamante*.

DANEMARK (1).

Le code civil du Danemark ou code Christian fut promulgué le 23 juin 1683. Malgré ses défauts inhérentes à la date lointaine de sa confection, il est encore en vigueur de nos jours. Il n'admet qu'une seule cause d'indignité lorsque l'héritier a donné la mort « à la personne, à la succession de laquelle il était appelé ou à ses héritiers légitimes ».

Mais les enfants de l'indigne ne sont pas exclus des successions par la faute de leur père ; ils peuvent le représenter.

NORWÈGE (2).

A l'époque où fut promulgué le code civil du Danemark, la Norvège était sous la domination de Christian V. En 1687 elle fut dotée d'un code civil, qui reproduit presque entièrement le code danois et qu'elle conserva après la séparation des deux pays. Le droit Norvégien diffère cependant de la législation danoise en matière d'indignité ; il est particulièrement sévère. Sont indi-

1. Anthoine de St-Joseph. *Concordance des Codes civils étrangers*, t. II, p. 146.

2. Anthoine de St-Joseph. *Concordance des codes civils étrangers*. t. 3, p. 9 et 11.

gnes de succéder et comme tels exclus des successions :
1° L'enfant qui désobéit à ses parents et méprise leurs sages exhortations ; 2° celui qui a donné la mort au défunt. Et dans ce cas, les enfants du meurtrier, ne peuvent venir, ni par représentation, ni même de leur chef. Ils sont exclus par la faute de leur père ; 3° l'époux contre lequel a été prononcé le divorce pour crime d'adultère ; il ne peut même pas succéder avec son conjoint à un enfant commun. L'époux innocent succédera seul.

SUÈDE (1).

Après de nombreuses modifications, le code civil de Suède commencé vers le milieu du xiv^e siècle et promulgué en 1442 fut révisé vers 1700, et mis en vigueur en 1736.

C'est le code qui régit actuellement ce pays ; il a reçu quelques changements en matière d'indignité par les ordonnances royales du 29 octobre 1860 et du 16 février 1864, qui adoucirent les rigueurs de la législation la plus archaïque de l'Europe civilisée.

Le chapitre VI du titre des successions est intitulé : *Du meurtrier et de son exclusion de la succession.*

L'héritier ne pourra recueillir la succession de celui qu'il aura tué volontairement ; ses enfants ne pourront

1. Anthoine de St-Joseph, t. IV. La Grasserie. *Les codes suédois*, p. 33.

venir à cette succession par l'effet de la représentation.

Si à la mort du mari, sa femme est enceinte et qu'elle ou son enfant ou tous deux soient tués par les héritiers du mari, ou si par suite de mauvais traitements, elle fait une fausse couche, l'enfant succédera à son père, la mère à l'enfant et les héritiers de celle-ci, à la mère. Si la mère a légué sa succession aux héritiers de son mari avant de se savoir enceinte, ils devront la lui restituer.

Si le mari tue sa femme volontairement ou par sa faute lourde, il perdra son *giftorätt* dans toutes les valeurs qu'elle a mises dans la communauté, et sa part passera aux héritiers de sa femme et en outre ceux-ci prélèveront sur le surplus la dot de la femme et le *morgongåfvä* (1) s'il en a été constitué en meubles. Dans le cas où il existerait des enfants communs, ils succéderont à la mère et les plus proches parents de la femme les prendront ainsi que les biens en leur garde, tant que ces enfants seront mineurs.

Si les enfants meurent en ne laissant pas eux-mêmes d'enfants, le père qui a commis le meurtre ne devra jamais hériter, lui, ni ses parents, d'aucune portion des biens qu'un enfant aura acquis de sa mère, mais ces biens passeront aux parents maternels de l'enfant.

1. Don du lendemain.

Si c'est la femme qui tue son mari, il en sera de même et en outre elle perdra son don du lendemain.

L'homicide involontaire, ne fait perdre aucun droit à la succession de celui à qui on a donné la mort.

Si le père et la mère maltraitent leur enfant si gravement que la mort en résulte ou s'ils le tuent par grave imprudence, ils perdront ainsi que leurs parents tous droits sur sa succession. Si la mère étouffait son enfant par inadvertance, la nuit en dormant à ses côtés, elle conserverait ses droits.

Si deux personnes sont héritières présomptives l'une de l'autre, et si elles tentent de se tuer réciproquement dans un moment de colère, aucune des deux n'hérite de l'autre quoique l'une survive, mais la succession passe au plus proche parent, chacun suivant son degré. Mais si l'on peut prouver que l'une, lorsqu'elle a tué l'autre était en état de légitime défense, celui qui est innocent héritera et après lui ses héritiers des biens du coupable.

Si un homme est mort civilement ou sort du royaume pour un délit grave, il ne peut plus recueillir d'héritage dans le royaume, il en est de même de ses enfants conçus pendant sa mort civile et la succession passe à ses plus proches parents à charge de donner caution. Dans le cas de réhabilitation, on la lui restitue, à défaut de réhabilitation, ses héritiers conservent l'héritage. Si un enfant était conçu avant sa mort civile ou son départ, il héritera pleinement quoique né à l'étranger.

Le code de 1736 prévoyait trois autres causes d'exclusion des successions, en cas de condamnation à la confiscation des biens, en cas de bannissement pendant la durée de l'absence et en cas de bannissement pour hérésie. Elles ont été supprimées par les ordonnances de 1860 et de 1864.

RACE SLAVE (1)

RUSSIE. POLOGNE. PROVINCES BALTIQUES.

La législation russe ne traite pas la matière de l'indignité, et la Pologne est régie par le Code civil français. Il nous reste donc à étudier les conditions et les effets de l'indignité dans le droit baltique (2).

Dans le code baltique est privé de la succession ou du legs qui lui est dévolu :

1° Celui qui a donné ou tenté de donner la mort au défunt ;

2° Celui qui par fraude et par violence a empêché le défunt de manifester ou de modifier ses dernières volontés ou qui à l'inverse l'a contraint de faire ou de changer son testament ;

1. Lehr. *Eléments de droit civil Russe*, t. I, p. 399.

2. La Finlande est régie par la législation suédoise de 1736.

3° Celui qui a contesté à tort la capacité juridique du testateur, par la libéralité de qui il avait été gratifié;

4° Celui qui du vivant du testateur et à son insu ou contre son gré a fait un pacte sur la succession future de ce dernier (C. B. art. 2848).

Telles sont les principales causes d'indignité, les autres très nombreuses se rattachent aux contestations sur la validité des testaments, au concubinage, à l'adultère, au refus de tutelle testamentaire, à l'inexécution des legs, (art. 2849, 2854). En outre le défaut de poursuites contre le meurtrier du défunt, entraîne l'indignité, cette peine atteint encore la fille qui se marie sans le consentement de son père, la fille ou la mère qui se laissent séduire. La mère veuve et tutrice de ses enfants, qui convole en secondes noces, avant d'avoir liquidé leurs droits à la fortune paternelle. Il faut enfin signaler comme cause d'indignité, l'abandon du dément, de l'infirme. En Livonie et en Esthonie les biens de ces premiers passent à ceux qui les ont recueillis.

L'indigne est considéré comme un possesseur de mauvaise foi, n'ayant jamais eu aucun droit à l'hérédité.

Dans ses rapports avec les personnes, les droits qu'il a consentis, sont inexistants, sans que le code Baltique fasse la distinction de quelques auteurs français entre ses héritiers et les tiers.

En principe l'indignité s'applique aux héritiers et

aux légataires, mais il peut arriver qu'elle n'enlève à l'indigne que ses droits de succession légitime, car il est apte à bénéficier des legs que lui ferait le défunt et qui indiqueraient qu'il a voulu lui pardonner. (C. B. art. 2877).

Vu : le Président
M. PLANIOL

Vu : le Doyen
GLASSON

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	5
INTRODUCTION.....	15

PREMIÈRE PARTIE

Législation Française.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Nature et Fondement de l'Indignité.</i>	17
--	----

CHAPITRE II. — *Des causes d'Indignité.*

Droit romain.....	20
Droit coutumier.....	22
Code civil.....	25

CHAPITRE III. — *De la déclaration d'indignité.*

I. — L'indignité est-elle encourue de plein droit ?...	66
II. — De la juridiction compétente.....	80
III. — Par qui peut être provoquée l'exclusion de l'indigne.....	82
IV. — Contre qui l'indignité peut-elle être prononcée ?.	90
V. — Quand l'indignité peut-elle être poursuivie?.....	95
VI. — De l'extinction de l'action en déclaration d'indignité.....	97
VII. — A quels successeurs s'applique l'indignité.....	100

CHAPITRE IV. — <i>Effets de l'Indignité.</i>	Pages
I. — A l'égard de l'indigne. De quelle succession il est exclu	403
II. — A quelles personnes est dévolue la succession enlevé à l'indigne.....	407
III. — A l'égard des tiers.....	421
IV. — A l'égard des enfants de l'indigne.....	428

DEUXIÈME PARTIE

Droit International privé.....	135
--------------------------------	-----

TROISIÈME PARTIE

Législations Etrangères.....	145
I. — Pays de race latine.....	147
II. — Pays de race Germanique.....	165
III. — Pays de Race Slave.....	176

